This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

WIDENER LIBRARY
HX 3EI7 6

Ger 2300.50.51

Harvard College Library

GIFT OF

Archibald Cary Coolidge, Ph.D.

(Class of 1887)

PROFESSOR OF HISTORY

LA CAMPAGNE

DES

ZOUAVES PONTIFICAUX

EN FRANCE

LA CAMPAGNE

DES

ZOUAVES PONTIFICAUX

EN FRANCE

L'auteur et l'éditeur déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction à l'étranger.

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mai 1872.

Paris. — Typographie de Henri Plon, rue Garancière, 8.

CŒUR
JESUS
SAUVEZ
LA
FRANCE

LA CAMPAGNE

DES

ZOUAVES PONTIFICAUX

EN FRANCE

SOUS LES ORDRES DU GÉNÉRAL BARON DE CHARETTE

(1870-1871)

PAR

M. S. JACQUEMONT

CAPITAINE AUX ZOUAVES PONTIFICAUX

DEUXIÈME ÉDITION

Corrigée et augmentée de trois cartes.

PARIS

HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

10, RUE GARANCIÈRE

1872

Tous droits réservés

des amis nombreux, sans parler des familles qui ont envoyé parmi eux leurs enfants. Partout où ils ont passé ils ont rencontré un accueil sympathique. Bien des personnes ont aidé leur entreprise, à Rome et en France, par des secours d'argent dont ils n'auraient pu se passer. D'autres les ont reçus chez elles, malades ou blessés, avec la plus tendre charité. C'est pour elles surtout, c'est pour nos amis si bienveillants et si généreux, que j'écris ce petit livre.

Ce n'est pas un rapport militaire, on le pense bien, et je n'ai la prétention de juger personne. Cependant j'écris d'après les sources les plus authentiques : je ne raconterai rien qui ne puisse être prouvé, soit par des documents, soit par le témoignage de mes compagnons et des officiers de toutes armes à côté de qui nous avons eu l'honneur de combattre.

Si je me laisse aller quelquefois à parler avec un peu de chaleur d'un régiment auquel j'appartiens depuis onze ans, tous ceux qui connaissent le métier des armes me le pardonneront. D'ailleurs les zouaves pontificaux se sont dévoués tour à tour à l'Église et à la France malheureuse, et ces deux causes-là ne sont pas de celles que l'on puisse servir sans leur donner en même temps tout son cœur et toutes ses forces.

LA CAMPAGNE

DES

ZOUAVES PONTIFICAUX

EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER.

LE DÉPART DE ROME.

Peu de jours après qu'il eut déclaré la guerre à la Prusse, le gouvernement impérial se crut obligé de rappeler des États pontificaux les troupes d'occupation qui y restaient et suffisaient à faire respecter la convention de septembre. Mais cet abandon coupable, loin de profiter à ses auteurs, fut en quelque sorte le signal de leur chute et de nos désastres. Le jour même où la brigade du général Dumont s'embarquait à Civita-Vecchia, les Prus-

siens franchissaient la frontière du Rhin et écrasaient à Wissembourg le général Douay. La grande invasion était commencée.

Il restait pourtant autour du Souverain Pontife des soldats français décidés à ne pas l'abandonner et à représenter jusqu'au bout, près du Saint-Siége menacé, la volonté de la France catholique. C'étaient les zouaves pontificaux et la légion d'Antibes.

Soldats du Pape avant tout, les zouaves, depuis dix ans, s'étaient accoutumés à sacrifier leurs affections comme leurs intérêts à la grande cause qu'ils soutenaient. L'amour de Pie IX était le premier dans leur cœur et le service de l'Église leur première loi. Aussi ne songèrent-ils pas un moment à revenir en France, connaissant trop les révolutionnaires italiens, et sachant bien que ce n'était pas l'heure de quitter leur poste même pour un temps.

On ne peut se figurer pourtant par quelles angoisses ils passèrent pendant que le roi d'Italie, hésitant à lever le masque, attendait que la victoire se prononçât en définitive pour ou contre la France. Ses troupes, rassemblées sur la frontière romaine, ne faisaient pas mine de bouger, et tout danger semblait éloigné pour l'armée pontificale.

C'était le moment où la jeunesse de France se levait tout entière pour courir, dans les rangs de l'armée ou de la garde mobile, à la rencontre de l'invasion. Les zouaves ne l'ignoraient pas et se voyaient seuls à ne pas défendre le sol natal. Victimes de leurs affections et de leurs serments, ils restaient à un poste sans gloire et presque sans honneur, assistant de loin à la ruine de leur patrie, ne pouvant même pas châtier l'insolence des révolutionnaires qui fêtaient sous leurs yeux le triomphe de la Prusse. Ce qu'ils souffrirent ainsi, partagés entre l'amour de leur patrie et le dévouement à leur foi, la suite de ce récit le fera comprendre.

Sedan leur apprit bientôt qu'ils ne s'étaient pas trompés, et ils n'eurent même pas le temps de s'attrister sur ce nouveau désastre. Délivrés de la France, les Italiens se jetèrent sur leur proie si longtemps convoitée, et quatre corps d'armée franchirent la frontière pontificale.

Pie IX était décidé à la résistance, bien qu'il ne pût opposer que huit à dix mille soldats à une armée de soixante-dix mille hommes. La première troupe que rencontrèrent les envahisseurs fut une compagnie de zouaves qui occupait, sous

les ordres du capitaine de Résimont, le vieux château de Civita-Castellana. Résimont n'avait pas une pièce de canon : il se laissa bombarder pendant trois heures, et ne se rendit qu'après avoir brûlé sa dernière cartouche. Civita-Vecchia, entourée par une armée et une flotte cuirassée, capitula malgré le commandant d'Albiousse, qui voulait se faire sauter avec ses trois compagnies de zouaves. Le lieutenant-colonel de Charette se trouva tout à coup cerné dans sa province de Viterbe. Il réunit une petite colonne d'environ un millier d'hommes des trois armes, marcha vingt-quatre heures par des chemins impraticables où il fallait souvent porter les canons, et réussit, à force d'audace et d'habileté, à tromper trois colonnes qui le poursuivaient. On le revit à Rome au moment où on le croyait perdu. C'est ainsi qu'en 1867 il avait échappé deux fois aux bandes garibaldiennes. Le 18 septembre toute l'armée italienne était sous les murs de Rome : les pontificaux l'attendaient.

Le général Cadorna, commandant en chef des Italiens, envoya par deux fois un parlementaire au général Kanzler, ministre des armes de Sa Sainteté et commandant l'armée pontificale. Il

l'invitait à se rendre, pour éviter, disait-il, l'effusion du sang et obéir au vœu des Italiens. M. Kanzler répondit avec une dignité simple, mais inébranlable, qu'il obéirait seulement à son souverain, et qu'on n'entrerait dans Rome que par la force. Le 20 septembre, au point du jour, les batteries italiennes ouvrirent leur feu contre les murs de Rome. Du côté du Transtevère et de Saint-Jean de Latran leurs obus n'épargnèrent point la ville, mais l'attaque principale fut dirigée sur les portes Pia et Salara, derrière le Quirinal. La petite armée pontificale se multipliait en quelque sorte pour défendre tous les points attaqués. On avait à la hâte élevé quelques ouvrages en avant des portes pour placer les canons, mais nos pièces ne suffisaient pas pour contre-battre avec succès un nombre énorme de bouches à feu, et presque toutes furent démontées. L'infanterie les soutenait, établie en cordon derrière les créneaux ou les meurtrières des remparts, et le tir précis de ses fusils Remington faisait beaucoup de mal aux Italiens. Du reste, une ardeur unanime enflammait tous les soldats du Pape : étrangers ou indigènes, tous ressentaient la même indignation contre les sacriléges

envahisseurs et la même envie de bien faire. Les artilleurs, Romains la plupart, se firent tuer en nombre sur leurs canons. Quant aux zouaves, ils se battaient pour Pie IX comme ils l'avaient toujours fait, et ils comptaient bien tomber tous sur la brèche avant que l'ennemi pût la franchir.

Mais ce n'était pas la pensée du Saint-Père. Obligé dans sa conscience d'affirmer ses droits et de constater que la violence seule lui enlevait sa capitale, cette terrible nécessité du combat déchirait son cœur, et il avait ordonné qu'on arborât le drapeau blanc dès qu'une brèche serait faite aux murailles. A dix heures le mur de la porte Pia s'était écroulé. Là se battaient un grand nombre de zouaves avec leur colonel M. Allet, le commandant de Troussures, les capitaines Berger, Desclée, de Gastebois, qui rivalisaient de bravoure. Beaucoup gisaient à terre tués ou blessés, parmi ces derniers les lieutenants Brondois et Niel. Quand on éleva le drapeau parlementaire, les Italiens continuèrent le feu, et une colonne essaya de franchir la porte, où le combat dura encore un moment jusqu'à ce qu'on eût fait entendre raison aux Italiens. Les troupes ennemies entrèrent alors

dans la ville, mornes, silencieuses, et comme honteuses du rôle qu'on leur faisait jouer. Mais elles y laissèrent entrer à leur suite une horde de misérables qui accablèrent d'insultes les vaincus et allèrent jusqu'à massacrer dans les rues des soldats isolés. Ainsi tomba le gouvernement temporel du Pape, dans une lutte glorieuse qui donnait le plus solennel démenti aux prétendues aspirations des Romains.

Les pontificaux restèrent jusqu'au lendemain prisonniers dans la cité Léonine. Avant de quitter la place Saint-Pierre où ils avaient bivouaqué, ils demandèrent à voir une dernière fois le Saint-Père. Pie IX parut à une fenêtre du Vatican. Le colonel Allet éleva son épée, et aussitôt un immense cri d'amour et d'enthousiasme accueillit le Pontife, le Souverain, le Père bien-aimé. Le Pape bénit sa fidèle armée, et on l'emporta défaillant. Quels adieux pour ses serviteurs et surtout pour ses zouaves, qui lui avaient donné depuis dix ans leur jeunesse, leur sang, la meilleure part de leur âme!

Lorsqu'ils défilèrent, hors de la porte Saint-Pancrace, pour rendre leurs armes, les prisonniers

virent se placer en face de l'état-major italien un personnage qu'ils ne se seraient guère attendus à trouver là. C'était le comte d'Arnim, ministre de Prusse à Rome, qui avait fait semblant, deux jours plus tôt, d'arrêter les agresseurs, mais qui voulait montrer clairement pour qui il tenait et quel appui soutenait l'audace des Italiens. Les Français de l'armée pontificale défilèrent ainsi entre leurs deux vainqueurs; mais ils avaient le droit de regarder fièrement l'un et l'autre. Les Italiens emmenèrent leurs prisonniers à Civita-Vecchia, les jetèrent sur la paille, officiers et soldats, et ne daignèrent même pas leur donner à manger. Par bonheur les comités catholiques de Paris et de Marseille avaient prévu ce qui se passait; un de leurs membres les plus actifs, M. Pascal, de Marseille, dont le dévouement est si connu des volontaires pontificaux, se trouvait déjà à Civita-Vecchia, muni de lettres de crédit. Aidé du consul de France, M. de Tallenay, il parvint, non sans peine, à distribuer des vivres aux prisonniers mourant de faim. M. de Tallenay montra une extrême obligeance pour ces malheureux, cherchant le plus qu'il pouvait à adoucir l'insolence des vainqueurs,

De même, à Rome, le premier secrétaire de l'ambassade française, M. Lefèvre de Béhaine, chargé d'affaires par intérim, et tous ses attachés, entre autres M. Hennessy, avaient rendu de grands services aux pontificaux.

Dès qu'ils furent arrivés à Civita-Vecchia, on commença à diviser les prisonniers par nations, pour les renvoyer de la sorte chacun dans sa patrie. C'était une des clauses de la capitulation. Les sujets romains du Saint-Père étaient emmenés dans quelques forteresses de l'Italie. Ce fut pour les zouaves pontificaux le moment de se séparer.

On sait que ce régiment, qui comptait alors environ trois mille trois cents hommes, était composé de volontaires de diverses nations, Français, Belges, Hollandais, Canadiens, avec un petit nombre d'Anglais, d'Allemands et d'Italiens. Les Français n'y étaient alors guère plus de six cents, ce qui peut paraître extraordinaire si l'on se rappelle quel rôle ils avaient joué dans l'histoire du régiment; mais ils comptaient encore pour plus de moitié dans le nombre des officiers et des cadres. Entre ces soldats de nations si différentes, mais

réunis par le même sentiment et portant le même uniforme pour la défense de l'Église, régnait une si franche et si étroite union, qu'ils oubliaient leur propre origine et n'étaient plus les uns pour les autres que les *Zouaves pontificaux*, les soldats de l'univers catholique rassemblés autour du Père commun. Aussi, quand il leur fallut rompre leurs rangs après avoir si longtemps mis en commun leurs peines, leurs dangers et leurs espérances, ce fut un cruel moment. Ils se séparaient sur les débris du trône pontifical, qu'ils avaient juré de défendre et pour lequel ils n'avaient pas la consolation de mourir. Les adieux de ces frères d'armes furent déchirants, ou plutôt ils ne se dirent pas adieu, mais se donnèrent rendez-vous sous les murs de Rome pour le jour marqué dans les desseins de la justice divine.

Le commandant de la frégate française *l'Orénoque* en station à Civita-Vecchia, M. Briot, qui avait déjà accueilli à son bord les compagnies du commandant d'Albiousse, offrit la même hospitalité au lieutenant-colonel de Charette et à tous les zouaves français. Ils commencèrent aussitôt à retrouver la patrie dans l'accueil sympathique des

officiers et des marins du bord. Le commandant Briot eut de suite l'occasion de leur montrer ce qu'il pensait de leurs ennemis. Quelques officiers suisses avaient suivi les Français à bord de l'*Orénoque*, et un officier italien vint les réclamer. « Monsieur, lui répondit le commandant Briot, vos prisonniers sont maintenant en France et ne vous appartiennent plus. » Or, c'était sur un navire à peine armé, au milieu de la flotte cuirassée italienne, que M. Briot tenait ce fier langage, et quinze jours après Sedan.

Cet homme de cœur, se voyant entouré à son bord des nombreux officiers et sous-officiers de zouaves pontificaux, leur proposa le premier de se mettre au service du gouvernement français. Il comprit de suite quel parti l'on pouvait tirer de ces cadres et se hâta d'écrire à son ministre, l'amiral Fourichon, alors chargé de l'intérim de la guerre, pour le prévenir en faveur des pontificaux. Ceux-ci remercièrent cordialement M. Briot et lui répondirent que leur résolution était déjà prise, et que, ne pouvant plus servir le Saint-Père, ils savaient bien où les appelait leur devoir. Les zouaves n'oublieront jamais les procédés vraiment chevaleres-

ques du commandant Briot pendant les trois jours qu'ils durent passer à bord de l'*Orénoque*, attendant le bateau que leur envoyait le comité pontifical de Marseille.

Le 25 septembre, qui était un dimanche, après la messe célébrée par leur aumônier sur le pont de la frégate, les zouaves se rassemblèrent autour de leur colonel. Le capitaine de Fumel déploya le drapeau du régiment, qu'il avait emporté en le cachant dans les plis de sa ceinture, et après avoir salué une dernière fois ce glorieux drapeau troué des balles de Mentana, les zouaves se le partagèrent. Chacun voulut en emporter un fragment et garder sur son cœur cette relique, talisman de la foi, du courage et de l'honneur. Selon l'expression du commandant d'Albiousse, c'étaient pour la plupart d'entre eux *les dépouilles opimes de leurs campagnes*. Ensuite les zouaves passèrent du bord de l'*Orénoque* sur un paquebot des Messageries, l'*Ilissus*, qui était venu les chercher, et ils quittèrent aussitôt le port de Civita-Vecchia.

Ce qu'ils ressentirent durant la traversée, on le devine. Sur le rivage de l'Italie ils laissaient leurs plus chères espérances détruites, Rome, leur se-

conde patrie, souillée par la révolution sacrilége, le Pape prisonnier et sa royauté abattue sans qu'il apparût une main humaine capable de la relever. Mais s'ils regardaient du côté de la France, quelle désolation! Des défaites et des humiliations inconnues à notre patrie, et pour arrêter le torrent de l'invasion, un gouvernement qui applaudissait à la chute de Rome!... Ce n'était pas l'heure toutefois pour des soldats de s'abandonner à leur tristesse : ils avaient autre chose à faire. Pas un d'eux n'hésitait sur le devoir qu'ils allaient suivre : l'embarras seulement était de trouver la meilleure voie. Iraient-ils se disperser dans les rangs de l'armée et de la garde mobile, ou bien resteraient-ils unis pour former ensemble un nouveau corps? Ce dernier projet était, comme par instinct, dans la pensée de tous, mais ils ne savaient comment l'exécuter.

CHAPITRE DEUXIÈME.

LES VOLONTAIRES DE L'OUEST.

Par bonheur les zouaves conservaient au milieu d'eux un chef, le lieutenant-colonel du régiment, et ce chef se trouvait être tel qu'ils le souhaitaient. Ceux qui n'ont vu M. de Charette que dans la campagne de France ne le connaissent qu'à demi, mais ils peuvent deviner quels sentiments ont toujours eus pour lui ses compagnons d'armes. Son nom était un ralliement pour les volontaires pontificaux, et bien justement, car il mêlait dans ce nom glorieux sa propre renommée à celle d'un illustre aïeul. Jeune officier, en 1860, il avait le premier, avec une poignée de volontaires, créé le corps des zouaves. Depuis lors, de Castelfidardo à Mentana, il conduisait ses soldats sur tous les champs de bataille, avec autant de sûreté que de hardiesse, et sa bravoure sans égale les remplis-

sait d'enthousiasme. Puis, dans le commandement ordinaire, il se plaisait à oublier son grade et à traiter ses subalternes avec une bonté familière. Mieux que tout autre, il ne voyait dans le régiment qu'une grande famille dont il était le frère aîné.

Le premier usage qu'il fit de son commandement montra bien de quelle manière il l'entendait. Déliés de leur serment par le Pape, les soldats pontificaux étaient libres et maîtres de leur conduite. M. de Charette, ne voulant pas entraîner malgré eux ses compagnons à ce qu'ils n'étaient point obligés de faire, les invita à donner tous leur avis, par un vote, sur la question de savoir s'ils offriraient ensemble ou séparément leurs services au gouvernement de la défense nationale. La réponse, unanime parmi les officiers et sous-officiers, le fut à peu près aussi parmi les soldats. Tous déclarèrent qu'ils voulaient servir leur patrie ensemble et constitués en un corps spécial. Mais, par un échange de confiance, ils mirent d'un commun accord une condition à cette offre, c'est qu'ils n'auraient pas un autre chef que M. de Charette.

La résolution des zouaves pontificaux de ne point se séparer et d'entrer tous ensemble au ser-

vice de leur patrie semble aujourd'hui assez naturelle. Mais si l'on veut se rappeler ce qui se passait alors en France, on verra que ces jeunes gens faisaient de la sorte un sacrifice volontaire. La plupart des officiers d'abord, ayant dépassé l'âge de vingt-cinq ans, n'étaient point obligés de servir. Ils pouvaient attendre chez eux qu'on les appelât dans la garde nationale mobilisée, où ils auraient sûrement obtenu, comme tous les anciens militaires, un grade plus élevé que le leur. Quant aux sous-officiers et caporaux, c'était une plus belle perspective encore qu'ils dédaignaient. Appelés presque tous par leur âge dans la garde mobile, qu'on achevait alors à grand'peine d'organiser, ils étaient assurés d'y servir comme lieutenants ou capitaines. Les simples zouaves mêmes pouvaient compter d'avance sur quelques galons ou sur une épaulette. N'était-ce pas pour beaucoup d'entre eux une tentation bien naturelle que de vouloir commander la jeunesse de leur province ou de leur canton, dont l'obéissance leur était acquise?

Ces espérances, ces avantages de toute sorte, ils les sacrifièrent sans hésiter, n'écoutant que deux sentiments, le désir de servir la France et l'amour

passionné de leur régiment. Ils pensaient avec raison qu'ils ne pourraient rien offrir de meilleur au gouvernement que d'excellents cadres organisés de longue main. Et puis il leur semblait que séparés les uns des autres ils pourraient faire moins de choses, que dans leur régiment, dans leur uniforme il y avait une force particulière, et qu'il ne fallait pas en priver la patrie.

L'*Ilissus* jeta l'ancre dans le port de Toulon le 27 septembre au matin; mais le commandant du port, l'amiral Chotard, en attendant des ordres, laissa pendant un jour les pontificaux à bord du vaisseau de guerre *l'Intrépide*. Avant de quitter l'*Ilissus* les zouaves prirent congé de leur colonel, M. Allet, officier suisse qui les commandait depuis longtemps et retournait alors dans sa patrie. Ses soldats aimaient en lui le descendant d'une vieille race qui avait servi la France pendant trois siècles, descendant bien digne de ses aïeux, bon et facile autant qu'intrépide, et qui gardait avec une modeste fierté la tradition des antiques vertus militaires.

Quand les zouaves débarquèrent le lendemain soir pour se rendre au chemin de fer, ils furent regardés par le peuple de Toulon avec une bien-

veillante curiosité, et salués par les marins. On les transporta à Tarascon, où ils devaient attendre la décision du gouvernement. Pendant ce temps M. de Charette, sur un ordre du ministre de la guerre transmis par le général commandant la division, partait en hâte pour Tours, où il arriva le 30 septembre au matin.

Le colonel se rendit aussitôt chez l'amiral Fourichon, en qui il rencontra les sentiments les plus favorables. L'amiral connaissait bien les zouaves pontificaux et n'ignorait pas ce qu'on en pouvait faire. Il annonça au colonel son intention de former, avec les zouaves et la légion d'Antibes, un régiment de marche dont il lui donnerait le commandement. Mais le colonel refusa cet honneur, en faisant observer au ministre que les cadres de la légion romaine étaient assez riches pour former à eux seuls un régiment.

Le hasard voulut qu'à ce moment-là même l'amiral quittât tout à coup le ministère de la guerre. Ce fut un contre-temps fâcheux pour le colonel, qui perdait son meilleur appui. Le général Lefort, successeur de l'amiral pendant quelques jours, n'étant point ministre, avait beaucoup moins d'auto-

rité, et tout le gouvernement était entre les mains de MM. Crémieux et Glais-Bizoin. Ces deux ministres reçurent M. de Charette avec la plus grande courtoisie et lui firent beaucoup de compliments. Mais ils ne prenaient avec lui aucun parti et remettaient toujours leur décision au lendemain. Le colonel, de son côté, ne demandait aucune faveur ni pour lui ni pour ses subordonnés; il se contentait d'offrir ses services, décidé à accepter le poste qu'on lui donnerait, si humble qu'il fût. Enfin, après huit jours d'attente et bien des pourparlers, il fut autorisé à former avec ses zouaves un corps franc, pareil à ceux que l'on créait alors dans toute la France.

On se rappelle que ces corps innombrables de francs-tireurs que nous avons vus pendant la guerre, lorsqu'ils ne pouvaient s'équiper à leurs frais, c'est-à-dire le plus souvent, recevaient de leur département ou même du ministère de l'intérieur une large subvention, sans compter l'armement et la solde. Mais il s'en fallait bien qu'on destinât les mêmes faveurs aux zouaves pontificaux. On leur permettait de s'organiser : quant à leur équipement, ils devaient eux-mêmes penser à tout.

L'autorisation accordée au colonel d'organiser son corps franc ne fut consacrée par aucun décret ni même par une mention du *Journal officiel*[1]. On envoya à M. de Charette un brevet de lieutenant-colonel *commandant la Légion des Volontaires de l'Ouest*. On lui dit que ses officiers recevraient comme lui le brevet correspondant à leur grade, et on lui permit de faire venir ses volontaires de Tarascon à Tours. Le nouveau nom que devait porter sa légion, il ne l'avait pas demandé. On lui représenta que les zouaves pontificaux devaient changer de nom et qu'ils s'appelleraient naturellement les Volontaires de l'Ouest, du nom de la contrée où ils devaient surtout se recruter. Le colonel accepta ce changement et envoya par le télégraphe à sa troupe l'ordre de le rejoindre à Tours, où il pensait l'organiser.

Depuis une semaine les zouaves attendaient à Tarascon que leur sort fût décidé. Arrivés là pendant la nuit et sans que l'intendance fût avertie, ils s'étaient logés tant bien que mal, grâce à l'obli-

[1] Ce défaut de pièce officielle constatant la formation du corps donna beaucoup d'embarras à la comptabilité de notre administration.

geance d'un commandant de chasseurs qui leur fit ouvrir le manége du quartier de cavalerie. Partis de Rome en prisonniers de guerre, officiers et soldats se trouvaient sans argent, sans bagages, dénués de tout. N'ayant aucun droit encore à une solde, il leur fallut pour vivre recourir au comité pontifical de Marseille, toujours si généreux envers les défenseurs de l'Église. Le peu de nouvelles qu'ils recevaient de Tours n'était guère propre à les consoler. Il était dur pour des Français qui avaient soutenu à Rome l'honneur de leur patrie et qui venaient se donner à elle d'être accueillis avec tant de froideur. Il était dur aussi de perdre de longues journées dans l'inaction, lorsque chaque matin les journaux apportaient la nouvelle d'un combat ou d'une défaite. La tristesse des zouaves augmenta le jour où ils virent leurs camarades de la légion d'Antibes partir constitués en régiment de marche pour l'armée de la Loire.

Cette incertitude, cet abandon où ils vivaient amenèrent peu à peu le découragement, et beaucoup de zouaves allèrent s'enrôler dans l'armée ou dans la garde mobile; d'autres rentrèrent chez eux pour y attendre les chances de l'appel

légal. Ils étaient libres, on ne les retint pas, et certes leur impatience était excusable. Quand les demeurants reçurent l'ordre de partir, il y en avait à peine trois cents; mais c'étaient tous les officiers, au nombre de soixante, tous les gradés et les plus vieux soldats. Cette poignée d'hommes devait former les *Volontaires de l'Ouest*. Ils savaient bien ce qu'on allait leur demander, et ils partaient dévoués à cette tâche difficile.

La Providence, qui favorise toujours les gens de bonne volonté, prêta d'abord aux zouaves un appui manifeste. Dès le début de leur entreprise ils furent aidés non-seulement par la sympathie des chefs militaires, mais par la vieille réputation de leur corps qui les avait précédés en France. Au moment même où ils arrivaient à Tours (8 octobre), on les demandait sur trois points différents. Un officier supérieur, le commandant Clésinger, leur écrivait de Besançon que leur place devait être dans les défilés des Vosges. Des habitants de Chartres les avaient demandés à Tours pour garder les abords de leur ville, et enfin le maire de Fontainebleau envoyait une députation au gouvernement pour le même objet. Partout ainsi

l'on pensait déjà que les zouaves pontificaux sauraient bien se tirer de cette guerre de partisans si difficile et si nécessaire à ce moment-là.

Le général Lefort, ayant d'abord choisi les Vosges, céda aux instances des habitants de Fontainebleau et leur promit les nouveaux zouaves. Il demanda au colonel de lui donner sur-le-champ trois compagnies.

M. de Charette aurait mieux aimé garder auprès de lui toute sa troupe et travailler sans délai à l'organisation : mais le moyen de refuser? Les trois compagnies se formèrent dans la journée, bien petites, il est vrai, car on ne put même pas leur compter à chacune soixante hommes. L'administration de la guerre leur livra des fusils Chassepot et même une partie de leur campement. Ce fut M. Robert, intendant à Tours, qui rendit le premier à la légion ces bons offices. En vingt-quatre heures les zouaves se trouvèrent prêts à partir.

Le colonel désigna les officiers des trois compagnies. Le plus ancien des trois capitaines prit le commandement. C'était Le Gonidec de Traissan, et son adjudant-major le capitaine Wyart, tous les

deux anciens officiers, pleins d'expérience, aussi prudents que déterminés. Ils avaient toujours combattu ensemble et dans bien des affaires. C'était un heureux hasard qui leur confiait l'expédition. Le colonel remit des instructions détaillées au capitaine Le Gonidec. Un des aumôniers du régiment, le R. P. Doussot, dominicain, accompagna les zouaves. La troupe, ainsi composée, partit de Tours le 9 octobre au matin. Elle devait se rendre par le chemin de fer jusqu'à Orléans et de là gagner Fontainebleau. Un incident l'arrêta en chemin bien à propos, et donna aux Volontaires de l'Ouest l'occasion de se faire connaître sur un terrain plus vaste et plus glorieux.

CHAPITRE TROISIÈME.

COMBAT DE CERCOTTES.

Le capitaine Le Gonidec n'emmenait avec lui que cent soixante-dix hommes, mais c'étaient des soldats d'élite, éprouvés par un long service et par le climat de la campagne romaine. Tous avaient fait la guerre de partisans contre les bandes garibaldiennes ou les brigands des Apennins, sans parler de la défense de Rome. Ils eurent bientôt l'occasion de montrer ce qu'ils savaient faire.

A peine arrivé à Orléans, le soir même de son départ, Le Gonidec alla trouver le général commandant la subdivision du Loiret et s'enquit de la route qu'il aurait à suivre pour gagner Fontainebléau. Le général lui répondit qu'il ne pourrait pas aller plus loin, soit à cause des ennemis qui occupaient les routes au nord de la ville, soit à cause de l'armée française elle-même, qui ne laisserait pas

franchir ses lignes. Cette armée, c'était le 15e corps, aux ordres du général de La Motterouge, qui s'apprêtait à défendre Orléans contre les Bavarois de Von der Thann. Il fallut donc bon gré mal gré rester à Orléans, et les Volontaires de l'Ouest, grâce à leur bonne mine, furent logés dans la grande caserne de l'Étape, réservée aux troupes régulières.

Ce n'était pas le seul embarras du capitaine Le Gonidec. Malgré les instances du colonel, ni lui ni ses officiers n'avaient eu le temps à Tours de recevoir leurs brevets; ses soldats n'avaient point de livrets, en sorte que, exposés à marcher à l'ennemi au premier moment, ils couraient le risque, s'ils étaient faits prisonniers, d'être fusillés. Il y avait bien aussi pour eux quelque désavantage à se trouver au milieu d'une armée à laquelle ils n'étaient pas incorporés et qu'il fallait pourtant suivre. Dans cette occurrence le hasard les servit encore en leur faisant rencontrer le capitaine de Maumigny, ancien officier de la légion romaine, attaché pour lors à l'état-major général du 15e corps d'armée. Grâce à lui et à l'obligeance du colonel Tissier, sous-chef du même état-major,

tous les officiers des volontaires reçurent un brevet provisoire. Quant à leur place dans l'armée, ils se la firent bientôt eux-mêmes.

Le lendemain, en effet (10 octobre), les Bavarois attaquèrent les premières lignes françaises, et dès le matin on entendit le canon du côté d'Artenay. Les Français se défendirent mal, car ce n'étaient la plupart que des conscrits; l'ennemi gagnait du terrain, et déjà des soldats débandés arrivaient dans la ville. L'un d'eux, un cavalier, plus effaré que les autres, déchargea en l'air son pistolet et jeta la panique parmi les troupes campées sur le boulevard et casernées à l'Étape. Il y eut là un moment de désordre, que les officiers calmèrent en montrant les Volontaires rangés dans la cour de la caserne et apprenant l'exercice du fusil Chassepot, arme pour eux toute nouvelle.

Un ordre vint alors de porter à la rencontre de l'ennemi toutes les troupes qui étaient dans Orléans. Les Volontaires de l'Ouest sortirent les premiers de la caserne, clairons en tête, et marchant en si bon ordre que leur exemple imposa aussitôt au régiment de ligne et aux mobiles qui suivaient. Ils traversèrent ainsi la ville et le faubourg

Bannier au milieu des fuyards et du peuple effrayé. La foule s'écartait devant eux et admirait leur contenance; on battait des mains, on criait : « Vive les soldats du Pape! Vive les pontificaux! » Ce fut de cette façon que les zouaves parurent pour la première fois en armes dans une ville française.

A l'entrée du faubourg, la marche de l'ennemi étant arrêtée, le général en chef fit rebrousser chemin à la colonne; mais il garda les zouaves, leur disant qu'ils auraient à faire le lendemain. Ils allèrent camper auprès de la route, dans le parc du château de la Vallée.

Le 11 octobre, bien avant le jour, un capitaine d'état-major, M. Penzec, vint apporter aux Volontaires de l'Ouest l'ordre de marcher en avant jusqu'à Cercottes[1], avec le régiment des mobiles du Cher qu'ils devaient appuyer. « Vous donnerez du cœur à ces mobiles, dit M. Penzec, et leur apprendrez à tenir au feu. » Et il ajouta que la retraite se ferait sur Chanteau et Jargeau. C'était la direction que Le Gonidec avait résolu de prendre dans le cas où il n'aurait point reçu d'ordre.

[1] Voir aux cartes, à la fin du volume, planche II.

Il faisait encore nuit. Les zouaves suivirent les mobiles, et, arrivée à la hauteur de Cercottes, la colonne se déploya à gauche de la route, les zouaves à gauche des mobiles, formant ainsi avec eux une ligne d'avant-postes fort étendue et perpendiculaire à la route de Paris. Si les zouaves étaient demeurés là ils auraient reçu la première attaque de l'ennemi, car ils virent, au jour, une batterie allemande s'établir devant eux à mille mètres. Mais on fit replier cette première ligne : les mobiles furent portés sur un autre point du champ de bataille, et les zouaves, se trouvant isolés, durent se porter en arrière, à l'extrême droite de l'armée, contre la forêt d'Orléans.

Le Gonidec remarqua aussitôt le désavantage de cette nouvelle position. Il avait un coup d'œil prompt et sûr pour reconnaître le terrain, et ne se mettait jamais en campagne sans être muni de bonnes cartes. L'armée française se trouvait presque tout entière établie sur l'ancienne route de Chartres à Orléans, par où l'on attendait l'ennemi. On pouvait croire cependant que les Bavarois attaqueraient, suivant l'habitude prussienne, par plusieurs points à la fois et exécuteraient un

mouvement convergent par les routes qui aboutissent à Orléans du côté du nord. La grande forêt qui s'étend le long de la route de Paris devait merveilleusement servir ce dessein. Or, de ce côté-là, c'est-à-dire sur la droite de l'armée française, il n'y avait presque point de troupes. Les Volontaires de l'Ouest se trouvaient seuls, à la droite d'un bataillon de ligne isolé et sans canons. Ils s'appuyaient à la forêt qui s'étendait sur leur droite et au nord de la ligne française. Cette forêt semblait être là tout exprès pour masquer un mouvement tournant de l'ennemi. Le Gonidec demanda à un vieux capitaine, commandant le bataillon de ligne, si elle était occupée. Le capitaine répondit que non et Le Gonidec lui proposa aussitôt de s'y établir avec lui, afin de prévenir toute surprise. En même temps il lui montrait des cavaliers allemands qui traversaient la route devant eux vers la pointe de la forêt. Mais le capitaine refusa, alléguant qu'il ne pouvait quitter son poste sans un ordre formel. Le commandant des zouaves le pria alors de surveiller la lisière des bois, l'avertit qu'il entendrait bientôt la fusillade dans l'intérieur de la forêt, et que lui-même battrait en retraite du

côté d'Orléans. Puis il partit avec sa troupe pour se placer à deux kilomètres de là, un peu en arrière, dans un large carrefour appelé les Quatre-Chemins, où l'ennemi devait nécessairement passer.

A peine eut-il le temps de placer ses hommes en embuscade : ce qu'il avait prévu arrivait. Une colonne bavaroise s'engageait dans la forêt, avant-garde d'un corps d'armée. Si elle n'eût point rencontré d'obstacles, elle se serait avancée à couvert jusqu'auprès des faubourgs d'Orléans et aurait pris à revers toute l'armée française.

Les zouaves, couchés dans le taillis en arrière du carrefour et des deux côtés de la route, attendirent en silence l'ennemi, qui s'avançait au nombre d'environ douze cents hommes d'infanterie et deux cents cavaliers, ne se doutant de rien. Le Gonidec et ses officiers avaient donné des ordres précis qui furent très-bien exécutés. La plupart de leurs zouaves étaient d'excellents tireurs. Quand les Allemands ne furent plus qu'à cent pas, une décharge soudaine mit par terre leur premier rang et les arrêta. Les zouaves firent une seconde décharge et reculèrent pour attendre plus loin,

toujours cachés. Les Bavarois se remirent en marche en poussant de grands cris. Nouvelle décharge et nouvelle halte. La cavalerie, profitant d'une clairière, essaya de tourner la petite troupe; mais son mouvement était prévu, et elle rencontra aussi un rideau de tirailleurs. Les zouaves battaient toujours en retraite des deux côtés de la route, mais lentement, profitant de tous les buissons, ne tirant qu'à coup sûr, et laissant passer sur leur tête le feu roulant des Bavarois. Ils mirent ainsi plus d'une heure à faire deux kilomètres, et avec un feu si efficace que l'ennemi crut avoir en face de lui tout un régiment et s'arrêta. Dès qu'ils ne se virent plus suivis, les zouaves se rassemblèrent dans un chemin et se dirigèrent sur Orléans. En route ils trouvèrent le vieux capitaine de la ligne, qui serra la main de Le Gonidec en le remerciant.

Pendant ce temps commençait la déroute du 15e corps, rejeté de ses positions sur la ville d'Orléans et la Loire. Il était alors deux heures. Le Gonidec, toujours sans ordres, vint se placer au pont du chemin de fer, qui eût été le but de l'ennemi s'il avait poursuivi à travers la forêt. Plusieurs bataillons étaient déjà de l'autre côté de la Loire, la cava-

lerie passait le fleuve à gué, des trains de wagons emportaient en hâte le matériel d'artillerie. C'était la manœuvre des Volontaires de l'Ouest qui avait permis cette retraite. Elle s'acheva heureusement, tandis qu'un bataillon de chasseurs à pied et la légion étrangère défendaient héroïquement le faubourg Bannier et soutenaient tout l'effort des ennemis, qui n'entrèrent qu'à la nuit dans Orléans.

Les Volontaires de l'Ouest, suivant la retraite de l'armée de l'autre côté de la Loire, s'arrêtèrent le soir à Saint-Cyr-en-Val, et leur commandant envoya au général en chef le rapport de ce qu'ils avaient fait. Ils pouvaient être fiers de leur début dans l'armée, et tous, officiers et soldats, avaient leur part de cette gloire, car il avait fallu aux uns et aux autres la même intelligence et la même énergie. Ils n'avaient perdu que sept hommes, deux tués, trois blessés et deux prisonniers, et avec de si faibles pertes, ils avaient rendu un service inappréciable. L'armée leur rendit justice. Tous les officiers de l'état-major vinrent féliciter Le Gonidec et ses compagnons, et le soir même le général en chef ordonna que les zouaves pontificaux (on ne les appelait pas autrement) seraient

attachés à la réserve du 15e corps et chargés du service des avant-postes. Dans une armée en retraite et en face d'un ennemi victorieux, c'était la plus grande marque de confiance qu'il pût leur donner. Le général d'Aurelle, qui vint trois jours après remplacer M. de La Motterouge, traita les zouaves de la même façon et leur laissa le même service. Au milieu de leurs armées improvisées, les vieux généraux étaient charmés de retrouver tout à coup de vrais soldats, pareils à leurs anciens régiments de Crimée et d'Afrique.

Cependant l'effectif de la petite troupe, diminué par le combat, se réduisait encore par les maladies. Partis de Tours à l'improviste, les soldats n'avaient pu compléter leur équipement et ne trouvaient point de ressources pour y suppléer. L'ennemi s'était arrêté à Orléans, il n'y avait pas de chance qu'on eût affaire à lui avant quelques semaines. Le général d'Aurelle renvoya à leur dépôt les Volontaires de l'Ouest, les invitant à se reformer promptement et leur promettant de les demander ensuite au ministère[1]. Le 16 octobre,

[1] Le général écrivit au colonel de Charette une lettre très-flatteuse, malheureusement perdue pendant la campagne.

ils partirent par le chemin de fer de la Motte-Beuvron, où ils étaient cantonnés, et arrivèrent le lendemain au Mans. La veille, par un décret inséré au *Moniteur*, le capitaine Le Gonidec était promu au grade de chef de bataillon. Si quelqu'un l'avait proposé au ministre de la guerre, c'était le commandant du 15e corps.

CHAPITRE QUATRIÈME.

L'ORGANISATION.

Pendant cette petite campagne, la légion naissante se trouvait à Tours en présence des plus sérieux obstacles. Le premier, celui que le colonel avait tout d'abord prévu, c'était le manque d'argent. Tout le monde sait maintenant en France ce que coûtent l'équipement d'une troupe, les fournitures en vêtements, chaussures, sacs, etc., dépenses qui s'élèvent à de fortes sommes dès qu'il s'agit d'un régiment. Obligé de pourvoir à tout[1], M. de Charette eut la pensée de recourir aux divers comités catholiques, appelés comités de Saint-Pierre, qui depuis longtemps aidaient de leurs riches souscriptions les zouaves pontificaux.

[1] Au milieu de ses premiers embarras, le colonel fut aidé à Tours par d'excellents amis, entre autres M. Poujoulat et le marquis de Villeneuve-Bargemont.

Son appel fut entendu. Les comités comprirent que si les zouaves ne pouvaient plus servir l'Église, ils continueraient en quelque sorte leur œuvre catholique en mêlant l'esprit religieux à la défense de la patrie, en honorant au milieu de l'armée française l'ancienne armée et la cause pontificales. Bientôt les sommes d'argent arrivèrent de Marseille, de Lille, de Nantes, de Lyon. Mais ces ressources étaient encore bien loin du nécessaire.

La seconde difficulté, plus facile à résoudre, fut de trouver des soldats. M. de Charette se hâta d'envoyer dans toute la France une circulaire[1] par le moyen des journaux, qui lui offrirent leurs services dans cette circonstance avec le plus cordial empressement. Le colonel invitait tous les hommes de cœur à venir le rejoindre, les avertissant qu'il exigerait une sévère discipline. Il s'adressait, suivant l'autorisation du gouvernement, à tous ceux qui n'étaient point encore *sous les armes*, c'est-à-dire à toutes les classes, au-dessous de vingt et au-dessus de vingt-cinq ans. La garde nationale de vingt-cinq à quarante ans n'était pas encore mobilisée; mais elle le fut peu de temps après, et cette large source

[1] Voir aux Notes, n° 1.

de recrutement fut presque tarie pour la légion.

En même temps le colonel envoyait des officiers en Bretagne, en Vendée, dans le Midi, pour exciter le zèle de ses amis et organiser le recrutement. Les bureaux d'enrôlement qui existaient déjà dans plusieurs villes pour l'armée pontificale offrirent de continuer leur service; d'autres s'établirent, et tous, pendant toute la durée de la campagne, remplirent leur mission avec un zèle et une générosité admirables; sans eux le plus grand nombre de nos volontaires n'auraient pu rejoindre la légion.

Au moment même où M. de Charette préparait de la sorte et si bien deux éléments essentiels de son entreprise, les hommes et l'argent, il faillit rencontrer une entrave : Garibaldi, appelé en France par les sectes révolutionnaires, venait à Tours, où on lui préparait un triomphe. Heureusement le général Lefort, toujours bienveillant pour les pontificaux, comprit que la présence du bandit sacrilége leur serait odieuse, et il les envoya de suite au Mans, où leur colonel les établit le 10 octobre. Mais comme le rendez-vous était donné à Tours, une section hors rang y demeura pour recevoir les volontaires et les diriger sur le Mans.

La voix du colonel de Charette trouvait un écho sincère parmi tous les hommes qui partageaient ses croyances; mais on l'entendait trop tard, puisqu'elle s'adressait justement à ceux qui étaient depuis longtemps sous les armes. Tous les jeunes gens du parti religieux et monarchique, dès les premiers jours de l'invasion, avaient quitté leurs foyers. Au premier rang de ceux-là il faut citer les anciens volontaires pontificaux, que M. de Charette appelait à lui, mais qui ne pouvaient plus lui répondre. Rentrés depuis longtemps dans leur patrie et mariés en grand nombre, les anciens pontificaux avaient été les premiers volontaires de la France, et ils n'avaient pas même attendu l'invasion pour prendre les armes. Dans tous les départements la garde mobile les choisissait pour officiers, sachant bien que l'on pouvait compter sur leur dévouement et leur courage. Ils n'ont pas trahi cette confiance, et ils ont partout rendu les plus grands services dans l'organisation improvisée et si difficile de leurs régiments. Sur les champs de bataille, pendant toute la campagne, ils ont fait leur devoir, et plusieurs avec beaucoup d'éclat.

Mais il y eut des fils de famille que leur âge ou d'autres obstacles retenaient encore chez eux, des enfants, des pères de famille qui tinrent à honneur de laisser leur existence heureuse pour se mettre simples soldats, sous les ordres de M. de Charette. Puis vinrent les jeunes élèves des séminaires envoyés par leurs évêques à la défense de la patrie, et qui trouvaient avec joie un régiment approprié à leurs habitudes et à leurs sentiments. Enfin, les paysans de la Bretagne et de la Vendée, la meilleure race militaire de toute la France.

Chose admirable et en quelque sorte providentielle! la nouvelle légion se composait de la même manière, avec les mêmes éléments et les mêmes mélanges que l'ancien bataillon des zouaves pontificaux en 1860, lorsqu'il fonda, avec tant de gloire, une existence si contestée et si durable. Ce furent ces solides éléments qui créèrent l'esprit du corps, demeuré intact, invariable, lorsque l'ancien bataillon de cinq à six cents volontaires devint un gros régiment de quatre mille hommes où il y avait six nations différentes, esprit qui se retrouva de suite, au Mans, dans les Volontaires de l'Ouest.

La plupart des gens qui ont entendu parler des zouaves pontificaux sans les avoir vus de près, amis ou adversaires, les connaissent mal. Trompés par l'éclat de quelques grands noms qui ont brillé dans nos rangs, ils considèrent les zouaves comme un corps tout aristocratique. Il est vrai que les fils de famille y abondèrent toujours, et le régiment leur devait non-seulement son éclat aux yeux du monde, mais surtout son entrain militaire et sa force d'expansion, les rangs étant toujours pleins de jeunes gens propres à être instruits rapidement et à former d'excellents cadres. Mais avec eux se confondaient les paysans, les ouvriers, les enfants de toutes les classes sociales. Toutes ont donné au corps non-seulement d'intrépides soldats, mais des officiers du premier mérite. Car, Dieu merci, et n'en déplaise aux sycophantes de la Révolution, c'est le catholicisme qui inspire la vraie *démocratie*. Aux zouaves pontificaux chacun s'engageait comme simple soldat, même les anciens officiers, chacun avançait selon son mérite, et nous étions tous unis par une camaraderie intime et charmante que n'ont jamais connue d'autres corps militaires. Notre uniforme effaçait toute autre distinction et nul

d'entre nous n'échappait à ce sentiment. C'était là le véritable esprit du corps, puisé dans notre dévouement sans bornes à la grande cause de l'Église.

Cet esprit vivifiant, si militaire et si chrétien, se propagea de suite, au Mans, parmi les Volontaires de l'Ouest. Sur la paille où ils dormaient côte à côte dans les corridors du Séminaire et du collége Sainte-Croix, aussi bien que sur le terrain d'exercice, les nouveaux venus, paysans ou gentilshommes, se mêlèrent et s'unirent dans un commun désir, celui d'égaler leurs aînés. Tous ils venaient avec une seule ambition, être des *zouaves pontificaux*, c'est-à-dire se battre pour leur patrie comme les pontificaux s'étaient battus pour le Pape; et même beaucoup d'entre eux demandaient naïvement si on ne les mènerait pas ensuite à Rome relever le trône du Saint-Père.

Ce fut donc la foi catholique qui assembla les Volontaires de l'Ouest, comme elle avait amené les zouaves à Pie IX; ce ne fut point une idée politique. On retrouvait dans la légion tous les petits-fils des chefs vendéens; mais ils ne demandèrent pas à M. de Charette d'arborer un panache blanc, et lui ne leur en parla pas. Du commencement

jusqu'à la fin, les Volontaires de l'Ouest n'ont été que ce qu'ils voulaient être, des soldats religieux. Tous les partis d'ailleurs ont compté dans leurs rangs quelques fidèles, qui venaient là parce qu'ils savaient qu'ils seraient bien commandés et se battraient avec de braves gens. Mais si le plus grand nombre d'entre eux étaient royalistes, leur en fera-t-on un crime? S'ils avaient appris de leur Roi à aimer avant tout la France et à s'immoler pour elle, n'ont-ils pas prouvé que c'était là une bonne école de patriotisme? Cependant ils en connaissaient une autre, leur foi religieuse, et, au milieu des divisions politiques, ils n'ont revendiqué que celle-là. Au service de leur patrie ils sont restés les soldats de l'Église et n'ont été, en un mot, que *les enfants chrétiens de la France.*

Après l'heureux combat d'Orléans, le colonel n'hésita plus à faire accepter du gouvernement l'uniforme traditionnel des zouaves pontificaux. Pour un régiment qui a une histoire, l'uniforme est un second drapeau; il représente l'esprit du corps, ses traditions et sa gloire. Tous les militaires savent quel prestige il exerce sur les jeunes soldats. On adopta donc, pour la nouvelle légion, la petite

veste et le large pantalon de couleur grise avec la ceinture rouge. Mais cet uniforme devait coûter cher, et un instant on avait pensé l'abandonner.

La question des fournitures, qui devenait de jour en jour plus redoutable, se dénoua heureusement. Soit l'impression favorable de la conduite des zouaves à Cercottes, soit ancienne sympathie pour un corps bien connu, soit enfin le besoin de se procurer de bons soldats, tous les généraux et tous les intendants traitèrent dès le premier jour les Volontaires de l'Ouest avec une faveur marquée. Non-seulement la légion reçut des fusils Chassepot, mais elle puisa dans les magasins de l'intendance une partie de son petit équipement et de ses effets de campement. Ce fut le général Fiéreck qui, au Mans, nous prit en solde et nous autorisa à passer des marchés acceptés ensuite par l'intendance. M. l'intendant Conseillant au Mans, M. l'intendant de Poitiers, et enfin à Rennes M. l'intendant de Mallet, régularisèrent ainsi à peu près tous nos marchés. Mais souvent les magasins étaient vides et les troupes régulières étaient comme de raison fournies avant nous. Le reste de nos dépenses se couvrait par la *masse générale d'entretien*, composée

des dons volontaires dont j'ai parlé et d'une retenue de trente-cinq centimes par jour sur le *prêt*. La solde était d'un franc pour les soldats, un franc vingt-cinq centimes pour les sous-officiers. On prélevait cinquante centimes pour l'ordinaire des compagnies; la retenue d'entretien était supprimée quand nos soldats recevaient les *vivres de campagne*. Est-il besoin d'ajouter que le conseil d'administration, constitué dès le premier jour, a surveillé toute la comptabilité de la légion, que les sergents-majors étaient pourvus de leur carnet de campagne et les hommes d'un petit livret indiquant tous les effets qu'ils avaient reçus? C'était une organisation sommaire sans doute, mais aussi complète et aussi régulière qu'on pouvait l'obtenir au milieu de marches et de combats incessants [1].

Au résumé, si la légion, dont la position était si peu définie, a pu se former et rendre quelques services au pays, elle le doit en grande partie aux officiers généraux qui l'ont traitée avec tant de bienveillance. Le premier à donner cet exemple

[1] On a pu établir régulièrement les *feuilles de journées*.

fut le général Fiéreck, qui organisait alors au Mans un corps d'armée pour la défense de l'Ouest. Dès le premier jour il reconnut les zouaves pour de bons soldats et les incorpora dans ses troupes.

La plus grosse des difficultés étant résolue, on poussa rapidement l'organisation. La confection des uniformes était commandée à Nantes, mais pour aller plus vite on en fabriqua d'autres au Mans tant bien que mal. Tout le monde, chacun selon son emploi, se mit avec ardeur au travail. Les compagnies revenues d'Orléans le 17 octobre fournirent des cadres nombreux; on classa les recrues, et l'instruction devint la grande affaire du moment. Pour cet objet-là le régiment n'avait rien à demander. Du matin au soir on manœuvrait sur les places du Mans. On variait l'école de peloton ou de tirailleurs avec les promenades militaires. Trop nombreux encore pour être tous employés à l'instruction, les officiers parcouraient la contrée voisine et étudiaient le terrain sur lequel ils devaient sans doute opérer. C'était merveille de voir la docilité, le bon vouloir, la patience de nos soldats, que six heures d'exercice ne pouvaient lasser. Ils apprenaient avec une étonnante promptitude le maniement des armes et

les manœuvres les plus nécessaires : en peu de jours ils étaient formés. Ce zèle, cette obéissance, cet entrain n'ont jamais manqué à nos recrues, même pendant les froids les plus rigoureux, jusqu'à faire l'admiration de leurs officiers et de tous ceux qui les voyaient à l'exercice. C'était le meilleur gage de ce qu'ils devaient accomplir ailleurs.

Avec de tels éléments et de si heureuses tendances, quel beau régiment n'aurait-on pas formé si notre recrutement n'eût point rencontré d'obstacles! Mais en dépit des promesses du gouvernement, la plupart des fonctionnaires se gardaient bien de nous aider. Le colonel de Loverdo[1] avait autorisé par écrit M. de Charette à recruter dans la classe des *mobilisés*, sur laquelle nous fondions nos plus grandes espérances, connaissant bien les habitants de l'Ouest. Nous avions compté sans M. de Kératry, général improvisé des *forces de Bretagne*. Il défendit aux mobilisés bretons de rejoindre les Volontaires de l'Ouest. Un grand nombre nous vinrent pourtant, envoyés par nos recruteurs. M. de Kératry les réclama au colonel

[1] Directeur de l'infanterie et de la cavalerie au ministère de la guerre.

de Charette, menaçant de les faire prendre comme réfractaires. On lui envoya une copie de l'autorisation signée par M. de Loverdo, mais il n'en arrêta pas moins ceux qui auraient voulu nous rejoindre. Il les entassa dans cet affreux camp de Conlie, où quarante mille hommes vécurent trois mois dans la neige et la boue, sans armes et à peine vêtus. On sait, hélas ! ce qu'il en advint. Mais, sans l'obstination de M. de Kératry, nous aurions eu par milliers les paysans bretons, si durs et si braves soldats. Car la vieille terre armoricaine, toujours dévouée parce qu'elle est chrétienne, avait répondu sans hésiter au décret du gouvernement sur la levée en masse. Les moins menacés par l'invasion, les gens de l'Ouest, étaient peut-être ceux qui partaient le plus volontiers pour la combattre.

Malgré tant d'obstacles, vers les premiers jours de novembre deux bataillons de six compagnies étaient prêts à entrer en campagne, et un troisième commençait à se former. Ce fut le moment où le général Fiéreck reçut l'ordre de quitter le Mans avec ses troupes et d'aller à Châteaudun qu'on venait de reprendre, et où l'on formait un nouveau corps d'armée. Les Volontaires de l'Ouest

furent désignés pour en faire partie. Un retard de quelques jours leur eût permis de renforcer les deux premiers bataillons; mais tous, officiers et soldats, accueillirent avec transport l'ordre du départ. Le moyen d'attendre quand Metz était tombée, quand l'armée de Frédéric-Charles marchait sur le centre de la France? Les zouaves étaient impatients d'aller à sa rencontre : on ne parlait que de se mesurer avec les Prussiens et de chercher une revanche.

Avec ces deux bataillons le colonel emmenait un peloton d'éclaireurs attachés à la légion. Trois officiers français des dragons pontificaux ayant suivi leurs camarades des zouaves, autour d'eux vinrent se grouper en escadron des jeunes gens du Maine, de l'Anjou et de la Bretagne. Le capitaine du Teilleul, excellent officier de cavalerie, aidé du lieutenant de Sapinaud, forma ce petit escadron, dont une partie restait au Mans. Les éclaireurs, pendant toute la campagne, tinrent à honneur de rivaliser avec l'infanterie de la légion. Très-bien montés, on ne les employait pas seulement pour les reconnaissances, mais pour porter des ordres, et ils rendirent de la sorte, en mainte occasion, d'importants services.

CHAPITRE CINQUIÈME.

LES AVANT-POSTES. — COMBAT DE BROU.

Le 9 novembre, à une heure du matin, la colonne du général Fiéreck, composée de dix à douze mille hommes des trois armes, partit du Mans par le chemin de fer, qui la porta en six heures à Nogent-le-Rotrou. De là elle se mit en marche pour Châteaudun.

Le 1er bataillon des volontaires, fort de cinq cents hommes, était sous les ordres du commandant de Moncuit, ancien officier mutilé à Castelfidardo. Il avait pour adjudant-major le capitaine de Ferron, un des meilleurs officiers du régiment et qui aimait à cacher ses grandes qualités sous une rare modestie. Le Gonidec commandait le 2e bataillon, un peu moins fort que le premier; Wyart était resté son adjudant-major.

A chaque bataillon était attaché un aumônier:

au premier, le R. P. Doussot; au deuxième, le R. P. de Gerlache, de la Compagnie de Jésus. Aimés et vénérés des zouaves comme ils le méritaient, ces deux admirables religieux ont eu pendant toute la campagne, pour nos soldats, nos malades, nos blessés, un dévouement sans bornes. C'était sous le feu qu'ils aimaient à suivre leurs bataillons[1].

Trois chirurgiens volontaires suivaient la légion, un pour chaque bataillon, les docteurs Finot et Guénot, et un chirurgien en chef, le docteur Herr. Celui-ci remplaçait M. Vincenti, l'habile médecin-major du régiment à Rome, qui y était demeuré, avec son zèle ordinaire, pour soigner nos blessés, et nous rejoignit plus tard pendant la campagne.

Le commandant de Troussures faisait les fonctions de lieutenant-colonel. Le nom de cet officier émérite est maintenant si connu en France, qu'il suffit de le citer. Son expérience et son infatigable

[1] L'aumônier en chef du régiment à Rome, Mgr Daniel, alors très-malade, ne put suivre les zouaves sur les champs de bataille, comme il l'avait si bien fait en Italie. Il fut obligé de rester avec le dépôt.

activité devaient rendre encore bien des services jusqu'au moment où la mort l'enlevait à l'amitié de ses compagnons et de ses soldats.

Les Volontaires de l'Ouest marchaient bravement derrière ces chefs si dignes de leur confiance. Presque tous, parmi eux, portaient le sac pour la première fois, et beaucoup n'étaient pas faits à ce nouveau métier. En suivant du regard ces files de soldats qui marchaient d'un pas léger et résolu, on aurait vu avec surprise des têtes d'enfants et de vieillards mêlées à celles des robustes jeunes hommes. Ici une longue barbe blanche et un fier visage : c'est le marquis de Coislin. Officier sous la Restauration, chef royaliste en 1832, il a voulu s'armer du chassepot. Là c'est le comte de Bouillé, qui a suivi son fils et son gendre M. de Cazenove. Combien d'autres qu'il faudrait nommer ! Ces vaillants hommes ont dédaigné les grades des gardes nationales et se sont faits soldats, parce que c'est la seule manière d'entrer aux zouaves pontificaux.

Les voyageurs ou pèlerins, si nombreux à Rome depuis dix ans, qui ont vu les zouaves soit en grande tenue rangés sur la place Saint-Pierre, soit en tenue de campagne dans les petites guerres

aux environs de Rome, et qui ont admiré l'élégance martiale de leur uniforme, auraient eu quelque peine à les reconnaître sous la tenue bigarrée et assez misérable des volontaires de l'Ouest. Il avait fallu faire vite. On ne trouvait pas en France, surtout en pareil moment, ce beau drap gris à reflets bleuâtres qui habillait si bien nos soldats, ni ces passementeries et ces ceintures dont le rouge tranquille se mariait à la teinte générale de l'uniforme. A Nantes l'on trouva, à force de recherches, un drap à peu près semblable; mais ce ne fut que plus tard, et en attendant l'on avait employé au Mans, pour sortir d'embarras, cette sorte d'étoffe grise en laine, à la fois grossière et légère, que les marchands appellent improprement du *tartan,* et qui devait s'user en peu de jours, portée au grand air dans une mauvaise saison. L'aspect en était laid et sale, et la coupe des uniformes non moins pitoyable. Beaucoup de soldats, dans le 2e bataillon, n'avaient même pu recevoir une veste et se contentaient de leur capote, en se défendant du froid par des gilets de laine. La plupart manquaient de guêtres en cuir. Les havre-sacs

étaient en toile; bien des soldats même ne portaient que le sac à pain et la tente roulée avec la couverture. Si l'on se rappelle ce qu'il fallait alors de fournitures militaires et combien elles étaient devenues rares par le blocus de Paris, on comprendra ce dénûment, auquel on n'eût remédié qu'en perdant bien du temps.

Mais sous ces pauvres uniformes et ce misérable équipement, quel courage et quelle ardeur! Le premier jour de marche, ces recrues firent plus de sept lieues sans laisser un homme en route. Arrivés à six heures du soir à la Bazoche, lieu de l'étape, ils avaient à peine dressé leurs tentes que la pluie commença à tomber par torrents, dura toute la nuit et le lendemain encore. Cependant la seconde étape fut encore plus longue que la première et aussi bravement faite. Mais on marchait à l'ennemi. Les officiers eux-mêmes étaient surpris et charmés de cette constance, où ils retrouvaient leur vieux régiment.

Le soir, quand la colonne arriva à Châteaudun, les malheureux habitants, tout ruinés qu'ils étaient, offrirent aux nouveaux venus une hospitalité généreuse. Les vrais Français se reconnais-

saient dans la ville héroïque. Mais pour sentir au plus vif de leur cœur la haine des envahisseurs et le désir de la revanche, les zouaves n'avaient pas besoin de contempler les ruines de Châteaudun, témoins d'une atroce barbarie.

Aux alentours de cette ville et en arrière, vers la forêt de Marchenoir, s'assemblaient peu à peu les troupes qui devaient former le 17e corps, destiné à appuyer la gauche de l'armée de la Loire. En face de cette armée, les Bavarois de Von der Thann, battus à Coulmiers et chassés d'Orléans, se reformaient à Étampes, le grand-duc de Mecklembourg concentrait ses divisions autour de Chartres, enfin le prince Charles, venant de l'Est, les allait renforcer tous les deux. Pour le moment on se préparait de part et d'autre à l'attaque. Mais, suivant leur habitude, les Prussiens cachaient leurs mouvements derrière des corps flottants de cavalerie. Le front de l'armée française, depuis Châteaudun jusqu'à Orléans, était ainsi inquiété par de nombreux coureurs qui l'inspectaient, rançonnaient la Beauce et masquaient l'armée allemande. Il y avait sans cesse des engagements d'avant-postes, presque toujours heureux pour les Français.

Le 13 novembre, une brigade du général Fiéreck quitta Châteaudun pour aller prendre position au nord, à une lieue de cette ville. Les Volontaires de l'Ouest se trouvaient dans la brigade avec un régiment de ligne, un bataillon de mobiles et un autre de fusiliers-marins commandé par le capitaine de frégate Collet. Au delà du village de Marboué[1] ces troupes prirent les différentes positions qui leur étaient assignées, savoir, une première ligne d'avant-postes composée des marins et des mobiles, en seconde ligne les deux bataillons de zouaves, à cheval sur le chemin de fer de Paris à Vendôme et sur la grande route de Chartres à Châteaudun, depuis la ferme de Vilsard jusqu'à Saint-Christophe. L'état-major du régiment s'établit au château des Coudreaux. A droite des zouaves, le long du cours de la Conie, le régiment de marche continuait cette ligne d'avant-postes qui auraient pu se relier à ceux du 16e corps. Tous ces bataillons étaient campés au milieu des bois et dans de solides positions.

Alors commença pour les zouaves la vie de cam-

[1] Voir aux cartes, planche II.

pagne : jour et nuit veiller, se tenir sur le qui-vive, faire des reconnaissances. Les douze compagnies étaient campées à quelque deux cents mètres l'une de l'autre et se relevaient pour le service des grand'-gardes. Il fallait alors coucher sur la bruyère, sans tente et sans feu, par les nuits glacées et souvent pluvieuses de novembre. Ce n'était plus la guerre pittoresque de la campagne romaine, où l'on dormait sous un ciel étoilé, où, quand venait l'aurore, la splendeur du ciel et du paysage charmait les yeux et dissipait la fatigue. Mais c'étaient toujours la même humeur insouciante et le même entrain, que l'ennemi d'ailleurs prenait soin d'entretenir.

Tous les jours les reconnaissances signalaient une attaque de Bonneval, petite ville à deux lieues de là, sur la route de Chartres. Trois ou quatre compagnies partaient au pas de course et revenaient après avoir échangé quelques coups de fusil avec les cavaliers allemands, qui se dérobaient. Une fois seulement les zouaves purent atteindre et mirent hors de combat quelques hussards. Mais ces fatigues incessantes eurent bien vite aguerri les nouveaux bataillons.

Placés d'abord pendant quelques jours sous les

ordres du capitaine de frégate Collet, les Volontaires de l'Ouest passèrent dans la brigade du colonel Sautereau, 2e de la 3e division du 17e corps. Le général Durrieu, commandant en chef le 17e corps, n'y parut pas, et le général Fiéreck quitta Châteaudun le 19 novembre. Ce jour-là le général de Sonis, commandant la division de cavalerie, reçut du ministre le commandement provisoire et, quatre jours après, le commandement définitif du 17e corps d'armée.

M. de Sonis prit ce commandement au milieu d'une situation critique. Il ne pouvait douter, d'après tous les rapports, que le grand-duc de Mecklembourg n'exécutât devant le 17e corps et à l'ouest de Chartres des mouvements importants mais difficiles à distinguer. Le général pouvait craindre d'être tout à coup tourné à droite ou à gauche et enveloppé par une armée deux fois plus nombreuse que la sienne; car le 17e corps, encore très-incomplet, et séparé du 16e par une grande journée de marche, était isolé et sans aucun point d'appui. Tourné par la droite, il était coupé de l'armée de la Loire et enveloppé; par la gauche, toute l'armée l'était avec lui. Le général cherchait à pénétrer les desseins de l'ennemi, lorsqu'il apprit

tout à coup que les Prussiens occupaient Nogent-le-Rotrou (22 novembre). En même temps on lui signalait des forces ennemies vers Courtalain et Arrou, à l'ouest de Châteaudun, et le ministre de la guerre lui demandait du secours pour Vendôme menacé. La marche du grand-duc s'était dévoilée : il tournait toute l'armée de la Loire, en paraissant diriger une attaque sur le Mans ou sur Tours; peut-être encore essayait-il d'attirer vers l'ouest une partie de cette armée, tandis que le prince Frédéric-Charles l'aurait attaquée au centre et partagée en deux. Dans l'un et l'autre cas, le seul parti à prendre pour le général de Sonis était de se replier au sud-ouest sur le 16e corps. Cependant il ne voulait pas battre en retraite sans en avoir reçu l'ordre et sans s'être mesuré avec l'ennemi. Aussi cherchait-il l'occasion de le prévenir, de le tromper sur ses véritables forces et de le déconcerter. Il y réussit en se jetant hardiment sur le flanc gauche du grand-duc, au lieu d'attaquer ses têtes de colonnes, pour lui faire rebrousser chemin.

Le 24 novembre le général sut que les Prussiens étaient en force à Brou, sur la route de Nogent-le-Rotrou, à quatre ou cinq lieues de ses avant-

postes. Il partit le lendemain de bonne heure avec sa 3e division pour l'attaquer. Les zouaves pontificaux formaient, avec les marins du commandant Collet, l'avant-garde de la colonne. On rencontra les Prussiens à Yèvres, un peu avant Brou. Le village d'Yèvres est couvert de ce côté-là par une rivière assez profonde, l'Ozanne, affluent du Loir, et la rive où il est placé commande l'autre à une grande distance. Retranchés dans cette forte position et appuyés de leurs batteries, les Prussiens accueillirent à quinze cents mètres les Français à coups de canon. Le 1er bataillon, commandé par le colonel, se déploya en avant, s'approcha du village pour être prêt à l'attaque, et ses tirailleurs ajustèrent les batteries prussiennes. Le général de Sonis attendit quelque temps pour démasquer son artillerie, espérant tromper l'ennemi ; mais les Prussiens ne faisant pas mine de passer la rivière, le général fit placer des batteries et ouvrir le feu. Elles furent soutenues par le 2e bataillon des zouaves et le 46e régiment de marche.

A peine Le Gonidec eut-il amené sa troupe en bataille sur une crête auprès des batteries, qu'il fut le point de mire des canons prussiens. On tirait

à courte distance : en moins de quelques minutes plusieurs obus vinrent éclater dans les rangs des zouaves. Le Gonidec se hâta d'abriter son bataillon, qui comptait déjà treize hommes hors de combat, entre autres le vaillant capitaine de Kermoal[1].

On se battit ainsi à coups de canon pendant une heure, après quoi une colonne d'attaque, ayant trouvé un gué pour franchir l'Ozanne, se disposa à marcher sur le village. Mais déjà les Prussiens l'avaient abandonné en dissimulant leur retraite dans les bois. Les zouaves entrèrent les premiers dans Yèvres, tout étonnés de n'être pas reçus à coups de fusil. Alors on marcha sur Brou; mais on craignait que l'ennemi ne s'y fût arrêté. Un éclaireur de la légion, du Chêne de Thiennes, offrit d'aller reconnaître seul le village. Il le traversa au galop, la carabine au poing, et revint annoncer que les Prussiens battaient en retraite sur Illiers. On les attendit encore quelque temps et l'on revint, le soir même, reprendre les positions de la veille.

Le combat de Brou, bien qu'il se fût réduit à une simple canonnade, était en réalité une victoire

[1] Le sergent de Saisy et quelques autres moururent des suites de leurs blessures.

par le résultat qu'on avait obtenu. Attaqué brusquement sur son flanc gauche au moment où il croyait tromper les Français, le grand-duc, dont les têtes de colonnes menaçaient déjà Vendôme, se rejeta vivement au nord de Châteaudun. Le général de Sonis avait préservé d'un mouvement tournant le 17e corps et peut-être toute l'armée de la Loire. Aussi le général en chef lui envoya les plus vives félicitations.

Depuis ce moment les jeunes troupes du 17e corps, et surtout les zouaves pontificaux, eurent la plus grande confiance dans leur chef. Ils se voyaient commandés par un véritable homme de guerre et non pas seulement, comme on l'a dit, par un brillant général d'avant-garde, impétueux et aventureux, plus propre à mener une charge qu'à diriger un corps d'armée et à opérer méthodiquement devant l'ennemi. Ses combats rapides en Afrique et son attaque de Loigny ont valu à M. de Sonis cette réputation. Mais s'il ne fût pas tombé si tôt sur le champ de bataille, on eût pu voir, dans le cours de la campagne, quelle prudence et quelle pénétration il joignait à sa bravoure. Tous ceux qui ont servi sous ses ordres aiment à vanter sa

haute intelligence et le soin qu'il mettait à tous les détails de son commandement. « On le voit toujours debout, toujours partout », écrivait un des meilleurs officiers des zouaves pontificaux[1].

Dégagé d'une double étreinte, le commandant du 1er corps attendait les Allemands dans les positions qu'il avait choisies; mais il reçut tout à coup du ministre l'ordre de battre immédiatement en retraite sur la forêt de Marchenoir, pour rejoindre de là le 16e corps. Le chemin le plus court cependant était la grande route, encore libre, de Châteaudun à Orléans. Le général obéit à l'ordre du ministre, et le 26 novembre au soir, ayant réuni toutes ses troupes à Châteaudun, il se mit en mouvement. Ses colonnes marchèrent toute la nuit, ne faisant qu'une halte à Binas, et arrivèrent dans la journée à Saint-Laurent-des-Bois, où le 17e corps campa adossé à la forêt de Marchenoir[2]. M. de Sonis demanda au général en chef et au ministre qu'on lui laissât quelques jours de repos pour organiser ses troupes.

Les Volontaires avaient bravement ouvert leur

[1] Le capitaine de Gastebois, tué à Loigny.
[2] Voir aux cartes, planche II.

campagne et mérité les félicitations de tous leurs chefs. Mais tant de marches et de fatigues, si nouvelles pour la plupart d'entre eux, diminuaient leur effectif. Sans parler du combat, on avait laissé plus d'un malade à l'hôpital de Châteaudun. Le colonel le regrettait d'autant plus que l'on approchait du théâtre des grandes opérations et qu'il se voyait entièrement séparé de son troisième bataillon, l'ayant en vain appelé auprès de lui.

CHAPITRE SIXIÈME.

RETRAITE DE BELLESME.

Depuis le départ des deux premiers bataillons, le travail d'organisation continuait au Mans avec la même activité, sous la direction du major d'Albiousse. Les volontaires arrivaient de plus en plus nombreux, parce qu'alors seulement les bureaux de recrutement avaient pu étendre leur action. Au 20 novembre le 3e bataillon comptait déjà un effectif de sept cent cinquante hommes. En même temps le capitaine de Falaiseau, officier de l'artillerie pontificale, créait comme par enchantement une batterie de montagne. Le colonel lui avait obtenu du ministre de la marine des obusiers de débarquement, il avait recruté çà et là quelques canonniers, trouvé des chevaux par le moyen des réquisitions, en un mot, sans ressources et sans aide, il avait mis sur pied en quinze

jours une batterie. Quand les cadres du 3e bataillon furent remplis, le commandant d'Albiousse créa deux compagnies de dépôt avec quelques officiers revenus de Rome blessés ou malades.

Le 19 novembre M. de Charette, qui voyait durer l'inaction, obtint du général en chef l'ordre pour son 3e bataillon de le rejoindre au camp de Marboué. Il sollicitait depuis plusieurs jours cet ordre, qui arriva au Mans vingt-quatre heures trop tard. De là vint une fâcheuse séparation du régiment.

Le 3e bataillon était comme les autres composé de six compagnies, recrûté de la même façon, ni mieux vêtu ni mieux équipé. On l'avait organisé au milieu des mêmes difficultés. Faute d'un chef de bataillon, le commandement en resta confié au plus ancien capitaine, M. de Couëssin, et le hasard fut encore cette fois très-clairvoyant. Couëssin avait une grande activité, le goût du détail et le soin le plus scrupuleux à remplir tous ses devoirs. Il commanda son bataillon aussi bien qu'il l'avait organisé. Le capitaine de Fumel était son adjudant-major.

Le bataillon partit donc du Mans le 21 novembre

au soir, par le chemin de fer de Paris jusqu'au Theil. De là il se mit en marche vers Nogent-le-Rotrou[1]. Il accompagnait le général Jaurès, capitaine de vaisseau nommé au commandement des troupes qui devaient former le 21e corps d'armée. Ces troupes, réunies autour de Nogent et destinées à arrêter la marche du grand-duc sur l'Ouest, n'étaient encore qu'un rassemblement informe de gardes mobiles avec quelques détachements de ligne et quelques canons, en tout quinze mille hommes que personne ne commandait. Quand les Prussiens se présentèrent, elles furent incapables de leur tenir tête, et leur nouveau commandant en chef arriva justement pour leur voir livrer Nogent-le-Rotrou, le 22 novembre au matin.

Nogent occupé par l'ennemi, le 3e bataillon ne pouvait plus continuer sa route vers Châteaudun, et le capitaine de Couëssin songea à revenir au Mans; mais le général Jaurès lui demanda son concours, et il ne put le refuser.

Au lieu de revenir droit au Mans par la Ferté-Bernard, l'armée vaincue se retirait sur Bellesme,

[1] Voir aux cartes, planche I.

au nord-ouest. C'était une folie qui s'explique à peine par le désordre de cette retraite. Les mobiles se sauvaient à travers champs en jetant leurs armes, le reste se précipitait pêle-mêle sur la route. Deux bataillons seulement avaient résisté, l'un d'infanterie de marine, l'autre de chasseurs à pied. Ces derniers s'étaient bravement battus à Bretoncelles, et, réduits de moitié, avaient repris la route du Mans. Le général Jaurès ordonna aux zouaves de couvrir la retraite avec l'infanterie de marine. Le 3e bataillon prit donc, à la suite des fuyards, le chemin de Bellesme et y arriva un peu avant la nuit, suivi des Prussiens, mais sans être inquiété. L'infanterie de marine, qui tenait une autre route, fut attaquée et repoussée sur Bellesme.

Le général Jaurès se vit dans un cas des plus fâcheux : tous ses soldats débandés et ses canons allaient être la proie de l'ennemi. Il fit appel au bon vouloir des zouaves. Couëssin porta son bataillon à cinq cents mètres hors de la ville et l'établit sur la route menacée. Ses hommes marchaient à jeun depuis quatre heures du matin.

Une demi-heure après, à la nuit close, l'ennemi se présenta, s'approcha des zouaves et leur envoya

une décharge. On lui répondit, et il s'arrêta. Il y avait là quatre mille Prussiens. Ils n'osèrent, dans les ténèbres, se risquer sur une troupe qui faisait bonne contenance. Les zouaves, de leur côté, ignoraient quelles forces étaient devant eux, mais ils savaient bien qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes. Pendant quelques heures on resta ainsi en présence les uns des autres, à une demi-portée de fusil. Le commandant prussien envoya quelques paysans en guise de parlementaires, menaçant de brûler la ville si l'on ne se rendait pas. Couëssin garda les paysans et ne répondit rien. On échangea quelques coups de feu et deux zouaves furent blessés. L'un était Edmond Stofflet, petit-fils de l'illustre Vendéen, qui avait quitté sa plume de journaliste pour combattre les Allemands sur le théâtre même des victoires de son aïeul.

Vers minuit le général envoya dire à Couëssin que toutes ses troupes étaient déjà loin sur la route de Mamers et qu'il pouvait les suivre comme arrière-garde. Le bataillon partit dans le plus grand silence, livrant Bellesme à l'ennemi qui y entra une heure après. Dès qu'il aperçut les zouaves, le général Jaurès vint à eux et exprima à leur com-

mandant toute sa reconnaissance pour un service si important. Couëssin lui fit observer que tous ses soldats, hormis leurs cadres, étaient des recrues de deux ou trois semaines, et que beaucoup d'entre eux savaient à peine charger leur fusil. Ils marchèrent sans repos pendant trente-six heures.

La colonne arriva à la Hutte, prit le chemin de fer et rentra au Mans le soir même. Des troupes de toutes armes y arrivaient en foule par les chemins de fer, et en trois jours le général Jaurès se vit à la tête de trente mille hommes, qui furent le 21e corps. L'attaque des Prussiens semblait imminente. Leurs coureurs étaient arrivés à Connerré, à une étape du Mans, sur la route de Paris. Le général Jaurès forma à la hâte les troupes qui lui arrivaient et les plaça aux abords du Mans, dans les meilleures positions de défense. Il prit dans son corps le 3e bataillon, et le capitaine de Couëssin, se voyant séparé de son chef naturel, accepta, en demandant au général de rejoindre son régiment dès qu'il le pourrait. Le général Jaurès envoya les zouaves, le 27 novembre, prendre position à Parigné-l'Évêque, à la droite de sa ligne de bataille.

Mais les Prussiens n'attaquèrent pas le 21e corps : leur marche sur le Mans, comme l'avait prévu M. de Sonis, n'était qu'une feinte, et le grand-duc s'était déjà détourné vers l'armée de la Loire.

Au Mans néanmoins l'on ne pouvait être informé de ses véritables desseins, et l'alarme durait encore. Si l'ennemi attaquait, il y avait gros à parier que le 21e corps, si peu organisé, ne tiendrait pas longtemps contre lui. De la légion des Volontaires de l'Ouest il ne restait au Mans que deux compagnies de dépôt, chacune de cent cinquante hommes mais non encore habillés, le 2e peloton des éclaireurs et la batterie encore incomplète. Le major d'Albiousse ne pouvait envoyer au feu des hommes sans uniformes et ne voulait pas les laisser prendre par l'ennemi. Il fit demander au ministère le changement immédiat de son dépôt, et on lui répondit de le transporter à Poitiers. Laval ou Rennes auraient été d'un meilleur choix : mais l'ordre était donné, et il n'y avait pas de temps à perdre. Le 1er décembre, tout le dépôt partit par le chemin de fer de Tours. La légion ne laissait au Mans qu'un de ses officiers, le capitaine Lallemand, choisi depuis longtemps par le com-

mandant de la subdivision, général de Négrier, pour l'emploi de major de la garnison. Le capitaine Lallemand s'acquittait de ses fonctions, au milieu d'un immense mouvement de troupes, avec une activité, un tact, une fermeté qui lui acquirent la plus haute estime de tous ses supérieurs.

CHAPITRE SEPTIÈME.

MARCHE DU 17e CORPS SUR PATAY.

Le général de Sonis resta deux jours, les 28 et 29 novembre, au camp de Saint-Laurent-des-Bois. C'était peu pour achever la formation du 17e corps, où tout restait à créer. Le général n'eut pas le temps de le constituer comme il l'aurait voulu pour les prochaines opérations. L'effectif du 17e corps dépassait quarante mille hommes, mais un ordre du ministre avait envoyé à Fréteval la 1re brigade de la 1re division et les bataillons de fusiliers marins. Les autres divisions n'étaient pas complètes, les régiments de marche trop nouveaux, peu solides, et en outre dépourvus de chaussures. L'artillerie pourtant comptait quatre-vingt-seize pièces; outre les batteries divisionnaires, la réserve comprenait plusieurs batteries de 12 ou de 4 et plusieurs de mitrailleuses. Le général

choisit pour l'escorter les Volontaires de l'Ouest, et un excellent bataillon de mobiles des Côtes-du-Nord placé avec les zouaves sous le commandement du colonel de Charette. Cette petite brigade, chargée de garder les batteries de réserve, était sous les ordres immédiats du général en chef.

Enfin le 30 novembre, de grand matin, le 17e corps leva le camp et se mit en mouvement pour rejoindre l'armée de la Loire. Ce fut un beau jour. On marchait à l'ennemi, on allait s'unir à la grande armée, on allait battre les Prussiens, on allait enfin délivrer Paris! Tous les cœurs battaient d'espérance. Au milieu de la route, vers onze heures, comme on approchait de Charsonville, on entendit au nord les roulements lointains du canon. Alors le 17e corps se forma pour le combat : les divisions se mirent en bataille à droite et à gauche de la route, et continuèrent à marcher ainsi en colonnes de bataillons à distance de déploiement. L'artillerie et les convois suivaient la route, les zouaves formés par sections escortant la réserve. Pour eux qui n'avaient point vu encore de grandes batailles, c'était un beau spectacle que celui de cette armée s'avançant à travers les plaines, prête

à livrer combat. Ils cherchaient des yeux l'ennemi sur l'horizon plat et nu de la Beauce. Vers le soir ils aperçurent au loin quelques cavaliers près de la route. Étaient-ce des vedettes prussiennes ? Non, c'était le premier avant-poste du 16e corps. Un cri de joie salua la rencontre de l'armée de la Loire. En ce moment on traversait le champ de bataille de Coulmiers, couvert encore de débris. C'était la victoire qui apparaissait aux zouaves et leur promettait de nouveaux triomphes. Ils allèrent gaiement camper au delà de Coulmiers.

Le lendemain ils attendirent. Le camp restait formé, il faisait grand froid, et les soldats se reposaient tant bien que mal. On écoutait le canon du côté de Saint-Péravy et on discourait sur les chances prochaines d'un engagement. Parmi les zouaves, voisins du quartier général, le bruit courait que le 17e corps resterait près d'Orléans. Ce n'était pas leur compte. Aussi, quand l'ordre vint à trois heures de lever le camp et de partir pour Saint-Péravy, ce fut une grande joie : on marchait au canon.

La veille au soir, au grand quartier général de l'armée de la Loire, à Saint-Jean de la Ruelle,

les généraux d'Aurelle, Chanzy, Borel s'étaient réunis en conseil de guerre avec M. de Freycinet, délégué du ministre de la guerre. Ce dernier apportait un plan combiné entre M. Gambetta et lui, pour conduire l'armée de la Loire sous les murs de Paris, où le général Trochu annonçait une sortie. Ce plan consistait à marcher sur Fontainebleau par Pithiviers, où l'armée de la Loire, réunie tout entière par un mouvement concentrique, battrait le prince Frédéric-Charles. MM. Gambetta et de Freycinet ne doutaient pas de leur plan, mais les généraux ne furent pas du même avis. Ils représentèrent la difficulté de faire avec des troupes novices, et par une saison très-rigoureuse, un mouvement qui exigerait des marches rapides et des combats multipliés. Savait-on bien quelles forces on allait combattre ? Enfin pouvait-on compter sur une sortie heureuse de l'armée de Paris ? Ces observations furent vaines; les généraux durent obéir aux ordres impérieux de M. Gambetta [1]. Ils se concertèrent entre eux sur les mouvements à faire et adoptèrent la seule

[1] Voir *la Deuxième Armée de la Loire*, par le général CHANZY, p. 56.

combinaison possible, mais dont ils jugeaient d'avance tout le péril. Le 15e corps devait marcher devant lui; le 16e, qui était à sa gauche, partirait de Patay, ferait une grande conversion sur la droite pour gagner Janville, Toury et Pithiviers. Le 17e corps l'appuierait comme réserve, en gardant des positions suffisantes ponr couvrir Orléans.

Dès le lendemain le général Chanzy, qui avait le plus de chemin à faire, commença son mouvement sans hésiter et le succès justifia sa hardiesse. Sa première division, opérant sur la gauche, enleva à un corps nombreux de Bavarois, après un brillant combat de trois heures, les positions de Faverolles et de Villepion, au nord de Patay, fit des prisonniers et s'établit sur les positions conquises. Cet heureux début n'était que le commencement de la grande bataille. Aussi le général en chef avertit par un télégramme M. de Sonis, l'invitant à rejoindre avant la nuit le 16e corps. A trois heures du soir l'ordre fut donné au 17e corps de lever le camp et de se porter rapidement à Saint-Péravy-la-Colombe, en arrière de Patay, sur les positions que venait de quitter le 16e corps.

M. de Sonis ne se faisait guère d'illusions sur le

résultat de l'effort qu'on allait tenter. Le 17e corps était encore moins prêt que les autres à entrer en campagne, et son chef ne l'ignorait pas. Mais il obéissait en soldat et en chrétien. Ce soir-là, le général, marchant à côté du colonel de Charette, causait avec lui des chances qu'ils allaient courir ensemble. Entre ces deux hommes de guerre une grande amitié s'était établie dès les premiers jours de leur rencontre, par la conformité de leur caractère et de leurs pensées. Il y a des hommes, et c'est le plus grand nombre, qui affrontent les périls par le sentiment du devoir et de l'honneur; d'autres, dans le combat, cherchent le danger comme leur élément et le respirent avec une sorte d'ivresse. C'était le trait marquant de Lamoricière. MM. de Sonis et de Charette se reconnurent l'un l'autre dans cette famille. L'un et l'autre aussi mettaient la même simplicité à professer leur foi. « Dans ces tristes temps, écrivait peu de jours auparavant le général au colonel, c'est une consolation de mourir au milieu de braves gens comme vous et de pouvoir se dire que Dieu n'abandonne pas la France, puisqu'elle a encore des enfants fidèles. Je mets ma main dans la vôtre, et vous prie

de partager ensemble prières et sacrifices. » Et en effet ils les partageaient.

En causant, ce soir-là, le général dit à M. de Charette qu'il était fâché, allant à l'ennemi, de n'avoir pas sur son fanion un emblème religieux. « Mon général, dit le colonel, si vous le voulez, j'ai un fanion à vous offrir tel que vous le désirez. » Le général parut étonné, et M. de Charette lui raconta qu'il avait reçu à Tours, d'un personnage bien connu par sa piété, un fanion brodé au couvent de la Visitation de Paray-le-Monial[1]. C'était une petite bannière en soie blanche, portant sur un côté l'emblème populaire du Sacré-Cœur de Jésus, sur l'autre une invocation à saint Martin, l'antique patron de la France. Les saintes filles pensaient d'abord offrir leur bannière au général Trochu. Mais Paris étant bloqué, elles l'avaient envoyée à Tours, pour les Volontaires de l'Ouest, qui n'étaient cependant pas encore constitués. M. de Charette, touché de cette offre et de son caractère prophétique, avait accepté et emporté la bannière, mais seulement pour la déployer dans le combat, si l'occasion s'en présentait. Le général

[1] Le couvent de la bienheureuse Marguerite-Marie.

de Sonis trouva ce fanion inattendu tout à fait de son goût et demanda un sous-officier de zouaves pour le porter. Le colonel pensait à son ami, M. de Bouillé ; mais celui-ci refusa, alléguant qu'il n'était qu'*un ouvrier de la dernière heure*. M. de Charette alors désigna le comte de Verthamon, zouave à Rome en 1861, qui venait de quitter sa femme et ses enfants pour rejoindre son ancien régiment.

A neuf heures du soir, après une marche rapide, le général de Sonis arriva à Saint-Péravy-la-Colombe, avec une partie seulement de ses troupes, car les soldats du 17e corps marchaient assez mal faute de souliers. M. de Sonis trouva un billet du général Chanzy qui demandait du secours, et aussitôt il envoya à Patay la 2e division du 17e corps, composée d'une seule brigade et commandée par le général Dubois de Jancigny. Lui-même attendit à Saint-Péravy pour reposer un peu ses troupes et les former. Ce fut là qu'un télégramme du ministère lui apprit la sortie et la première victoire du général Ducrot, en même temps que le général Chanzy lui annonçait son heureux combat. Cette double nouvelle, répandue de suite parmi les

zouaves, leur causa une joie inexprimable : ils se virent déjà sous les murs de Paris.

Mais la journée du lendemain devait être rude : on le savait, et chacun s'y préparait. Ce n'était pas l'habitude, au régiment, d'aborder les hasards du combat sans penser à l'autre vie. Certes, tout homme de cœur fait son devoir sur le terrain, mais avec quelle confiance on envisage cette belle mort du champ de bataille lorsqu'on n'entrevoit au delà que la paix et la lumière ! A trois heures du matin, le 2 décembre, dans la petite église de Saint-Péravy, un des aumôniers, le P. Doussot, disait la messe, et beaucoup de zouaves y assistaient. On y voyait communier le général, le colonel de Charette, le capitaine de Gastebois et plusieurs autres, MM. de Bouillé, de Cazenove, de Verthamon. C'étaient les prédestinés.

CHAPITRE HUITIÈME.

BATAILLE DE LOIGNY.

A quatre heures le général de Sonis partit avec sa réserve, laissant à ses deux divisions l'ordre de le suivre dès qu'elles seraient rassemblées. Il arriva à Patay au point du jour et fit placer sa réserve en dehors de la ville, à gauche de la route ; lui-même se rendit au quartier général du 16e corps. Le général Chanzy le remercia et lui dit que, pour le moment, il n'avait pas besoin de secours. M. de Sonis en fut bien aise, car ses troupes étaient vraiment épuisées de fatigue. Le 16e corps venait d'engager la lutte, et son commandant en chef partait pour le théâtre du combat.

Le matin du 2 décembre, l'armée allemande occupait, de l'ouest à l'est, une longue ligne de bataille qui appuyait sa droite à Orgères, sa gauche à Santilly, et passait par la Maladrerie,

Tanon, Goury, Bazoche-les-Hautes[1]. Elle comprenait toute l'armée du grand-duc de Mecklembourg, Bavarois et Prussiens, renforcée pendant le combat par des troupes du prince Frédéric-Charles. L'armée de la Loire, 15e et 16e corps, formait en face une ligne à peu près parallèle, dont la droite s'appuyait à Artenay, la gauche à Nonneville. Le 15e corps se trouvait donc avoir affaire à l'aile gauche des Prussiens; le 16e devait attaquer leur aile droite et, par une conversion à droite dont le 15e corps était le pivot, marcher sur Janville et Toury. Il avait la plus rude part de la besogne.

L'attaque commença à huit heures[2]. Les 1re et 2e divisions du 16e corps, sur la gauche, dépassèrent Loigny, évacué de grand matin par l'ennemi, et vinrent attaquer la ferme de Beauvillers et le château de Goury, où les Bavarois s'étaient fortement retranchés. Là, le combat fut acharné pendant toute la matinée; nos troupes attaquèrent avec beaucoup d'élan, mais le général Chanzy

[1] Voir aux cartes, planche II.

[2] Voir, pour le détail des opérations du 16e corps, le récit et les cartes du général Chanzy : *la Deuxième Armée de la Loire*, p. 70.

avoue lui-même que l'on n'employa pas assez le canon. Le parc de Goury fut pris par les Français et repris par les Allemands, renforcés, vers midi, d'une autre division. Alors les Français furent ramenés sur Loigny, puis sur Villepion et Faverolles, avec des pertes énormes, tandis que les colonnes prussiennes donnaient l'assaut au village de Loigny, énergiquement défendu par quelques compagnies du 3e chasseurs à pied, un détachement du 37e de marche, et quelques mobiles de la Mayenne[1]. A l'aile droite, la 3e division était encore plus maltraitée. Portée le matin de Terminiers sur Lumeau, elle n'avait même pu aborder ce village et était revenue en désordre sur ses positions du matin. Voyant notre droite enfoncée, les Prussiens ramenèrent leurs forces sur notre gauche et commencèrent de ce côté un mouvement tournant. Les mobiles de la Sarthe lui opposèrent, à Nonneville, une vigoureuse résistance et se battirent comme de vieilles troupes. Là combattaient deux anciens officiers des zouaves ponti-

[1] Le 31e de marche, les mobiles du Loir-et-Cher, de la Dordogne, de la Mayenne se signalèrent autour de Loigny. (Voir le général Chanzy.)

ficaux, le marquis de Sabran et le jeune duc de Luynes, qui tomba mortellement frappé. Pendant ce temps, le 15e corps remportait quelques avantages et avançait un peu, mais pas assez pour faire une diversion efficace et secourir le 16e corps.

Les choses en étaient là vers une heure de l'après-midi : la gauche et le centre du 16e corps, très-éprouvés et en grande partie démoralisés, se maintenaient à Villepion et Faverolles, la droite, encore plus maltraitée et incapable de reprendre l'offensive, à Terminiers. Mais la gauche était plus menacée que tout le reste. Alors le général Chanzy envoya demander l'appui du 17e corps.

Le général de Sonis attendait, hâtant la marche et la formation de ses troupes qui arrivaient trop lentement et laissaient beaucoup de traînards. La 1re division ne rejoignit que le soir; la troisième (général de Flandre) se trouva dans la matinée à Patay. Le général de Sonis avait fait arrêter près de la ville tous ses régiments, les faisceaux formés, de façon à partir au premier signal. Les zouaves étaient là, écoutant, non sans émotion, le bruit formidable de la bataille, et attendant l'heure d'être engagés. Ils faisaient le café et se réchauf-

faient de leur mieux, car le froid était très-vif. A midi, on donna l'ordre de camper et tout espoir de combat sembla perdu. Mais presque aussitôt vint un contre-ordre, et on se mit en marche en laissant les sacs et les tentes dressées. Dix hommes par chaque compagnie du 1er bataillon et les éclopés du 2e restèrent avec un officier pour la garde du camp, du parc et des bagages.

Le commandant du 17e corps, avant même que son collègue lui demandât du secours, avait compris, au bruit de la canonnade qui se rapprochait, que les Français perdaient du terrain et soupçonné le mouvement des Prussiens sur notre gauche. Il envoya donc une partie de sa cavalerie vers Guillonville, à l'ouest, et se porta d'abord dans cette direction. Les trois brigades marchaient en bataille, à cheval sur la route de Châteaudun, les batteries divisionnaires derrière les bataillons, la réserve sur la route, un peu en arrière. Le 17e corps s'était avancé environ d'une demi-lieue lorsque le général Chanzy le réclama avec plus d'instance. M. de Sonis alors ordonna un changement de front sur la droite, et ses troupes se portèrent en échelons par brigade, la droite en avant,

vers le champ de bataille. La division ou plutôt la brigade Jancigny se dirigea sur Terminiers pour appuyer la droite du 16e corps. La 3e division, avec le général de Sonis et une partie de la réserve, marcha dans la direction de Loigny. Mais à ce moment-là, le mouvement des Prussiens sur la gauche devint si menaçant qu'il fallut songer à l'arrêter, et les deux brigades de la 3e division, changeant de direction à gauche, furent portées, au delà de Gommiers, sur la ligne de Guillonville à Villepion, face à l'ennemi qui essayait de tourner notre gauche. La division de Flandre resta là jusqu'au soir.

Le général de Sonis n'amenait donc au général Chanzy, à Villepion, qu'une partie de sa réserve, dont il fit mettre de suite deux batteries en position. En même temps il envoya chercher, à Terminiers, une partie de la brigade Jancigny, c'est-à-dire le 51e régiment de marche et les trois batteries divisionnaires ; ces batteries vinrent se joindre à celles de la réserve pour s'établir près du parc de Villepion et contre-battre les pièces allemandes qui tiraient de tous côtés, à droite et à gauche de Loigny, criblant à la fois ce village et Villepion. Le premier

bataillon des Volontaires de l'Ouest avec le colonel de Charette et la moitié du bataillon des Côtes-du-Nord avaient suivi le général de Sonis. Ils se rangèrent auprès de leurs batteries, debout et l'arme au pied, comme il convient à des soldats qui attendent leur tour, et reçurent avec beaucoup de sang-froid les projectiles qui éclataient sur les batteries. Quatre zouaves et une dizaine de mobiles furent blessés.

J'ai dit que le général de Sonis n'avait pris qu'une partie de sa réserve d'artillerie. L'autre moitié, avec le 2e bataillon des zouaves et le reste des mobiles, resta d'abord non loin de Patay, et fut envoyée une heure après à Terminiers pour protéger la droite. Comme ils venaient d'y prendre position, les zouaves virent arriver à eux un officier général appartenant sans doute au 16e corps, car personne ne le connaissait. Il arrêta son cheval devant un groupe d'officiers, et se découvrant : « Messieurs, dit-il, vous êtes les zouaves pontificaux? — Oui, mon général, répondit Le Gonidec. — Eh bien, allez promptement occuper ce village (il montrait Gommiers), c'est le point le plus menacé dans ce moment. Tenez-y jusqu'au dernier. » Il donna le

même ordre aux batteries, qui partirent au galop dans la direction indiquée; les Volontaires suivirent au pas de course.

En effet le mouvement des Prussiens, que rien n'avait pu arrêter, se dessinait de plus en plus. Descendues d'Orgères leurs colonnes profondes infanterie et cavalerie, soutenues de nombreux canons, s'avançaient toujours avec un feu continu. Elles allaient écraser la division de Flandre et tourner toute l'armée. Mais elles furent arrêtées à la hauteur de Gaubert. Trente pièces françaises, canons ou mitrailleuses, mises en position à l'ouest de Gommiers, ouvrirent un feu si précis et si meurtrier que l'artillerie opposée fut réduite au silence, et les masses allemandes, malgré de vains efforts pour se porter en avant, durent rétrograder vers le nord. La nuit était tombée que nos canons les poursuivaient encore de leurs volées. Les zouaves du 2e bataillon n'eurent ainsi d'autre rôle que d'être témoins de ce magnifique combat, qu'il faut enregistrer à l'honneur de l'artillerie française. L'armée fut sauvée d'un véritable désastre, mais la bataille n'était pas gagnée.

Loigny tenait encore contre les attaques répétées

des Allemands, qui n'avaient emporté qu'une partie du village. Leurs obus à pétrole y allumaient l'incendie. Mais les chasseurs et les mobiles, retranchés dans le cimetière au centre du village, balayaient toutes les avenues. Les Bavarois s'avancèrent un moment vers eux en leur criant de se rendre et firent en même temps une décharge. Alors la lutte recommença plus furieuse, et si on avait pu dégager avant la nuit ces braves gens, ils eussent été sauvés.

Mais Loigny était entouré de masses ennemies et de canons. Pour les aborder, il eût fallu les troupes les plus énergiques, et les meilleures du 16e corps n'étaient plus capables de cet effort. Le général de Sonis se chargea de le tenter. Reprendre Loigny, c'était à moitié gagner la bataille. Cet avantage aurait eu sur la journée du lendemain une influence décisive. Il fallait se hâter, la nuit approchait, et d'un moment à l'autre les derniers défenseurs de Loigny pouvaient être anéantis.

Le général de Sonis envoya chercher la division de Flandre pour attaquer avec elle et toute son artillerie cette redoutable position. Mais le général de Flandre, trop éloigné sans doute, n'arrivait pas,

et le temps pressait. M. de Sonis n'avait plus sous la main que ce régiment de la 2e division qu'il avait rappelé de Terminiers et déployé en avant de Villepion, pour soutenir sur leur droite les troupes épuisées du 16e corps. Il vint à lui et essaya vainement de l'entraîner : ces malheureux soldats étaient démoralisés. Depuis plus d'une heure ils recevaient, couchés à terre, des projectiles, et le spectacle de la déroute achevait d'abattre leur courage. Ils firent quelques pas en avant, puis revinrent, et malgré les efforts de leurs officiers refusèrent de marcher encore. Désespéré, le général de Sonis pensa que l'exemple de quelques braves pourrait les entraîner, et il accourut vers les zouaves : « Ces hommes refusent de me suivre, dit-il avec feu au colonel, venez, montrons-leur ce que peuvent des chrétiens et des hommes de cœur. » Puis se tournant vers les zouaves : « Vive la France ! Vive Pie IX ! En avant ! » C'était notre vieux cri de guerre.

Du château de Villepion à Loigny s'étend d'abord sur un espace de quinze cents mètres une plaine nue mais un peu ondulée, comme tout le pays. Au delà de cette plaine un petit bois ou plutôt un fourré long de deux ou trois cents mètres et profond de

vingt ou trente. A droite de ce bois le chemin de Faverolles à Loigny et, sur le chemin, une grosse ferme appelée Villours. Au delà du bois le terrain s'élève par une pente douce, pendant trois cents mètres à peu près, jusqu'à Loigny, qui est un gros village bien bâti, comme ceux de la Beauce, avec des jardins autour des maisons, et qui présente de ce côté une véritable position défensive. Les Allemands occupaient une partie des maisons et tous les abords du village, leurs batteries à droite et à gauche sur le plateau. Enfin, comme ils prévoyaient bien un retour des Français, deux forts bataillons s'étaient retranchés dans la ferme de Villours et dans le petit bois qui sont, du côté de Villepion, une défense naturelle de Loigny.

M. de Sonis ayant donné l'ordre à une batterie de l'appuyer, le colonel de Charette déploya sa troupe, zouaves et mobiles. Trois compagnies de zouaves furent d'abord déployées; les autres, demeurées en soutien, le furent peu après e suivirent. Les mobiles prirent la droite. Deux compagnies de francs-tireurs du 17e corps, celle de Blidah et celle de Tours, commandées par le capitaine Hildebrand, se déployèrent à gauche des

zouaves et les suivirent résolûment. Derrière la première ligne de tirailleurs marchaient à cheval M. de Sonis et son aide de camp, le colonel et son officier d'ordonnance le lieutenant Harscouët, les commandants de Moncuit et de Troussures, et le capitaine de Ferron. Verthamon portait le nouveau fanion du général. C'étaient en tout huit cents hommes, qui allaient attaquer une division entière et son artillerie. Mais le général comptait bien que son exemple entraînerait tout le monde, que sa 3e division le rejoindrait à temps, et il partait plein de confiance, lui et ses braves.

Ils dépassèrent le pli de terrain où se tenait couché ce régiment qui avait failli à son devoir. Comment ces hommes ne furent-ils pas touchés?... La honte gagna le cœur de quelques-uns, qui suivirent et se battirent bien.

L'ennemi vit approcher cette ligne de tirailleurs et la prit pour une avant-garde. Une pluie d'obus commença à éclater autour des zouaves, mais ne toucha que peu de monde. Ils avançaient toujours, au pas, alignés et calmes comme de vieux soldats. Longtemps ils marchèrent ainsi sous le feu de l'artillerie, mais quand ils approchèrent du bois,

une terrible fusillade les accueillit. Alors ils commencèrent à être décimés. Verthamon tomba des premiers et son sang couvrit la précieuse bannière. M. de Sonis, le genou brisé, les commandants de Troussures et de Moncuit, le capitaine de Ferron furent renversés en même temps. Le comte de Bouillé avait relevé le drapeau; les zouaves avançaient toujours, sans répondre. Sur l'ordre donné ils ouvrirent le feu, puis, tout à coup, aux cris de *Vive Pie IX! Vive la France!* ils s'élancèrent dans le bois à la baïonnette.

L'attaque fut irrésistible. Les Prussiens épouvantés se jetaient par terre, livrant leurs armes; d'autres se défendirent, on se battit corps à corps, il y eut là un affreux carnage. Les mobiles enlevèrent la ferme de Villours, et tout céda au torrent. L'ennemi fuyait vers le village, les zouaves triomphants le chassaient devant eux. C'était alors qu'il eût fallu les soutenir; mais personne ne vint, et ils allèrent seuls se heurter aux murs des jardins et aux maisons qui regorgeaient de Prussiens. Combien n'arrivèrent pas jusque-là! Les deux Bouillé, Cazenove, Traversay, en relevant l'un après l'autre la bannière, des lieutenants, des ca-

pitaines, Boischevalier, Vetch, du Reau, Gastebois. Le colonel, dont le cheval était tombé percé de coups, conduisit à pied la charge jusqu'au village, où il fut blessé lui-même.

On emporta les premières maisons et quelques-uns s'y retranchèrent. Mais les Prussiens, qui, à la vue de cet ouragan, avaient appelé leurs réserves, revenaient alors de leur surprise et comptaient les assaillants. Des masses ennemies arrivèrent, débordant les zouaves de tous côtés. Le colonel ordonna la retraite : elle se fit pas à pas, sous un feu terrible et à bout portant. Du village jusqu'au bois le sol fut jonché de zouaves, et le reste ne se sauva qu'à la faveur de la nuit qui tombait. Les Prussiens osèrent à peine les poursuivre au delà du petit bois.

Le colonel de Charette, épuisé par sa blessure, vint s'asseoir là sur le bord d'un fossé. Son frère, blessé comme lui, Ferron, Vetch et quelques autres gisaient auprès, plus navrés de la défaite que de leurs souffrances. Quelques zouaves s'empressèrent autour de leur chef et essayèrent de l'emporter. Il refusa : « Non, mes amis, dit-il, non : à quoi bon vous faire tuer? Je suis bien ici, et vous, allez encore vous battre pour la France!... »

Ces malheureux débris se retirèrent lentement vers Patay, emmenant ce qu'ils pouvaient de leurs blessés; l'un d'eux, le sergent Le Parmentier, rapportait la glorieuse bannière du Sacré-Cœur, teinte du sang de quatre victimes et devenue désormais pour les zouaves le souvenir et l'emblème du plus pur sacrifice. Des quelques zouaves qui étaient entrés dans Loigny, les uns s'échappèrent pendant la nuit, les autres se firent tuer, et l'on vit l'un d'eux, après avoir tiré toutes ses cartouches, se jeter à genoux pour recevoir le coup de la mort.

Telle fut cette charge de Loigny, désormais célèbre comme celles d'Inkermann et de Palestro. Elle eût aussi gagné une victoire si deux bataillons seulement avaient secondé ce vaillant effort. Mais, contre une armée, que pouvaient faire de plus les zouaves pontificaux que de donner l'exemple? Ce n'est pas la faute du général qui leur a demandé ce sacrifice dans un moment désespéré. Lui aussi s'est immolé à leur tête, et ils ont marché ensemble parce qu'il le fallait. Dieu merci, la gloire n'est pas seulement dans le succès, et les Volontaires de l'Ouest ont eu, ce jour-là, le bonheur inappréciable de faire quelque chose

pour l'honneur des armes françaises. Peut-être aussi, selon la remarque de plusieurs officiers bien capables de les juger, ils ont donné un bon exemple en attaquant de loin et franchement non-seulement l'infanterie mais l'artillerie prussienne. Ils ont pu l'atteindre en marchant jusqu'à elle en tirailleurs, de façon à rendre presque nul l'effet de ses projectiles. N'eût-il pas été possible bien des fois à nos bataillons, pendant cette campagne, de faire avec succès la même manœuvre? Plusieurs lignes de tirailleurs, se soutenant l'une l'autre, auraient abordé les batteries prussiennes, auraient obligé à se démasquer leur infanterie qui s'abritait derrière ces canons trop redoutés, et l'on eût ainsi retrouvé en mainte occasion l'emploi de la valeur française, que des fantassins allemands n'arrêteront jamais.

La journée du 2 décembre était perdue, bien que le 16e corps se fût maintenu sur ses positions du matin. Le 17e corps, privé de son intrépide général, se ralliait découragé à Patay. Là le 2e bataillon des zouaves, revenant le soir de Gommiers, rejoignit les débris du 1er bataillon. Quel deuil et quelles larmes lorsqu'on retrouva la place

vide de tant d'amis et de frères! On fit l'appel, et de trois cents qui étaient partis le matin, on vit que deux cent sept et onze officiers étaient absents[1].

On n'avait pu rapporter que bien peu de blessés, malgré le zèle du R. P. Doussot et des chirurgiens. Le reste était aux mains de l'ennemi, couché avec les morts sous la neige qui commençait à tomber et sans secours... Combien sans doute expirèrent pendant cette nuit lamentable, et quelles nobles victimes sur ce champ de mort! Troussures, Gastebois, Pierre de Lagrange, Wagner, Quéré, Jean de Bellevue, Paul de la Bégassière, Fernand de Ferron, les deux Mauduit du Plessis, Neyron, de Barry, de la Touche, Saulnier, Catherin, de la Brosse, du Bourg, de Suze, Houdet, Villebois, Pontourny, tant d'autres qui avaient donné leur vie à Dieu et à la France!

Les Prussiens, qui comptaient quatre ou cinq mille hommes hors de combat, n'avaient guère le temps de songer à nos blessés. Ils en portèrent quelques-uns dans la ferme voisine de Villours, entre autres le colonel de Charette et le capitaine

[1] Les mobiles avaient perdu cent cinquante hommes et les francs-tireurs une soixantaine, avec plusieurs officiers blessés.

de Ferron. Les autres restèrent sur le terrain, et parmi eux le général de Sonis, baigné de son sang. Sa blessure était horrible; mais ni la souffrance ni ce cruel abandon ne purent abattre un moment son courage. Sa foi lui avait déjà révélé le mystère de cette guerre terrible. « Je me suis déjà condamné à mort », écrivait-il à un ami en entrant en campagne; et quand il eut fait, à Loigny, tout ce que pouvait un grand capitaine et un vaillant soldat, quand il vit du moins toute son artillerie sauvée et la retraite de l'armée assurée, il attendit la mort avec la sérénité d'une âme chrétienne en qui la piété surpassait tous les autres sentiments. Mais Dieu n'accepta qu'à moitié le sacrifice du héros et ne voulut pas enlever un tel serviteur à la France.

CHAPITRE NEUVIÈME.

AMBULANCES ET FUNÉRAILLES.

Le mouvement de l'armée de la Loire vers Paris échoua à Loigny. On ne pouvait le lendemain recommencer la lutte avec des troupes si maltraitées et contre les armées réunies du grand-duc et du prince Frédéric-Charles. L'ordre fut donné à toute l'armée de se replier sur ses positions des jours précédents, de manière toutefois à couvrir Orléans. Mais les mouvements de l'ennemi pendant la journée du 3 décembre détruisirent cette combinaison en partageant l'armée. Le 15e corps, avec le général en chef, se replia sur Orléans qu'il essaya de défendre; le 16e et le 17e, avec le général Chanzy, sur la vallée de la Loire. Pendant cette retraite, où l'armée se laissait aller à un découragement d'autant plus profond qu'elle avait conçu la veille de grandes espérances, les Volontaires de l'Ouest de-

meurèrent attachés à la réserve qui couvrait la retraite. Le 3 ils restèrent une partie du jour en position auprès de leurs batteries, à Gémigny; mais l'ennemi se contenta de nous menacer.

Les zouaves firent étape le premier jour à Rozières et le lendemain à Meung. Le général Guépratte, commandant provisoire du 17e corps, ne voulut pas les garder dans l'état pitoyable auquel ils étaient réduits. Du 1er bataillon il ne restait guère plus que cent cinquante hommes à peu près sans cadres. Le 2e, moins nombreux que le premier dès le commencement, avait perdu par les maladies beaucoup de soldats; le reste se trouvait dans un dénûment à ne pouvoir continuer longtemps la campagne. Le commandant du 17e corps pensa avec raison que le 1er bataillon aurait besoin du second pour se reformer promptement, et il leur donna l'ordre de rejoindre ensemble leur dépôt à Poitiers. Les deux bataillons, commandés par Le Gonidec, partirent de Meung pour Beaugency et de là pour Mer, d'où le chemin de fer les transporta à Poitiers. Ils y arrivèrent le 7 décembre.

On avait laissé aux Prussiens le champ de bataille : il fallait leur laisser en même temps le

soin de nos blessés. Mais eux-mêmes en avaient plusieurs milliers. Toutes les ressources du pays environnant étaient épuisées par d'immenses armées et le village même de Loigny à moitié brûlé. Ce fut là pourtant qu'on entassa par centaines, dans les maisons et dans les granges, sans paille et sans couvertures, nos malheureux blessés mourant de faim autant que de froid. Tous auraient péri sans les secours apportés de Janville, de Chartres et d'autres villes, sans le dévouement et le zèle ingénieux de plusieurs médecins militaires, les docteurs Baumetz, Chaland et d'autres [1], qui restèrent là et parvinrent à organiser une ambulance. Un homme de cœur les aidait, M. l'abbé Batard, aumônier des mobiles de la Mayenne, qui prodiguait ses soins avec son ministère aux zouaves délaissés. Peu de jours après, la plupart furent transportés dans les villes voisines, à Janville, à Voves, à Chartres, à Orléans, où la charité s'empressa de les recueillir.

[1] C'étaient les médecins ou aides-majors des mobiles de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Dordogne, les docteurs Boucher, Rabout, Labrousse, Barault, Potel et Lamain. Ils ont sauvé beaucoup de nos blessés.

Dans ces tristes journées, il y eut aussi un prêtre qui mérita la reconnaissance des zouaves et de bien des Français. Ce fut le curé de Loigny, le vénérable abbé Theuré, dont l'étroit et pauvre presbytère se changea en un sanglant hôpital. On y porta le colonel de Charette, le capitaine de Ferron, plusieurs zouaves [1], et le général de Sonis. Le bon curé leur livrait avec joie tout ce qu'il possédait, et il faudrait l'entendre raconter lui-même son admiration pour le général, pour ce héros véritablement saint, qui bénissait Dieu quand le chirurgien vint lui amputer la cuisse.

Cette résignation calme et sereine aux plus cruelles souffrances, cette force surhumaine que l'on puise dans la foi chrétienne et qui est la première récompense du sacrifice, les zouaves pontificaux en donnèrent aussi l'exemple. Tous ceux qui les ont soignés pourraient citer bien des traits de leur courage et de leur piété, mais je n'en raconterai qu'un. Dans cette ambulance de Loigny, un simple zouave, Thébault, avait la jambe fracassée d'une balle et il fallait l'amputer. Médecin lui-même, il appréciait fort bien son état et ne

[1] Entre autres le comte de Verthamon, qui y mourut.

s'en plaignait pas. Quand le chirurgien vint lui annoncer la cruelle nécessité, usant de détours pour l'y préparer : « Allons, docteur, dit le zouave, ne faisons pas tant de façons. Vous devez me couper la jambe, je le sais et je suis prêt. Seulement, rendez-moi un service : mettez-vous à genoux là et récitons ensemble une prière; puis vous ferez l'opération et nous prierons encore après. » Et le docteur consentit à la demande du blessé.

L'ennemi, selon l'usage, fit relever et enterrer les morts par les paysans. Hélas! personne ne put reconnaître les zouaves et leur faire des funérailles. En vain, quelques jours après, leurs parents, leurs amis essayèrent-ils d'arriver à Loigny pour retrouver, dans une ambulance ou dans un cimetière, ceux qu'ils pleuraient. Les Prussiens ne permettaient alors à aucun Français de pénétrer dans leurs lignes, et ils restèrent inflexibles. En vain un des aumôniers du régiment, le P. de Gerlache, partit malade lui-même pour l'Allemagne, afin d'y obtenir une permission d'explorer les ambulances et les sépultures des zouaves. Sa tentative fut vaine comme les autres. Et c'est ainsi que tant de familles françaises n'ont pu retrouver au

moins les restes de leurs enfants glorieusement tués. A Loigny, deux grandes fosses contiennent les zouaves pontificaux, qui reposent là tous ensemble, non pas oubliés, mais sans honneurs, jusqu'au jour où un monument digne d'eux s'y élèvera.

Quelques-uns cependant ont été plus heureux. Le colonel de Charette, ne pouvant parcourir lui-même le champ de bataille pour reconnaître ses zouaves, avait fait rechercher du moins les officiers tués. On lui apporta le commandant de Troussures, le capitaine de Gastebois, le lieutenant Vetch et un sous-officier, Joseph de Vogüé. M. de Charette leur fit creuser une fosse où leurs parents les ont retrouvés. Mais il voulut, tout blessé qu'il était, les ensevelir lui-même. Il se traîna dans le cimetière de Loigny, dans ce cimetière couvert de débris et de sang qui attestait l'héroïque défense des chasseurs, et là il se pencha en priant et en pleurant sur cette fosse où l'on couchait ceux que j'ai nommés. C'est qu'elle ne renfermait pas seulement pour lui de fidèles et intrépides compagnons, tels que Vetch et Vogüé. Le colonel y contemplait pour la dernière fois deux amis qui lui laissaient,

comme à bien d'autres, des regrets inconsolables, Fernand de Troussures et Albert de Gastebois.

Il y a six ou sept ans, quand la question romaine semblait assoupie et la protection de la France garantie au Saint-Siége, le petit bataillon des zouaves pontificaux attendait en silence que son heure fût revenue. On lui donnait pour garnison de jolies petites villes aux environs de Rome, dans une contrée délicieuse faite pour le plaisir et l'oisiveté. Ce n'était point là cependant notre vie. La garnison des zouaves était une école militaire où l'on manœuvrait sans cesse, les sous-officiers surtout, les caporaux, et tous ceux qui aspiraient à recevoir des grades. C'était le capitaine adjudant-major de Troussures qui dirigeait ces écoles avec une science toujours prête et une rigueur inflexible. Et cependant il était moins sévère pour les autres que pour lui-même. Vous vous en souvenez, mes chers camarades, et vous lui rendez le même hommage. Ses leçons et ses exemples nous ont appris ce noble métier qu'il aimait et pratiquait si bien; et si, à notre tour, nous avons su commander à des hommes, si nous avons maintenu partout l'honneur du régiment, c'est à lui, pour une large part,

que nous le devons. Lorsque le capitaine de Troussures fut nommé chef de bataillon, son rôle grandit encore dans le régiment, et tous les catholiques savent quelle part brillante il eut, dans la campagne de 1867, aux combats de Nérola et de Mentana. C'est à Loigny que devait se fermer tout à coup cette carrière déjà si pleine et encore, hélas! si féconde... Mais Fernand de Troussures y trouva la mort des héros. Au moment où la ligne des zouaves s'ébranlait sous le feu croisé des canons pour marcher à l'ennemi, il embrassa M. de Sonis : « Mon général, dit-il, que vous êtes bon de nous mener à une telle fête! » Et peu d'instants après, du milieu de cette fête sanglante, Dieu l'enlevait pour lui donner la récompense de tant de services rendus à sa cause.

Il tomba quelques pas plus loin, cet autre soldat de l'Église que personne n'a connu sans l'aimer, Albert de Gastebois. Rarement on a vu dans une âme tant de qualités ensemble. Le feu de l'intelligence, la hauteur du caractère, la sensibilité exquise du cœur, tous ces dons Gastebois les portait en lui pour ainsi dire sans le savoir, car il les voilait d'une modestie impénétrable. Mais lorsqu'on

entendait le soir dans le monde sa causerie fine et charmante, et qu'on le retrouvait le lendemain au quartier, exact et sévère au milieu de soldats qui l'adoraient, on se demandait dans quelle carrière, sur quel théâtre il n'eût pas brillé au premier rang. On le vit, en 1867, soigner les cholériques à Albano; puis, dans les divers combats contre Garibaldi, à la défense de Rome, partout aller au-devant du danger. A Loigny, après avoir franchi le petit bois, au plus fort de la lutte, il menait sa compagnie avec cette ardeur contenue et ce courage hautain qui étaient sa nature même. Trois balles le renversent. Un de ses sergents, Maurice de Lavalette, accourt et le relève dans ses bras : « Dis à ma mère que j'ai communié ce matin », murmure Gastebois.... Deux balles le frappent encore et il tombe expirant.

Albert, Fernand, chers amis, vous étiez de ceux que la terre ne doit pas porter longtemps, parce qu'elle n'a rien d'assez bon ni d'assez grand pour leurs désirs. Ce que vous aimiez, ce que vous cherchiez ici-bas appartient à un autre monde, et Dieu vous l'a donné. La seule joie véritable de cette vie, le bonheur de se dévouer tout entier à la justice,

à la religion, à la patrie, vous l'avez eu, et aussi plein, aussi glorieux qu'un cœur d'homme le puisse rêver. Comme Adéodat et Emmanuel Dufournel, comme Guillemin, de Veaux, Quélen, comme tous nos compagnons morts pour l'Église, vous êtes tombés dans le sang des justes, les armes à la main et le regard vers le ciel.

Oh! que de larmes ont coulé et couleront encore sur ces tombes de Loigny! Que de mères à jamais désolées! Quels fils, quels frères, quels amis enlevés à des tendresses sans bornes! Je voudrais tous les nommer : mais à quoi bon? Ils étaient tous dignes les uns des autres et du drapeau sacré sous lequel ils ont combattu. Tous se ressemblaient au feu, quel que fût d'ailleurs leur caractère : les uns jeunes, insouciants, d'un esprit toujours vif et joyeux, comme Robert Vetch et Édouard du Boischevalier; les autres, comme Pierre de Lagrange, d'une piété austère et ardente qui demandait sans cesse à Dieu la grâce du martyre.

Oui, la fleur de nos rangs fut moissonnée dans ce terrible combat, et le monde ne saura jamais de quel sang a été arrosée cette terre de Loigny. La France ignore qu'elle a perdu là les meilleurs

de ses fils, les plus aimants et les plus dévoués à leur mère. Mais puisque c'est pour elle qu'ils sont morts, puisqu'ils se sont donnés à elle sans regarder en arrière, puisqu'il a fallu, pour expier tant d'erreurs, des victimes si pures et si belles, attendons le jour où Dieu se souviendra de nos sacrifices, et ne désespérons pas.

CHAPITRE DIXIÈME.

LE 3e BATAILLON AU 21e CORPS D'ARMÉE.

Le 3e bataillon était venu, le 27 novembre, du Mans à Parigné-l'Évêque, se résignant à vivre pour un temps séparé de ses aînés, et dès son entrée en campagne il fut accueilli comme eux par l'armée. Le général Jaurès traita les zouaves pontificaux avec autant de faveur que M. de Sonis. Il les mit aussitôt dans sa réserve, composée de deux bataillons de fusiliers marins et de quelques escadrons de choix et commandée par M. Effantin, major du 6e dragons, qui témoigna lui aussi beaucoup de sympathie aux Volontaires de l'Ouest.

Assuré qu'il ne serait pas attaqué et que les Prussiens s'étaient rabattus sur Orléans, le général se mit en mouvement pour aller appuyer l'armée de la Loire. Toutes les divisions furent dirigées par Vendôme vers la forêt de Marchenoir. La réserve passa par le Grand-Lucé et Saint-Calais.

En route les Volontaires de l'Ouest, les fusiliers marins et les canonniers qu'ils escortaient se lièrent vite d'amitié. Dans cette campagne, partout où les zouaves pontificaux et les marins se sont rencontrés, ils ont toujours eu le même penchant à se rapprocher et à vivre ensemble en bons camarades. Ce n'était pas seulement par une même habitude de l'obéissance et de la discipline, mais, il me semble, par une certaine ressemblance de caractère et de tempérament. Le spectacle incessant d'un élément terrible et qui se joue des forces humaines donne aux marins ce mépris tranquille de la mort et cette profonde insouciance qui plaît en eux. Bien des fois j'ai retrouvé comme trait distinctif, sur la physionomie de nos zouaves, la même insouciance grave et intelligente qui leur venait de la pratique du devoir et d'une confiance absolue dans la volonté de Dieu.

Le 5 décembre toutes les divisions du 21e corps avaient pris leurs positions à l'est de la forêt de Marchenoir, sur une ligne du nord au sud, de manière à former la gauche de la deuxième armée de la Loire qui allait commencer sa retraite. Ainsi le 3e bataillon des zouaves entrait dans cette armée

au moment même où les deux premiers la quittaient, et ils ne se rencontrèrent pas. Le quartier général du 21e corps était resté à Marchenoir[1] et les Volontaires de l'Ouest, campés auprès, en eurent, dès ce moment, la garde à eux seuls. C'était un honneur singulier que leur faisait le général Jaurès, mais ils y perdirent celui de prendre une part active aux grands combats qui allaient se livrer, où le 21e corps eut toujours la plupart de ses divisions engagées.

Le 7 commença cette terrible bataille de quatre jours, pendant laquelle la deuxième armée résista à toutes les forces du grand-duc et du prince Frédéric-Charles sans perdre une position. Ce fut l'honneur du général Chanzy, qui trouva moyen, avec ses troupes médiocres, de faire une magnifique défense.

Le premier jour les zouaves entendirent de loin le canon, mais ne reçurent point l'ordre de marcher. Couëssin, qui n'aimait pas à laisser ses soldats oisifs et les savait d'ailleurs mal exercés, leur fit faire l'école de tirailleurs. Pendant cette manœuvre, M. Jaurès sortit avec quelques officiers du quartier général et vint complimenter Couëssin :

[1] Voir aux cartes, planche II.

« Bravo, capitaine! dit-il, manœuvrer au son du canon, c'est savoir employer son temps. Mais gardez vos forces pour demain. »

Le lendemain, en effet, la réserve du 21e corps se porta à Lorges pour être prête à entrer en ligne; mais les zouaves revinrent camper au Plessis-l'Échelle avec l'état-major général.

Le 9, la bataille fut acharnée et les Prussiens attaquèrent vigoureusement le 21e corps. Les Volontaires et les marins étaient dès le matin en position à Lorges auprès des batteries de réserve, et, d'une hauteur voisine, ils pouvaient suivre toutes les péripéties d'une immense bataille qui se déroulait devant eux. Le général Jaurès était de sa personne à Poisly où se battait l'une de ses divisions. Vers le soir, l'ennemi prononçant de plus en plus l'attaque sur ce village, un officier vint chercher à la réserve une batterie de mitrailleuses, et les zouaves partirent avec elle. En arrivant près de Poisly ils virent le général qui venait à eux. « Ah! voici mes zouaves, dit M. Jaurès. Vous ne vous plaindrez plus de ne pas marcher à l'ennemi. » Les obus commençaient à tomber près d'eux et ils s'attendaient à être lancés en avant. Coüessin

fit alors déployer un fanion où était brodée une image de la Sainte Vierge. Le général l'aperçut et dit : « Vous avez là un joli drapeau, qui vous portera bonheur. » Ainsi les zouaves pontificaux, n'ayant plus l'étendard sacré de l'Église à porter, voulaient encore aller au combat sous un signe religieux. Ils demandèrent un drapeau à leur foi, se mettant les uns sous la protection du Christ, les autres sous celle de sa Mère, tous avec la croyance que le secours ne pouvait plus venir que d'en haut.

Mais les zouaves n'allèrent pas plus avant, l'ennemi fut repoussé sans eux et ils revinrent camper à Lorges auprès de leurs batteries. Le lendemain encore ils furent réduits au triste rôle de spectateurs d'une bataille qui établit le succès définitif des Allemands. La deuxième armée de la Loire se mit en retraite le jour suivant, en commençant par la droite. Le 21e corps ne quitta ses positions que le 12 décembre, se dirigeant sur Fréteval. La veille le capitaine de Falaiseau, arrivant de Poitiers avec sa batterie de montagne, se joignit au 3e bataillon.

Ce fut un chagrin pour les zouaves de suivre

cette retraite sans avoir eux-mêmes tiré un coup de fusil. Ils s'en plaignaient volontiers au général Jaurès, qui leur répondait : « Vous êtes ma garde. Quand vous marcherez à l'ennemi, c'est que je marcherai aussi avec mon état-major. Il faut bien que je garde pour un moment décisif les soldats sur lesquels je peux tout à fait compter. »

On se tromperait pourtant si l'on croyait que cette position un peu privilégiée du 3e bataillon au 21e corps éveillât quelque jalousie parmi les autres régiments. Loin de là : les Volontaires de l'Ouest vivaient en parfaite intelligence avec toutes les troupes et surtout avec celles qui faisaient le mieux leur devoir. Tous les officiers leur savaient bon gré de donner l'exemple de la discipline, et bien des fois les zouaves ont entendu des soldats murmurer en passant près d'eux : « Ces hommes-là ont quelque chose que les autres n'ont pas. »

C'est une chose noble et touchante en effet que l'obéissance militaire, lorsqu'elle n'est pas appuyée sur la crainte des punitions, lorsqu'elle est aimée de ceux qui la pratiquent et inspirée par ceux qui ont le droit de l'imposer. Bien souvent, à Rome et en France, en garnison comme en campagne, nos

habitudes ont étonné les corps militaires à côté de qui nous vivions. On regardait avec surprise les officiers de zouaves, lorsqu'ils n'étaient pas sous les armes ou dans quelque service, oublier volontiers leur grade en causant avec leurs subordonnés qui devaient seuls s'en souvenir. La discipline pourtant ne perdait rien à cette familiarité; l'obéissance en devenait seulement plus douce et plus facile. C'était un hommage rendu à l'égalité de tous les volontaires dans le dévouement à une même cause, et je ne dis pas que cet exemple puisse être imité partout impunément. Mais il montre du moins combien des soldats animés de la croyance chrétienne sont plus aisés à conduire, et combien ce sentiment peut aider l'esprit militaire.

Les Volontaires de l'Ouest assistèrent encore, sans être engagés, à l'affaire de Fréteval, où les marins se battirent si vaillamment; puis ils continuèrent vers l'ouest leurs tristes marches accompagnées par les roulements lointains du canon. Le dégel avait succédé au froid rigoureux des premiers jours de décembre, et il fallait marcher tout le jour et camper la nuit dans une boue profonde,

Mais rien ne lassa la patience de nos soldats. Revenus sans gloire de cette campagne où ils n'avaient pas combattu, il leur restait du moins un honneur et une consolation, l'estime hautement exprimée de tous les officiers du 21e corps. Le capitaine de Couëssin, par l'énergie, la sagesse et l'activité qu'il déploya dans son commandement, montra tout ce qu'il aurait pu faire devant l'ennemi s'il avait eu la chance de combattre.

Le 3e bataillon arriva le 20 décembre au village de Sargé, à une lieue et demie au nord du Mans, et il resta là cantonné autour du quartier général. La deuxième armée de la Loire avait pris ses positions autour du Mans, et traçait à l'est de cette ville un grand demi-cercle dont la gauche était formée par le 21e corps.

CHAPITRE ONZIÈME.

RÉORGANISATION.
ÉVASION DU COLONEL DE CHARETTE.

Le lecteur connaît maintenant assez les zouaves pontificaux pour se figurer comment on reçut à Poitiers les glorieux débris du désastre de Loigny, avec quelle joie on embrassait les survivants, avec quelle tristesse on cherchait les absents. Depuis Castelfidardo, le régiment n'avait pas subi une pareille épreuve et de telles pertes : le colonel, deux capitaines, plusieurs lieutenants blessés et prisonniers, un commandant blessé, plusieurs officiers tués, et parmi eux celui qui aurait à tous les titres suppléé le colonel, le commandant de Troussures. On ne recevait point de nouvelles du 3e bataillon, qu'on savait être devant l'ennemi. Un deuil sinistre s'étendait sur notre cher régiment, hélas !

en même temps que sur la patrie, qui venait de perdre devant Orléans ses plus belles espérances.

Le commandant d'Albiousse trouva alors dans sa profonde piété une confiance qu'il sut nous inspirer à tous. Il l'exprima dans un ordre du jour si éloquent que tous les journaux de ce temps-là l'ont reproduit [1]. « Tant qu'il y aura en France un christ et une épée, disait le commandant, nous avons le droit d'espérer. » Et nous pensâmes comme lui.

Les ressources ne nous manquaient pas. Le dépôt renfermait quatre cents hommes aussi choisis, aussi pleins de bonne volonté que leurs aînés, et le recrutement était toujours fécond, bien qu'il nous donnât surtout des enfants ou des hommes faits. Nos magasins étaient fournis d'équipements de toutes sortes, et l'on faisait fabriquer de tous côtés des uniformes. La réorganisation des deux bataillons commença. Ils refirent leur équipement et se reposèrent de leurs fatigues, reçus d'ailleurs avec le plus vif empressement par tous les habitants de Poitiers. Les zouaves pontificaux n'oublieront pas l'hospitalité cordiale et généreuse

[1] Voir aux Notes, n° 2.

qu'ils ont trouvée dans cette ville toute chrétienne et en particulier auprès de son illustre évêque.

Peu de jours après vint à Poitiers le général de Curten, chargé par le ministre de la guerre de rassembler toutes les troupes qu'il trouverait disponibles et d'aller avec elles opérer dans la vallée de la Loire, sur le flanc gauche des Prussiens. M. de Curten passa en revue les Volontaires de l'Ouest, les félicita sur leur bonne tenue, et leur déclara qu'il allait les emmener à Tours. En vain le commandant d'Albiousse lui représenta la désorganisation où se trouvaient encore les bataillons revenus de la campagne, M. de Curten allégua l'ordre du ministre de prendre à Poitiers tout ce qui pourrait marcher. Il ajouta que l'on pourrait bien avec les deux bataillons lui en former un, et qu'il s'en contenterait.

Comme il n'y avait point eu encore de bataillon régulièrement détaché, c'était, aux termes du règlement, le 1er qui devait partir. On refit donc ses cadres en empruntant ceux du deuxième, et on les remplit avec les hommes du dépôt. M. de Curten nomma de son autorité quelques officiers. Le 18 décembre, le 1er bataillon, commandé pro-

visoirement par Le Gonidec, partit pour Tours avec le général, qui voulut aussi emmener les éclaireurs.

Mais le commandant d'Albiousse voyant, comme nous tous, avec le plus vif déplaisir cette dispersion incessante à laquelle semblait vouée le régiment, envoya à Bordeaux un officier pour porter une réclamation au ministre de la guerre. Cet officier, M. Gambetta étant absent, vit M. de Freycinet et lui représenta qu'en séparant toujours les uns des autres les Volontaires de l'Ouest on n'en tirait pas un bon parti, qu'ils se battraient plus volontiers étant réunis et pourraient, à l'occasion, rendre d'importants serviees. M. de Freycinet accueillit très-bien ces observations et donna aussitôt l'ordre de réunir le 1er bataillon au 3e, dans le 21e corps. Le 1er bataillon partit de Tours et arriva au Mans le 23 décembre, joyeux de retrouver après une longue séparation ses compagnons d'armes. Mais Le Gonidec représenta au général Jaurès que cette troupe tout à fait improvisée devait compléter son équipement et surtout son instruction, et qu'il serait bon, pour ces deux objets, de la laisser en garnison au Mans. M. Jaurès y consentit et le

1er bataillon resta au couvent de Sainte-Croix. Le capitaine Lallemand quitta les fonctions de major de la garnison au Mans, pour prendre celles d'adjudant-major dans ce même bataillon, dont il poussa activement l'instruction. Peu de jours après le commandant de Moncuit, guéri de sa blessure, rejoignit sa troupe et Le Gonidec retourna à Poitiers. Quant aux éclaireurs, un peloton resta avec le général de Curten et l'autre vint au Mans, où le général Jaurès le prit dans son escorte.

Le commandant d'Albiousse avait d'abord cherché le moyen de communiquer avec le colonel prisonnier. On savait que M. de Charette n'était pas grièvement blessé et qu'il vivait dans une maison hospitalière, inconnue aux Prussiens ou du moins peu surveillée. En effet, dès que le colonel se fut assuré que les blessés de Loigny étaient transportés dans les villes voisines, il dit adieu au général de Sonis et au bon curé qui le soignait, et partit en secret, comptant bien s'échapper des lignes prussiennes du côté de Bonneval. Mais arrivé à Voves, la douleur de sa blessure devint si aiguë qu'il lui fallut s'arrêter et différer son projet. Le colonel se

souvint qu'on lui avait offert l'hospitalité au château voisin de Reverseau et il s'y fit transporter.

Je ne voudrais pas soulever les voiles dont la charité chrétienne aime à se couvrir. Mais il y a des actions si belles qu'on ne saurait les taire, et qu'il est bon de les raconter au monde pour le consoler par le spectacle d'une incomparable vertu. Madame la comtesse de Gouvion Saint-Cyr avait fait de son château une vaste ambulance où elle a soigné, pendant toute la campagne, plus de soixante-dix blessés. Mais c'était peu pour elle de leur prodiguer des remèdes et des soins. Comme une sœur de charité, la comtesse pansait elle-même chaque jour tous ses malades. Elle assistait à toutes les opérations de chirurgie, même les plus horribles, récitant quelques prières à côté du patient. Enfin, lorsqu'un blessé succombait, elle l'ensevelissait de ses mains. Ce fut elle, ce fut cette demeure bénie qui accueillit M. de Charette et le capitaine de Ferron. Le colonel avait la cuisse traversée d'une balle; mais il songeait beaucoup moins à sa guérison qu'aux moyens de rejoindre son régiment. Il put écrire au commandant d'Albiousse que les Prussiens ignoraient à peu près sa

retraite, et qu'il tenterait de s'échapper si quelqu'un lui prêtait la main.

Un lieutenant des éclaireurs de la légion, le vicomte de Sapinaud, accepta cette dangereuse mission. Il traversa Orléans, arriva sans encombre au château et y trouva un prêtre de Nantes, M. Peigné, qui voulait aussi aider le colonel. Tous trois partent un soir, déguisés tant bien que mal, dans une petite voiture, et prennent le chemin d'Orléans. Ils se trompent de route dans les ténèbres, se heurtent tout à coup à un poste prussien et pensent être reconnus. A Orléans le colonel s'arrête à peine quelques heures et repart avec le chirurgien militaire Chaland, qui soignait nos blessés. Le docteur a revêtu son uniforme et cette audace porte bonheur aux deux fugitifs. Ils évitent tous les postes ennemis à travers les champs et les bois de la Sologne, et pénètrent enfin dans les lignes françaises. Le 7 janvier au soir le colonel arrivait tout à coup à Poitiers, au milieu de ses compagnons étonnés et remplis de joie. Il semblait que la fortune du régiment nous revînt avec notre chef.

Le lendemain même le colonel, quoique épuisé de fatigue et boitant encore, car sa blessure n'é-

tait pas fermée, voulut voir ce qu'il y avait de soldats à Poitiers. Beaucoup d'entre eux ne le connaissaient pas, et pourtant le même cri d'enthousiasme partit de tous les rangs quand il parut devant eux. Heureux les hommes que précède une grande renommée et qui ne se trouvent pas au-dessous d'elle!

Le colonel oublia sa blessure, exprima toute sa joie à ses soldats dans un bel ordre du jour[1], et se remit de suite au travail. Il partit pour Bordeaux, voulant obtenir qu'on lui nommât de nouveaux officiers et que sa légion fût tout entière réunie sous ses ordres. Trois jours après il revint à Poitiers et s'apprêtait à repartir pour le théâtre de la guerre avec le 2e bataillon réorganisé, lorsqu'il reçut du Mans la nouvelle d'une grande bataille et d'une seconde hécatombe du régiment.

[1] Voir aux Notes, n° 3.

CHAPITRE DOUZIÈME.

COMBAT DE SAINT-HUBERT.

Le 6 janvier les deux armées allemandes du grand-duc de Mecklembourg et du prince Frédéric-Charles ayant repris leur marche sur l'Ouest et combinant leurs mouvements, le premier sur la droite, le second sur la gauche, commencèrent à attaquer les avant-postes de la deuxième armée de la Loire. La ville du Mans était manifestement le but des Prussiens. Ils voulaient en finir avec une armée qui menaçait toujours de secourir la capitale, et ils aimaient mieux l'attaquer au loin que de l'attendre, afin de pouvoir lui présenter encore la bataille si le sort leur était contraire. Le général Chanzy[1], suivant la même stratégie, ne voulait

[1] Pour le détail des opérations et des combats autour du Mans, on peut consulter le général Chanzy, *la Deuxième Armée de la Loire*.

pas attendre les Allemands et faisait attaquer leurs têtes de colonnes sur tous les points où elles se présentaient. Mais ces opérations n'atteignirent pas leur but; les avant-postes français furent repoussés l'un après l'autre et la deuxième armée se trouva réduite, le 9 janvier au soir, à garder les positions qui défendent le voisinage immédiat du Mans. A la droite était le 16e corps, au centre le 17e et à gauche le 21e.

Ce jour-là le 1er bataillon des Volontaires de l'Ouest reçut du général Jaurès l'ordre de quitter le Mans et d'aller passer la nuit à Yvré-l'Évêque, où il devait, le lendemain, rejoindre la réserve du 21e corps. Yvré est un village important sur la rive droite de l'Huisne, au nord-est et à cinq kilomètres environ du Mans[1]. Le 1er bataillon, toujours accompagné de celui des Côtes-du-Nord qui ne l'avait pas quitté depuis Loigny, gagna Yvré et fut cantonné dans le château des Arches, sur la rive gauche de l'Huisne. Diminué déjà par les maladies qui sévissaient dans l'armée, le 1er bataillon comptait à peine quatre cent trente hommes en ligne.

[1] Voir aux cartes, pl. III, pour ce chapitre et les suivants.

Le lendemain matin il rentra dans Yvré et y attendit le passage du 3e bataillon, qui venait de quitter ses cantonnements de Sargé avec le général Jaurès et allait prendre position à la gauche du champ de bataille. Mais le général Gougeard, commandant la 4e division du 21e corps et chargé avec la 2e division du 17e de défendre l'Huisne en avant d'Yvré, se plaignit au général Jaurès qu'on lui eût enlevé ses meilleures troupes pour renforcer la division Rousseau qui opérait à l'extrême gauche. Il pria donc M. Jaurès de lui laisser provisoirement le 1er bataillon des zouaves et celui des Côtes-du-Nord. Le général consentit à sa demande, et les deux bataillons de zouaves se trouvèrent encore séparés le jour même du combat. Il semble vraiment que durant toute la campagne une destinée invincible ait condamné les zouaves pontificaux à être toujours divisés et à ne combattre que par petites fractions, tandis qu'ils auraient pu, combattant tous ensemble, rendre de bien plus grands services. Le 3e bataillon partit donc seul avec le général Jaurès pour Montfort et le 1er resta à Yvré-l'Évêque.

Le général Chanzy avait ordonné, pour la jour-

née du 10, les mêmes attaques combinées qui avaient échoué la veille. Appuyées sur des positions excellentes ces opérations auraient pu réussir, mais il eût fallu les conduire avec plus d'ensemble. Or la division Pâris (2e du 17e corps), chargée de soutenir la division Gougeard dans un mouvement d'attaque sur les routes de Paris et de Saint-Calais, était revenue très-éprouvée, la veille, du combat d'Ardenay, et elle demeura immobile sur le plateau d'Auvours confié à sa garde. Le général Gougeard n'en voulut pas moins tenter sur la route de Saint-Calais un mouvement qui ne servit à rien, faute d'être appuyé, et l'immobilité de la division Pâris fut cause par là que l'ennemi enleva le village de Changé, malgré l'énergique résistance du colonel Ribell.

Vers une heure donc le général Gougeard, avec deux bataillons de mobilisés bretons, les Volontaires de l'Ouest, un détachement de ligne, deux pièces de 4, deux mitrailleuses américaines et un peloton de cavalerie en éclaireurs, passa l'Huisne, les zouaves en tête de sa colonne, et s'engagea sur la route de Saint-Calais. Une demi-lieue environ plus loin que l'embranchement de la route de

Paris les Prussiens furent signalés, et le général donna l'ordre aux zouaves pontificaux de se déployer en avant à quelque distance et d'attendre l'ennemi.

A droite et à gauche de la route s'étendaient de grands bois de pins. Les zouaves s'y jetèrent en tirailleurs, deux compagnies à droite (1re et 2e), deux à gauche (3e et 4e), et les deux autres en soutien au bord de la route. Le général Gougeard fit mettre ses pièces en batterie de manière à enfiler le chemin, disposa pour le combat le reste de ses troupes et attendit. Une tête de colonne allemande se présenta bientôt sur la route, qui est parfaitement droite. Elle fut accueillie par des salves de mitrailleuses et répondit avec ses canons. En même temps la ligne des zouaves déployée à droite de la route engageait la fusillade. Celles de gauche ne voyant pas l'ennemi restèrent silencieuses. Elles étaient d'ailleurs séparées des autres par ce combat d'artillerie qui partageait en deux la ligne des tirailleurs. Mais le général s'aperçut qu'il avait affaire à des forces supérieures, surtout en artillerie; la route de Paris n'étant pas gardée, il pouvait être tourné sur la gauche ; il jugea

donc prudent de ne pas s'engager à fond, et après une canonnade qui dura une demi-heure à peine et tua quelques hommes des deux côtés, il fit atteler ses pièces et battre en retraite. L'ordre était donné en même temps aux zouaves de se replier. Les deux compagnies de droite, renforcées pendant l'engagement par les compagnies de soutien et commandées par M. de Moncuit, s'étaient seules trouvées en présence de l'ennemi; mais protégées par l'épaisseur des bois elles n'avaient pas perdu un homme. Sur l'ordre du général elles se replièrent par la droite, toujours cachées, dans la direction d'Yvré-l'Évêque.

Par malheur, l'officier qui avait porté l'ordre de retraite au commandant des zouaves n'aperçut pas les compagnies déployées dans les bois à gauche de la route, et le commandant, les croyant averties comme elles auraient dû l'être à cause de leur éloignement, compta qu'elles le rejoindraient en arrière. Mais au contraire, n'ayant point reçu d'ordre, les deux compagnies restèrent immobiles à leur poste de tirailleurs, attendant que l'ennemi fût à leur portée et ne se doutant même pas de la retraite. Avec elles s'en trouvait une troisième,

appartenant au 25e régiment de ligne, de la division Gougeard, que le général avait envoyée au début de l'action pour les soutenir, et qui se battit avec elles.

L'artillerie des Prussiens, établie près de la ferme de Saint-Hubert, enfilait la route et poursuivait de ses obus la retraite du général Gougeard. Leur infanterie marcha en avant et leur aile gauche, voyant disparaître les tirailleurs du commandant de Moncuit, fit un mouvement de conversion sur la droite. Le détachement français, demeuré seul à son poste et couché dans les bois, se vit tout à coup en face de l'ennemi qui allait l'attaquer de front et le tourner sur sa droite, mais ne l'avait pas encore aperçu. Des deux compagnies de zouaves l'une était commandée par le capitaine de Fabry, officier plein d'expérience, l'autre par le lieutenant Benoist; celle de la ligne l'était aussi par d'énergiques officiers qui promirent à Fabry de ne pas le quitter et restèrent sous ses ordres. La petite troupe attendit résolûment l'ennemi et le reçut à bout portant par une vive fusillade. Les Allemands, vingt fois plus nombreux, ripostèrent par un feu terrible qui prenait les Français de face et en tra-

vers, sans les faire reculer. Ce violent combat dura près d'une demi-heure et fut sanglant de part et d'autre. La compagnie du lieutenant Benoist, qui formait la droite, supporta la plus rude part de l'attaque et son commandant déploya une vigueur admirable pour la maintenir. Mais le capitaine de Fabry, assuré que personne n'était plus là pour le soutenir et se voyant presque enveloppé par les lignes ennemies qui le débordaient, ordonna la retraite par le flanc gauche et sous les bois. C'était le seul moyen de salut. Il arriva de la sorte à la route de Paris et la trouva balayée aussi par des canons prussiens. Il fallut se jeter de nouveau dans les bois fouillés par les obus, et, à travers deux corps ennemis, gagner Yvré-l'Évêque. Fabry y ramena le soir les deux compagnies, qui avaient perdu trente-quatre hommes tués ou blessés. Le R. P. Doussot, aumônier du 1er bataillon, et l'aide-major Finot, restés dans une maison sur le champ de bataille, furent pris par l'ennemi. La compagnie de ligne, maintenue par ses officiers à côté des zouaves, n'était pas moins décimée.

Le combat de Saint-Hubert ne servait malheureusement à rien; mais c'était un honneur pour

une petite troupe de deux cent cinquante hommes à peine d'avoir tenu tête un moment à une brigade et de lui avoir échappé. On apprit quelques jours plus tard, par un officier prussien, que l'ennemi avait perdu, dans ce seul engagement, cent cinquante hommes et plusieurs officiers. L'ouvrage allemand sur la *Guerre de France,* par Rustow, raconte ainsi le combat : « La 12e brigade (Bismarck) parvint dans l'après-midi à Saint-Hubert, par la Coquillière; elle y rencontra les Français et fut enveloppée dans un long combat dans les bois... [1]. » Ce long combat, qui *enveloppait* une brigade prussienne, c'était la résistance d'une poignée de Français.

Le soir, les Volontaires de l'Ouest et les mobiles des Côtes-du-Nord reçurent du général Gougeard la garde du pont de l'Huisne, sur la route que menaçait l'ennemi.

[1] Voir *la Deuxième Armée de la Loire,* p. 596.

CHAPITRE TREIZIÈME.

BATAILLE DU MANS.

Le 11 janvier, malgré les échecs de la veille, l'armée française occupait autour du Mans de si solides positions qu'elle pouvait se tenir assurée du succès. Et jusqu'au soir en effet, malgré les péripéties de la bataille, elle garda la victoire. La droite (16e, 17e corps et mobilisés bretons) défendait une série de positions au sud-est du Mans, depuis la Sarthe jusqu'à Yvré-l'Évêque; la gauche (21e corps) couvrait le nord-est, et au centre, la division Pâris (2e du 17e corps) et la division Gougeard, sous le commandement supérieur du général de Colomb, défendaient le plateau d'Auvours et d'Yvré-l'Évêque. Trois corps d'armée prussiens, sous les ordres immédiats du prince Frédéric-Charles, manœuvraient contre les lignes françaises.

L'action s'engagea dès le matin par une violente canonnade qui demeura à l'avantage des Français. Leurs batteries commandaient partout celles de l'ennemi. Mais les Allemands ne se tenaient pas pour battus : ils attaquaient au contraire avec plus d'énergie encore que de coutume, comme des gens qui veulent en finir. Sur l'aile droite et sur l'aile gauche de l'armée leur infanterie aborda plusieurs fois nos positions, mais en vain. Au centre ils furent plus heureux. Ayant réussi à prendre, sur quelques troupes de la division Gougeard, le village de Champagné, leurs colonnes gravirent les pentes du plateau d'Auvours et commencèrent à en débusquer la division Pâris chargée de le défendre.

Le plateau d'Auvours est la clef du Mans. Plus élevé que toutes les hauteurs voisines, couvert lui-même de trois côtés par le cours de l'Huisne, ce plateau, de forme oblongue et très-étendu, commande à une grande distance le chemin de fer de Paris et toutes les routes qui conduisent au Mans du côté de l'est. Les Français y avaient élevé des épaulements et creusé des tranchées, les uns pour établir leurs batteries, les autres pour abriter des tirailleurs.

Le seul défaut de cette admirable position défensive, c'est que, bordée presque partout de pentes roides et boisées, elle est au contraire d'un accès facile vers Champagné, justement sur le point où l'ennemi devait l'aborder.

Appuyée par ses trois batteries divisionnaires et deux autres de la réserve du 17e corps, la division Pâris cependant ne suffisait pas à défendre ce vaste plateau, d'autant plus qu'elle avait perdu beaucoup de monde les jours précédents. Attaquée de front par de puissantes colonnes, prise en écharpe sur sa droite par les batteries prussiennes de la plaine, cette division laissa peu à peu les Allemands s'établir sur le plateau, et quand ils y eurent pris position, recevant sans cesse de nouveaux renforts, ils en chassèrent eux-mêmes les Français vers Yvré-l'Évêque. Il était alors environ trois heures.

Les Volontaires de l'Ouest, relevés le matin au pont d'Yvré par les francs-tireurs de Fontainebleau, attendaient dans le village, les faisceaux formés, et ne pensant pas, puisque nos affaires allaient bien, être engagés dans la journée. Une grande partie de la division Gougeard était dis-

persée sur plusieurs points dans le voisinage, pour la défense du cours de l'Huisne, et le général lui-même se tenait à Yvré. A trois heures le 1er bataillon reçut de M. Jaurès l'ordre de le rejoindre à Montfort et il s'apprêtait à partir, lorsque les soldats débandés de la division Pâris commencèrent à arriver dans Yvré, qui est situé à l'ouest et au pied du plateau d'Auvours, mais de l'autre côté de l'Huisne. La division Pâris offrait alors le plus triste spectacle. Elle descendait en désordre les pentes d'Auvours, canons et fantassins mêlés, et ces troupes venaient s'amonceler à l'entrée d'un petit pont, cherchant à gagner le village d'Yvré. Ce fut alors que le général de Colomb donna l'ordre au général Gougeard de rassembler ce qu'il pourrait de soldats et de reprendre, coûte que coûte, le plateau d'Auvours.

Le côté du plateau qui regarde Yvré est précisément le moins accessible. Les pentes sont droites, leur base couverte de taillis, le reste coupé de petits murs ou de talus élevés pour la culture; partout des arbres, des haies ou des buissons. Une couche épaisse de neige couvrait ces obstacles, cachait les creux ou les fossés et rendait l'ascension

presque impossible. Au sommet, des masses d'infanterie prussienne gardaient la position, abritées par des taillis, des maisons et ces mêmes ouvrages de campagne que les Français avaient élevés et qui allaient servir contre eux. La bataille était perdue si l'on n'essayait de reprendre le plateau.

Sur l'ordre du général Gougeard, les zouaves pontificaux, marchant par le flanc, passèrent le petit pont à travers les fuyards. Deux compagnies du bataillon des Côtes-du-Nord restées avec eux les suivaient. Le général Gougeard, avec l'énergie que demandait un si grave péril, essaya de rallier la division Pâris; mais il ne put entraîner qu'un demi-bataillon de mobiles du Gers et quelques débris. Frémissant de colère il vint aux zouaves : « Allons, messieurs, dit-il, en avant pour Dieu et la patrie! Le salut de l'armée l'exige. » Les zouaves se déployèrent en première ligne, les mobiles suivirent, et cette faible troupe, le général en tête, partit au pas de charge à l'attaque des collines d'Auvours.

Ils gravirent les pentes sous le feu des Prussiens, mais sans s'arrêter à leur répondre. En route des

soldats de toutes armes, de la division Pâris, se joignirent à eux, entre autres un fort détachement du 10e bataillon de chasseurs, demeuré là inébranlable dans un pli de terrain avec le commandant Tarillon. A mesure qne montaient les assaillants le feu de l'ennemi redoublait, et quand ils approchèrent des cimes la lutte devint terrible. Le général Gougeard eut son cheval percé de six balles. Les zouaves étaient conduits par le commandant de Moncuit, hardi et impassible, et par l'adjudant-major Lallemand, officier d'une rare intelligence et le plus brillant au feu qui se puisse rencontrer. La ligne des assaillants s'était fort étendue, pour embrasser le front circulaire du plateau, et présentait une série de combats sur tous les obstacles dont le sol était hérissé. L'extrême gauche essaya en vain de franchir les parapets d'une grande redoute que l'ennemi avait occupée, mais le centre emporta les positions.

Ce fut là, derrière quelques maisons, dans un champ planté d'arbres, au sommet du plateau, que la lutte fut le plus acharnée. On se battit pendant une heure corps à corps. Les Allemands s'abritaient dans un taillis et derrière de petits

épaulements élevés pour des tirailleurs, d'où ils fusillaient à bout portant les Volontaires qui se jetaient sur eux à la baïonnette. Là tombèrent bien des zouaves et plusieurs officiers : le capitaine du Bourg, le plus ancien soldat du régiment et l'un des meilleurs d'entre nous; le capitaine Belon, vétéran lui aussi de Castelfidardo; le capitaine de Bellevue, qui s'était couvert de gloire à Cercottes et à Loigny : tous les trois furent tués roides au premier rang. On vit des traits de bravoure admirables. Un prêtre, l'abbé Fouqueray, frère d'un zouave, avait suivi le bataillon pour remplacer le R. P. Doussot, prisonnier de la veille. On essaya de le retenir en arrière pendant le combat, mais quand il vit tomber les zouaves, il courut en avant sous les balles et fut tué sur le corps du capitaine de Bellevue qu'il assistait. Le lieutenant Garnier, après avoir perdu presque toute sa section, rassemblait des soldats épars, mobiles ou chasseurs, et chargeait avec eux. Ramené par la fusillade, il reformait son peloton derrière une masure et s'élançait de nouveau. A la troisième fois il tomba lui-même, la poitrine traversée. Le lendemain, prisonnier et soigné par les Prussiens, leurs offi-

ciers, témoins de son courage, venaient lui serrer la main en lui disant : « Brave Français ! »

Enfin à la chute du jour les zouaves étaient maîtres du sommet, et l'ennemi reculait devant eux. Mais il essaya de les tourner sur leur droite, les pentes du plateau, de ce côté-là, étant beaucoup plus inclinées. Dès le commencement de l'action on y avait détaché en observation la compagnie du lieutenant Benoist. Très-éprouvée dans le combat de la veille, cette compagnie, malgré ses efforts et l'énergie de son commandant, ne put arrêter l'ennemi. Benoist vit presque tous ses hommes renversés l'un après l'autre, lui-même fut frappé d'une balle dans la poitrine. Il ne voulut pas se laisser emporter, et, tandis que ses derniers soldats battaient en retraite, s'assit au pied d'un arbre, tourné, comme Bayard mourant, vers l'ennemi qui s'avançait. Un instant après il fut enveloppé, et les Allemands commencèrent à déborder.

Les zouaves, qui se battaient encore au sommet, furent étonnés de recevoir tout à coup des balles sur leur droite et crurent à quelque erreur des troupes qui les soutenaient. Le commandant de Moncuit envoya le capitaine Lallemand avec quel-

ques hommes reconnaître ce qui se passait. La nuit tombait, et Lallemand, ayant rencontré à quelque distance une troupe qui tirait de son côté, ne put dans l'obscurité reconnaître son uniforme. Il crut que c'étaient des mobiles et cria : « Ne tirez pas, nous sommes Français. — Et nous aussi, répond une voix de la troupe. — Quel régiment? — 51e de marche. » Lallemand s'approche, et à quelques pas on lui crie : « Rendez-vous. — Jamais! » répond l'impétueux capitaine, reconnaissant l'ennemi. Une décharge passe autour de lui sans le toucher. Il regarde les Prussiens en face, les bras croisés : « Maladroits! » leur crie-t-il, et se tournant, comme s'il avait eu un bataillon derrière lui, d'une voix forte il commande le feu. Les zouaves tirèrent et l'ennemi déconcerté battit en retraite.

Le plateau d'Auvours était reconquis. Les Volontaires de l'Ouest occupaient au centre toutes les positions dominantes, et les Allemands abandonnaient le reste pour se replier sur Champagné. Le 1er bataillon avait rendu à l'armée la victoire un moment compromise. Le succès de la journée semblait décisif et l'on raconte que le prince Frédéric-

Charles, désespérant de forcer les lignes du Mans, donna ce soir-là à toute son armée l'ordre de la retraite. Pourquoi fallut-il, deux heures plus tard, qu'une surprise, une panique déplorable des mobilisés bretons, livrât l'importante position de la Tuilerie au moment même où l'ennemi allait s'éloigner? Ce fut là un de ces hasards funestes qui s'acharnaient, depuis le commencement de la guerre, contre la fortune de la France.

Mais si la journée du 11 janvier devint inutile le lendemain, ce ne fut pas moins une victoire, et l'armée sut bien à qui elle en devait une part glorieuse. Vers le soir, le général Jaurès vint à Montfort trouver le 3e bataillon demeuré tout le jour en réserve auprès de ses batteries. Il s'arrêta au milieu d'un groupe d'officiers et leur dit : « Messieurs, votre 1er bataillon a vigoureusement donné à Yvré : ses pertes sont cruelles, mais il a rendu un grand service. Ne vous plaignez pas de votre inaction, votre tour viendra. » Et quelques pas plus loin, Couëssin ayant accompagné le général, M. Jaurès lui répéta : « Votre 1er bataillon s'est brillamment montré. Sans lui les Prussiens seraient peut-être au Mans à cette heure. »

A ce témoignage bienveillant de M. Jaurès, on me permettra de joindre celui du général Chanzy : « Les Volontaires de l'Ouest s'étaient montrés héroïques », dit-il en parlant du 1er bataillon [1]. Le général Gougeard, qui mena la charge d'Auvours avec sa fougue et son intrépidité ordinaires, a écrit des zouaves « qu'il regardera comme un éternel honneur d'avoir commandé à de pareils hommes [2]. »

Le 1er bataillon resta sur le terrain qu'il venait de conquérir et qui était couvert de ses morts et de ses blessés. Mais vers neuf heures du soir des troupes vinrent pour le relever. Épuisés de fatigue, les zouaves retournèrent à Yvré et bivouaquèrent à l'entrée du village. Hélas! la moitié seulement y revenait de ceux qui en étaient partis quelques heures auparavant. Outre les officiers que j'ai nommés, on comptait encore les lieutenants Le Bailly et Bonvalet blessés; parmi les morts, Joseph de Vaubernier, Féligonde, aussi brave qu'aimable, le sergent Lemarié, un de ces paysans de la vieille Vendée qui nous apportaient

[1] *La Deuxième Armée de la Loire*, p. 315.
[2] *L'Armée de Bretagne*, p. 54.

à Rome le type austère de leur race héroïque, Pelletier, de Geoffre, et les deux Fockedey, ces frères charmants qui ont laissé parmi nous un souvenir si pur de leur piété et de leur vaillance. Les mobiles des Côtes-du-Nord avaient aussi perdu la moitié de leur effectif et cinq de leurs six officiers.

Les blessés d'Auvours furent plus heureux que ceux de Loigny : dans la nuit on les releva tous et on les transporta au Mans. Là des amis généreux les recueillirent dans leurs maisons et les soignèrent avec tendresse. Parmi eux, je ne peux me défendre de citer MM. Goujon et Veillard, et surtout le R. P. Dulac, supérieur des Jésuites, d'une charité inépuisable pour nos soldats. Les morts furent ensevelis la plupart dans les cimetières d'Yvré et de Champagné; on les y a retrouvés plus tard et on leur a fait une sépulture au Mans, dans le couvent des Jésuites de Sainte-Croix [1]. Dans ce même couvent, le lendemain de la bataille, des officiers prussiens entrèrent et virent étendus dans une salle les corps des trois capitaines de

[1] Ce fut le R. P. de Gerlache, accompagné de deux officiers du régiment, qui se chargea, deux mois après, de cette pieuse mission.

zouaves pontificaux tués la veille. Ils se découvrirent devant eux avec respect, honorant la bravoure de ces Français soldats du Pape, dont le nom ne leur était pas inconnu, et qu'ils avaient rencontrés dignes de leur ancienne réputation à la défense de leur patrie.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

RÉUNION DE LA LÉGION. — LA DIVISION DE CHARETTE.

Le 12 janvier à quatre heures du matin les débris du 1er bataillon, mal reposés d'une si rude journée, remontèrent sur le plateau d'Auvours à la garde des batteries de la division Gougeard. Mais les choses étaient bien changées depuis la veille. Les Allemands occupaient la hauteur de la Tuilerie enlevée aux mobilisés pendant la nuit, et de cette position, au sud-est du Mans, ils pouvaient lancer leurs obus dans la ville. Dès le matin l'armée tout entière battait en retraite pour passer la Sarthe sur divers points. A neuf heures on abandonna le plateau d'Auvours. L'artillerie, les parcs s'engageaient sur tous les chemins allant vers l'ouest. Le général Gougeard, craignant avec raison que l'ennemi ne vînt se jeter au milieu

de cette retraite, fit occuper fortement le village d'Yvré par quelques troupes d'infanterie. Les zouaves en étaient. Mais les Prussiens, soit ignorance de nos mouvements, soit lassitude après tant de combats, se bornèrent à entrer au Mans par le faubourg de Pontlieue, et l'armée put franchir la Sarthe sans être inquiétée. A midi les Volontaires de l'Ouest partaient d'Yvré pour Neuville, en suivant un mauvais chemin couvert de neige et de verglas, où ils escortaient deux batteries. A huit heures ils passèrent la Sarthe à Neuville, et en arrivant à onze heures du soir à la Guerche ils y retrouvèrent le 3e bataillon.

Celui-ci n'avait pas été engagé, mais il s'en était fallu de bien peu. La veille, à sept heures du soir, le général Jaurès l'envoyait à Sainte-Corneille, point menacé par l'ennemi. Le lendemain matin la division Collin le releva et les zouaves continuèrent leur route vers Savigné-l'Évêque. Peu après la division Collin fut attaquée, et repoussée jusqu'au carrefour de la route de Savigné et de celle du Mans à Bonnétable. Mais là, par bonheur, se trouvait établie solidement la division Villeneuve, qui résista jusqu'à la nuit et mit hors de

combat cinq mille Prussiens. Pendant ce combat la situation parut un moment si critique que M. Jaurès vint à Couëssin et lui dit : « Voici le moment. Si nous plions, nous sommes perdus. Prenez cette position près du village et défendez-vous, coûte que coûte. » Le 3e bataillon se déploya à une demi-lieue derrière la division Villeneuve, en avant de Savigné, et attendit. Mais le général de Villeneuve tint bon, et à la nuit on put continuer la retraite.

A la Guerche les deux bataillons se réunirent avec la tristesse de pareilles rencontres, lorsque l'on chercha en vain dans les rangs de vieux compagnons d'armes et des amis. Le général Jaurès réunit à sa réserve le 1er bataillon et les mobiles des Côtes-du-Nord. A trois heures du matin, le 13, on reprit la marche vers l'ouest, pour arriver la nuit suivante à Sillé-le-Guillaume. Ceux qui ont vu cette retraite s'en rappellent le désolant spectacle. Le général Jaurès, craignant sans cesse d'être coupé, marchait entouré de ses zouaves, comme il les appelait, les félicitant de leur constance au milieu de tant de misères et du bon exemple qu'ils donnaient aux troupes découragées.

Le peloton de nos éclaireurs attaché au 21e corps

rendit pendant cette retraite les plus grands services. Le général Jaurès employait de préférence ces hardis cavaliers pour porter les ordres, par des chemins que le verglas rendait impraticables. Un maréchal des logis entre autres, le comte de Giverville, fut signalé pour son audace à passer au travers des coureurs ennemis qui couvraient la campagne.

Le 14 on se reposa un peu à Sillé-le-Guillaume; mais le lendemain les Prussiens apparurent et le combat recommença. Les divisions Rousseau et Villeneuve, du matin au soir, firent une admirable résistance et mirent sur plusieurs points l'ennemi en déroute. Les Volontaires de l'Ouest attendirent tout le jour, l'arme au pied et dans la neige, mais n'entrèrent pas en ligne. Ils bivouaquèrent à Rouassé, et le lendemain le hasard leur gardait, au milieu de leurs souffrances, un soulagement bien inattendu. L'étape se trouvant à Mézangers, toute la légion reçut de la comtesse Le Gonidec de Traissan, au château du Rocher, une magnifique hospitalité.

Battus à Sillé, les Prussiens avaient cessé leur poursuite, et le 21e corps arriva à Mayenne où les zouaves restèrent avec lui.

Pendant ces combats M. de Charette, nommé général de brigade, partait de Poitiers le 14 janvier avec son 2e bataillon remis au complet, et arrivait à Rennes où il comptait réunir toute sa légion. Lorsqu'ils passèrent à Nantes, le général et les zouaves reçurent un accueil qui honorait toute la légion. On avait préparé dans la gare du chemin de fer une magnifique collation pour les officiers et tous les soldats du 2e bataillon, et M. de Charette reçut là les hommages bien mérités de ses compatriotes.

Le général avait demandé au ministère pour le commandant d'Albiousse le grade de lieutenant-colonel, mais il voulut garder le commandement immédiat de sa légion et en conserver l'uniforme. Il le dit à ses soldats dans un ordre du jour où se peignait son cœur de zouave pontifical [1], et s'occupa aussitôt de rassembler sa légion dispersée, dont le ministre de la guerre lui avait promis la réunion. Les éclaireurs quittèrent le 17 janvier à Laval le général de Curten, et reçurent de lui, avant de rentrer à Rennes, l'ordre du jour suivant, témoignage de leurs bons services :

[1] Voir aux Notes, n° 4.

ORDRE DE LA DIVISION.

« Laval, 17 janvier.

» Le général commandant la 3e division du 16e corps ne veut pas laisser partir les éclaireurs, Volontaires de l'Ouest, sans leur témoigner tout le regret qu'il éprouve de se séparer d'eux.

» Il se plaît à constater tout le zèle, l'intelligence et le courage avec lesquels ils n'ont cessé de remplir leur mission. Il espère que son souvenir régnera au milieu d'eux, comme ils pourront toujours être certains, en toute occasion, de son dévouement.

» *Le général commandant la 3e division,*

» DE CURTEN. »

Mais le général Jaurès ne céda pas aussi aisément les bataillons qui avaient été mis sous ses ordres. La campagne n'était pas terminée, et M. Jaurès avait à cœur de garder auprès de lui ces soldats qui lui inspiraient tant d'estime. Il demanda instamment à M. de Charette de lui lais-

ser au moins le 3e bataillon. Le général de Charette refusa, allégua les ordres du ministre, et M. Jaurès se rendit à grand'peine. Avant leur départ, il voulut passer en revue ses zouaves à Mayenne, et leur exprima en public ses remercîments et ses regrets. Il était contraint, disait-il, de les laisser partir. Puis il leur adressa un ordre du jour resté au nombre des témoignages les plus flatteurs qu'ait jamais reçus le régiment :

ORDRE DU JOUR.

« Mayenne, 27 janvier.

» Officiers, sous-officiers et soldats des Volontaires de l'Ouest,

» Un ordre du ministre de la guerre enlève au 21e corps le 3e bataillon des Volontaires de l'Ouest.

» En me séparant de vous avec le plus profond regret, je tiens à vous remercier du courage, de la discipline et du dévouement dont vous avez toujours fait preuve.

» Dans nos combats comme dans nos marches je n'ai jamais eu que des éloges à vous adresser, et

vous étiez pour le 21e corps un exemple aussi bien qu'une force.

» Vous porterez ailleurs les nobles qualités qui ont élevé si haut votre réputation ; mais vous conserverez, je l'espère, un souvenir d'affection et de confraternité d'armes pour le chef qui vous a commandés et pour les soldats avec lesquels vous avez combattu.

» Que Dieu vous garde et vous donne le succès!

» *Le général commandant en chef le* 21e *corps,*

» JAURÈS. »

La plupart des officiers du 21e corps, ceux de l'artillerie surtout, de l'état-major et des marins, firent aux zouaves les mêmes adieux. Nos soldats et les marins se séparèrent comme de vieux camarades.

Le 27 janvier, les trois bataillons se virent enfin réunis à Rennes. Le 1er se reforma pour la seconde fois avec les contingents que lui envoya promptement le dépôt demeuré à Poitiers. Les vides, dans le cadre des officiers, étaient comblés par de nouvelles promotions du ministre.

Le 24 janvier, un décret ministériel avait donné au général de Charette le commandement d'une division de mobilisés bretons. On sait que le gouvernement, quelques jours après la bataille du Mans, fit passer la deuxième armée de la Loire, aux ordres du général Chanzy, sur la rive gauche du fleuve et confia la défense de l'Ouest à une nouvelle armée, dite deuxième armée de Bretagne, et composée en grande partie de mobilisés bretons, sous le commandement en chef du général de Colomb. Ce nouveau corps devait couvrir une ligne de défense fort étendue, depuis l'embouchure de la Dives au nord jusqu'à Angers au sud. Le général de Charette fut désigné pour commander une division de l'armée de Bretagne, qui en comptait sept, échelonnées sur la ligne dont je parle.

La division de Charette comprenait, le 24 janvier, trois bataillons de mobilisés d'Ille-et-Vilaine, deux bataillons du Finistère et deux du Morbihan, renforcés, le 5 février, de cinq autres bataillons. Un escadron de lanciers, une batterie de campagne et la compagnie des francs-tireurs de Tours rejoignirent quelques jours plus tard la division, qui compta un effectif de 14,000 hommes. Toute

la légion des volontaires de l'Ouest y était réunie et en formait pour ainsi dire le noyau. Le nouveau général comptait sur elle pour tirer parti de ses mobilisés.

On lui donnait une tâche difficile. Les mobilisés de Bretagne, qui avaient tous quitté leurs foyers avec tant de patriotisme, mais qui étaient demeurés plus de deux mois au camp de Conlie dans une déplorable oisiveté, ne ressemblaient guère à des soldats. L'instruction militaire leur manquait encore plus que l'organisation. La plupart n'avaient pour armes que des fusils à piston ou des mousquetons américains de divers systèmes. C'est seulement à ce défaut d'organisation et d'armement qu'il faut attribuer la malheureuse retraite des mobilisés au Mans.

Le premier soin du général fut de relever la discipline et l'instruction de cette troupe si mal conduite jusque-là. Il obligea à se démettre de leur grade deux officiers supérieurs coupables d'insubordination. Pour l'instruction il avait une ressource toute prête, son régiment. Il choisit donc, parmi les officiers et sous-officiers, des instructeurs émérites et en attacha deux à chaque bataillon de mobilisés.

Le général trouva le moyen, malgré la pénurie des arsenaux, de faire distribuer des fusils Chassepot à l'un de ses bataillons. Quatre autres reçurent des fusils Remington et le reste conserva les carabines Springfield. On leur fit faire à tous beaucoup d'exercices de tir et de manœuvres. Ces malheureux mobilisés, qui avaient pris l'habitude de consommer en boisson toute leur paye, furent obligés de faire dans chaque compagnie un *ordinaire* et s'en trouvèrent bien. Enfin leur équipement fut mis au complet, et, grâce au concours actif de leurs officiers supérieurs, tous ces bataillons furent rapidement transformés et la division de Charette prit un aspect vraiment militaire. Le général avait choisi pour son chef d'état-major le capitaine Lallemand, nommé chef de bataillon et décoré par le général Gougeard sur le champ de bataille d'Auvours.

Le 15 février la division de Charette quitta Rennes et se porta, sur la ligne de la Mayenne, dans les positions qu'elle devait défendre. A Mayenne se trouvaient le quartier général et toute la légion des Volontaires de l'Ouest; autour de cette ville la division s'échelonnait, campée ou cantonnée sur les points les plus importants.

Le 26 février, quand l'armistice fut prolongé, la division se replia, par ordre, sur Fougères, où s'établit le quartier général. La division prit des positions de défense, au nord et au sud de Fougères, de façon à garder toutes les routes depuis Ernée jusqu'à Saint-Hilaire[1]. Elle était alors animée du meilleur esprit, et le général ne doutait pas qu'elle ne fît bonne contenance à la reprise des hostilités.

Mais, le 1er mars, les préliminaires de paix furent ratifiés, et, le lendemain, un décret licencia tous les mobilisés et tous les corps francs, excepté les Volontaires de l'Ouest.

Les zouaves furent chargés, à Fougères, de surveiller le désarmement des bataillons de la division et de huit autres de la division Gougeard. Cette difficile opération s'exécuta avec le plus grand ordre et plus de seize mille hommes furent ainsi désarmés en quatre jours. En se séparant des mobilisés bretons, le général de Charette les remercia de leur discipline et de leur bon vouloir pendant les quelques semaines qu'ils avaient passées sous son commandement.

[1] Voir aux cartes, planche I.

CHAPITRE QUINZIÈME.

NOUVELLE FORMATION ET LICENCIEMENT DES VOLONTAIRES DE L'OUEST.

Nos soldats, comme tous les volontaires de l'armée, n'étaient engagés que pour la durée de la guerre. La paix conclue, ils demandèrent pour la plupart à retourner dans leurs foyers, et on les laissa partir. Ce fut un moment difficile pour la légion, qui perdait les trois quarts de son effectif au moment où elle devait surveiller le désarmement des mobilisés. Vers le milieu de mars le régiment ne comptait plus que 650 hommes. Il reçut alors du ministre de la guerre l'ordre de partir pour Rambouillet. En même temps, M. le chef du pouvoir exécutif écrivait lui-même au général d'augmenter le plus vite possible sa légion, de réunir deux mille hommes pour venir, dès qu'il serait prêt, à Rambouillet.

On se prépara au départ pour obéir au ministre; mais M. de Charette se rendit à Paris et représenta au général Le Flo que la légion réduite à un si petit effectif, dont la moitié étaient des cadres, ne pouvait entrer utilement en ligne. Il obtint un contre-ordre et retourna à Fougères. Si l'ordre du ministre fût venu huit jours plus tôt, les Volontaires de l'Ouest auraient fait partie de l'armée de Versailles.

Le général fit encore un appel aux hommes de cœur, leur montrant le nouveau péril qui menaçait la France et le devoir que tous les honnêtes gens avaient de combattre pour l'ordre, pour la société, pour la religion, contre une abominable révolte. Il ramena la légion à Rennes le 23 mars, et y établit le centre de sa nouvelle formation.

Mais trouver et rassembler des volontaires à ce moment-là n'était pas facile. Ceux qui avaient fait la campagne ne manquaient pas de raisons pour rester dans leurs foyers, et tout le monde, en France, venait de quitter les armes. Plusieurs cependant écoutèrent la voix sympathique de M. de Charette, et, parmi eux, des hommes de cœur. On vit un grand nombre d'officiers de mobiles et de

mobilisés, qui avaient brillamment fait leur devoir pendant la campagne, venir dans nos rangs endosser la casaque du simple zouave. Néanmoins ces dévouements ne furent pas assez nombreux pour remplir promptement nos cadres à peu près vides. L'immobilité des zouaves à Rennes éloigna sans doute beaucoup de volontaires, et notre réorganisation n'alla pas aussi vite que le demandait M. le chef du pouvoir exécutif.

Ces lenteurs furent cause à leur tour que la légion ne partit pas pour Rambouillet, l'armée de Versailles s'étant trouvée bientôt assez nombreuse et en force contre l'émeute. Peut-être aussi ne voulut-on pas appeler dans ses rangs les Volontaires de l'Ouest. On se souvient que les journaux de la Commune racontaient alors chaque matin que les zouaves pontificaux, les soldats du Pape, combattaient dans l'armée de Versailles, marchant à l'attaque de Paris sous un drapeau blanc.

La légion resta donc à Rennes, prête à faire son devoir partout où le gouvernement l'eût appelée. Elle ne servit alors qu'à maintenir l'ordre dans une ville où le parti de la Commune avait de nombreux soldats encore armés. Le journal de ce

parti ne perdit pas une occasion de s'en venger par des insultes et des provocations grossières. On souleva la populace contre les zouaves. Chaque jour des misérables insultaient nos soldats dans les rues et plus d'une fois les attaquèrent, lorsqu'ils les trouvèrent isolés. Il y en eut même d'assez hardis pour porter la main un soir sur le général de Charette. Mais ce qui mérita alors l'admiration de la ville de Rennes, ce fut la contenance digne et impassible des zouaves. Insultés, ils ne répondaient pas; maltraités, ils ne tiraient pas leur sabre et se contentaient de repousser les agresseurs, lorsqu'ils ne pouvaient les mener au poste voisin. Ce fut un bel exemple de discipline, plus difficile et plus méritoire que le courage sur le champ de bataille. Tous les honnêtes gens de Rennes, c'est-à-dire à peu près toute la ville, restèrent indignés de ces violences, et les tribunaux rendirent aux zouaves une éclatante justice.

A Rennes les zouaves manœuvraient beaucoup et supportaient la plus grande part du service de la place. Organisés en corps franc, ils n'en étaient pas moins traités par tous les chefs militaires comme un régiment de l'armée. Il en avait été

de même à Poitiers, où le dépôt resta jusqu'à la fin du mois de février et où plusieurs de nos officiers faisaient partie du conseil de guerre de la division, tandis qu'un autre était major de la garnison. Partout où la légion a passé, en campagne et dans les garnisons, les généraux l'ont employée comme une troupe régulière.

Les Volontaires de l'Ouest se virent donc réduits, pendant la guerre civile, au rôle de spectateurs d'une lutte sanglante, rôle bien triste pour des soldats, et ils s'y résignèrent avec une patience qui ne se démentit pas. Ils suivaient de loin, le cœur serré, ces combats héroïques de l'armée française contre l'horrible émeute, et ils ne pouvaient aider à cette seconde délivrance de la patrie! Jusqu'aux derniers jours du siége ils gardèrent l'espoir d'être appelés à Versailles.

Peu de jours après la victoire de l'Assemblée nationale, pendant que toute la France remerciait Dieu, M. de Charette accomplit à Rennes un acte de religion, éloquent témoignage des sentiments et des pensées qui le guidaient dans son commandement. Le régiment avait marché, dans la glorieuse journée de Loigny, sous une bannière où

était représenté le Sacré-Cœur de Jésus, et le généreux sang de plusieurs zouaves tués ou blessés autour d'elle avait trempé cette image du divin sacrifice. M. de Charette voulut perpétuer ce souvenir et s'acquitter d'une dette de reconnaissance, en consacrant sa légion au Sacré-Cœur de Jésus, dont l'emblème, cher aux zouaves pontificaux, couvrait depuis longtemps leurs poitrines lorsqu'ils marchaient au combat. Il réunit donc un matin ses officiers et ses soldats dans la chapelle du séminaire de Rennes, et là, après la messe, le précieux fanion étant déployé devant l'autel, le général, avec l'accent de la foi la plus ardente, prononça ces paroles :

« A l'ombre de ce drapeau teint du sang de nos plus nobles et plus chères victimes, moi, général baron de Charette, qui ai l'insigne honneur de vous commander, je consacre la légion des Volontaires de l'Ouest, les zouaves pontificaux, au Sacré-Cœur de Jésus, et avec ma foi de soldat et de toute mon âme, je dis et je vous demande de dire tous avec moi : Cœur de Jésus, sauvez la France! »

Ces paroles et cet acte du général de Charette prouvent mieux que tout le reste que les zouaves

sont demeurés avant tout et jusqu'à la fin le régiment catholique. Si tel parti a pu revendiquer une part de leurs mérites, c'est la religion qui leur a donné leur drapeau, c'est à elle seulement et à la France qu'ils se sont fait gloire d'appartenir.

Paris délivré et la révolution vaincue, les Volontaires de l'Ouest semblèrent plus que jamais condamnés à l'inaction. Leur recrutement tarissait de jour en jour, les engagements n'étaient contractés que pour trois mois, et la plupart de nos volontaires ne voyaient aucun motif à prolonger leur service. Le moment approchait où la légion, comme après la guerre, se verrait menacée de ne plus guère compter que des cadres et quelques soldats. Il fallait prévenir cette situation difficile, et M. de Charette consulta le ministre de la guerre pour connaître les intentions du gouvernement sur la légion.

M. le général de Place, au nom du ministre, vint à Rennes, conféra avec M. de Charette, et lui proposa, comme récompense des services rendus par la légion, de la transformer en un régiment de l'armée régulière. C'était l'offre la plus flatteuse que pût nous faire le gouvernement. Mais cette

décision parut si grave au général de Charette qu'il ne crut pouvoir rien accepter sans consulter ses officiers. On voit combien le général, en dehors de son commandement militaire, était circonspect, prudent et désintéressé, toutes les fois que le sort ou l'avenir de ses compagnons d'armes était en jeu.

Il réunit ses officiers et leur fit part de la proposition du ministre. Mais il leur rappela en même temps que les zouaves pontificaux s'étaient voués à la défense des droits du Saint-Siége, et qu'ils devaient rester libres de pouvoir relever ce drapeau quand les circonstances politiques le permettraient; que, s'ils avaient servi leur patrie, c'était pour remplir un devoir sacré, mais que, dans les jours de calme, ils étaient à l'Église avant d'être à la France. Le général ajouta que l'uniforme dont nous étions encore revêtus n'était pas notre bien, qu'il appartenait aux zouaves pontificaux de toute l'Europe catholique, et que nous n'avions pas le droit de l'engager sans réserve dans une autre armée. Quand le général eut parlé, il invita ses officiers à donner leur avis sur la question, et le vote fut unanime. Nous priâmes le géné-

ral de remercier le ministre et de ne pas accepter son offre, si honorable et si avantageuse qu'elle fût pour chacun de nous.

La bienveillance du ministre ne fut point lassée Quand le général de Charette lui eut fait connaître qu'il était impossible aux zouaves pontificaux, pour les raisons que j'ai énumérées, d'entrer à titre définitif dans l'armée française, M. de Cissey accepta une autre proposition de M. de Charette, celle de faire passer avec leurs grades dans divers régiments ceux de nos officiers et sous-officiers qui le demanderaient. Véritablement on ne pouvait traiter avec plus de faveur un corps de volontaires qui, après tout, n'avaient fait que leur devoir.

La nouvelle proposition du ministre fut communiquée à la légion, et le général fit bien comprendre à chacun de nous la grave résolution qu'il s'agissait de prendre. Mais les mêmes motifs qui avaient inspiré notre première réponse nous dictèrent encore ce que nous avions à faire. Presque tout le monde refusa, et certes beaucoup d'entre nous rencontraient, dans l'offre du ministre, les plus heureuses et les plus engageantes perspectives...

Dieu seul connaît l'étendue de leur sacrifice; c'est pour lui et pour sa cause qu'ils l'ont fait.

Le gouvernement n'avait plus qu'à licencier les Volontaires de l'Ouest. L'escadron des éclaireurs fut dissous le 15 juillet, la batterie l'était depuis le mois de mars. Le licenciement des trois bataillons fut fixé au 13 août.

C'était un dimanche. Après la messe, où l'aumônier en chef, Mgr Daniel, prononça un touchant discours, les trois bataillons formèrent le carré dans la cour du séminaire qui leur servait de caserne, les officiers se groupèrent autour du général, et M. de Charette lut à haute voix l'ordre du jour du général de Cissey, ministre de la guerre, et celui de la légion qui annonçait le licenciement :

ORDRE DE LA LÉGION DES VOLONTAIRES DE L'OUEST DU 13 AOUT 1871.

« Le général porte à la connaissance de la légion l'ordre du jour suivant du ministre de la guerre :

» Officiers, sous-officiers et soldats de la légion des Volontaires de l'Ouest,

« Au moment où la France a été envahie et ac-

cablée sous le poids des malheurs, vous n'avez pas hésité à venir lui offrir votre bras, votre cœur et le meilleur de votre sang.

» Partout où votre belle légion a combattu, et principalement à Cercottes, à Brou, à Patay et au Mans, elle s'est distinguée au premier rang par son courage, son dévouement et son élan devant l'ennemi, aussi bien que par sa discipline et son excellent esprit.

» Vous avez montré un noble exemple qui vous fait le plus grand honneur, ainsi qu'au vaillant général de Charette, votre commandant et votre guide. L'armée vous en remercie par ma voix.

» La légion des Volontaires de l'Ouest va être licenciée, mais je me sépare de vous avec la profonde conviction que la France pourra toujours compter sur votre valeur et sur votre dévouement contre les ennemis du dehors et contre ceux du dedans.

» *Le ministre de la guerre,*

» *Signé :* Général DE CISSEY. »

» Après un témoignage aussi flatteur, venu de si haut, je n'ajouterai pas une parole, je crain-

drais d'en affaiblir la portée. Mais ce que le ministre n'a pas cru devoir dire, c'est qu'il nous avait offert la plus belle récompense nationale que nous pouvions ambitionner, en nous proposant à nous, corps de volontaires, d'entrer dans l'armée régulière.

» Il a fallu des motifs bien graves pour nous faire refuser l'honneur qui nous était fait. Mais venus en France comme zouaves pontificaux, nous ne nous croyons pas le droit d'aliéner notre liberté ni d'introduire dans l'armée un uniforme qui n'était pas à nous seuls : j'ai donc demandé le licenciement.

» Vous allez rentrer dans vos foyers, mais votre tâche n'est pas finie.

» Vous avez combattu côte à côte sur plusieurs champs de bataille; rappelez-vous que le sang versé est un lien plus fort que tous les serments. Si la France fait encore un appel au dévouement de ses enfants, vous serez tous là au premier signal, le ministre y compte, et moi j'en suis sûr.

» Au revoir, mes chers camarades, c'est le cœur profondément navré que je me sépare de vous. Ce

n'est pas impunément qu'on brise une existence de onze années, où tout a été mis en commun, joies, douleurs et sacrifices.

» Ne nous laissons pas cependant abattre; il nous reste deux grandes choses : la foi dans notre cause, qui est celle de l'Église et de la France, et l'espoir du triomphe. Restons dignes de la cause, Dieu nous donnera le triomphe. »

Après avoir lu l'ordre du jour, M. de Charette fit un peu ouvrir le cercle des officiers, comme pour causer plus librement avec ses soldats, et il ajouta quelques paroles qui sont restées dans la mémoire de ceux qui les entendirent, parce qu'elles répondaient à toutes leurs pensées. Le grand cœur du général de Charette s'y montrait tout entier, et sa voix avait un accent de bonté, de tristesse et de foi que rien ne saurait exprimer :

« Ce que je n'ai pu vous dire dans mon ordre du jour, mes chers amis, c'est que vous venez de donner au monde le plus bel exemple de foi, de dévouement et d'abnégation.

» Le Saint-Père, en 1860, le jour où il reconnut officiellement le pauvre petit bataillon qui est devenu ce régiment de zouaves, qui sera à jamais

célèbre dans les fastes des nations catholiques, le Saint-Père nous disait : « Vous ne périrez pas, car » vous défendez le droit, la justice, la vérité ! »

» Dans les tristes temps où nous vivons, le difficile n'est pas de faire son devoir, mais de le connaître ; et je suis fier de vous dire que toujours et partout le régiment a fait le sien.

» Si nous nous séparons aujourd'hui, c'est volontairement et pour nous conserver la liberté de répondre à l'appel de la France et à celui du Chef de l'Église. En agissant ainsi, nous restons fidèles au vieil adage de notre chère patrie : « Fais ce que » dois, advienne que pourra ! »

» Au revoir donc, mes bons et chers amis. Je ne sais quelles sont les épreuves que Dieu nous réserve, mais au jour marqué par la Providence nous nous réunirons de nouveau pour achever notre œuvre. Je compte sur vous, sur vous tous, depuis le simple soldat, je compte sur vous comme vous pouvez compter sur mon entier dévouement ; et avec toute l'effusion de mon cœur, je vous remercie tous, officiers, sous-officiers et soldats, et d'une manière toute spéciale, vous, colonel, des preuves d'affection que vous n'avez cessé de me

donner durant les onze années que nous avons passées ensemble.

» Séparons-nous, mais restons unis de cœur.

» Vive la France!

» Vive Pie IX! »

Vive Pie IX!..... Ce fut notre dernier cri. Hélas! avec quelle émotion les zouaves écoutaient ces adieux de leur cher général! Nous étions vraiment une famille, et les liens de notre vieille union, de notre incomparable amitié s'étaient encore resserrés sur les vides cruels que la dernière campagne avait faits dans nos rangs. Il nous semblait que nous devions toujours vivre ensemble. Aussi, quand on vit que l'heure de l'adieu était venue, on se serrait les mains, on s'embrassait, et des larmes roulaient dans tous les yeux.

Était-ce pour la dernière fois que les zouaves pontificaux allaient se séparer?... Dieu seul le sait. Les soldats du Pape sont dispersés, mais non pas anéantis. Ils ont voulu rester libres pour attendre le jour où la Religion les appellera de nouveau sous sa bannière; ils sont prêts à suivre la France sur les champs de bataille où elle peut encore mener ses enfants.

Le récit de cette campagne est terminé. Je voudrais, mes chers camarades, qu'il fût plus digne de vous. Je voudrais vous avoir rendu justice à tous et à chacun de vous. Que de faits d'armes, que de traits d'abnégation ou de constance, que de services obscurs, mais sans prix, que je n'ai pu raconter ! Mais vous vous rappelez, mes amis, cette parole de notre ancien chef, du vaillant colonel de Becdelièvre. Après Castelfidardo, un écrivain lui demandait, pour les citer, les noms de ceux qui s'étaient le mieux battus : « Nommez-les tous, dit-il, ou ne nommez personne. »

FIN.

NOTES.

N° 1.

CIRCULAIRE DU COLONEL DE CHARETTE.

« Autorisé par le gouvernement à former, avec le régiment des zouaves pontificaux, un corps qui prend le nom de *Légion des Volontaires de l'Ouest,* de l'endroit de sa formation, je viens faire appel aux hommes de cœur de toute la France qui ne sont pas encore incorporés, à tous ceux qui, de près ou de loin, ont appartenu au régiment.

» J'avertis que je veux former un corps sérieux où régnera la plus grande discipline. Ma seule préoccupation est de défendre la France. C'est dans la ville de Tours que nous nous formons.

» J'espère que mon appel sera entendu et que nous pourrons prouver que le régiment des zouaves

saura conserver ses traditions, qu'il sera le type de l'honneur et du dévouement, et qu'il se consacrera à la France comme il s'est dévoué à l'Église.

» Le ministre de la guerre nous fait l'honneur d'envoyer trois de nos compagnies aux extrêmes avant-postes.

» Tours, le 8 octobre 1870.

» *Le commandant*
de la légion des Volontaires de l'Ouest,
» Baron DE CHARETTE. »

N° 2.

ORDRE DU JOUR DE LA LÉGION.

« Poitiers, le 16 décembre 1870.

» Officiers, sous-officiers et soldats,

» Appelé pendant l'absence du colonel de Charette au commandement de la légion, j'éprouve le besoin de me rapprocher de vous pour ne pas être écrasé sous le poids de l'honneur qui m'est fait et de la responsabilité qui m'incombe.

» La crise que traverse la légion est terrible, mais quelque désastreuse que soit la situation qui nous est faite par l'éloignement de notre illustre chef, et la perte de tant de nos braves camarades tombés sur les collines de Patay, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas nous décourager.

» La guerre que nous subissons est une guerre d'expiation, et Dieu a déjà choisi parmi nous les victimes les plus nobles et les plus pures. Élevons donc nos cœurs à la hauteur de la mission qui nous

est confiée et soyons prêts à tous les sacrifices. Retrempons notre courage dans nos convictions religieuses et plaçons notre espoir dans la divine Sagesse, dont les secrets sont impénétrables, mais qui nous fait une loi de l'espérance.

» C'est par un acte de foi que la France est née sur le champ de bataille de Tolbiac; c'est par un acte de foi qu'elle sera sauvée, et tant qu'il y aura dans notre beau pays un christ et une épée, nous avons droit d'espérer. Quoi qu'il arrive, *avec l'aide de Dieu et pour la patrie*, restons ici ce que nous étions à Rome, les dignes fils de la fille aimée de l'Église.

» *Le commandant de la légion,*

» D'ALBIOUSSE. »

N° 3.

ORDRE DU JOUR DE LA LÉGION.

« Poitiers, le 9 janvier 1871.

» Officiers, sous-officiers et soldats,

» Séparé de vous depuis un mois, je remercie la Providence qui me donne l'indicible joie de me retrouver parmi vous.

» Plusieurs de nos camarades sont morts : honneur à eux, qui sont tombés pour la défense de la patrie et ont enregistré une gloire de plus dans les annales du régiment.

» Je tiens à remercier Monsieur le commandant d'Albiousse de la manière brillante dont il vous a conduits pendant mon absence. Je le remercie surtout de son ordre du jour où il a su si bien exprimer les sentiments de dévouement, d'abnégation et de patriotisme qui sont au cœur de chacun de nous.

» Soldats, de nouveaux périls, de nouvelles

gloires nous attendent. Marchons à l'ennemi forts de notre passé, fiers du présent et confiants dans la protection de ceux que nous avons perdus. Que notre cri de ralliement soit toujours : Dieu et la France!

» *Le lieutenant-colonel commandant la légion,*

» *Signé :* DE CHARETTE. »

N° 4.

ORDRE DU JOUR DE LA LÉGION.

« Rennes, 17 janvier 1871.

» Officiers, sous-officiers et soldats,

» Nommé au grade de général, j'éprouve le besoin de vous dire que jamais je n'abandonnerai le régiment avec lequel j'ai partagé, depuis dix ans, joies, douleurs et sacrifices. J'ai eu l'honneur d'être le premier zouave et zouave je resterai jusqu'à mon dernier soupir. Je conserve donc le commandement de la légion.

» Pour me seconder dans ma tâche, j'ai pris un officier dont nous connaissons depuis longtemps les brillantes qualités, et j'ai le plaisir de vous annoncer la promotion de M. le commandant d'Albiousse au grade de lieutenant-colonel.

» Que cette distinction dont je viens d'être l'objet, et que je dois à votre belle conduite, soit pour vous et pour moi un engagement de plus avec nos

traditions d'honneur et de dévouement. Unis comme par le passé, dans un même sentiment, combattons et mourons, s'il le faut, pour le triomphe de la France et pour son bonheur.

» *Le général commandant la légion,*

» Baron DE CHARETTE. »

TABLE.

Préface de la première édition 5

CHAPITRE PREMIER.

Le départ de Rome. 9

CHAPITRE DEUXIÈME.

Les Volontaires de l'Ouest. 23

CHAPITRE TROISIÈME.

Combat de Cercottes. 35

CHAPITRE QUATRIÈME.

L'organisation. 47

CHAPITRE CINQUIÈME.

Les avant-postes. — Combat de Brou. 61

CHAPITRE SIXIÈME.

Retraite de Bellesme. 77

CHAPITRE SEPTIÈME.

Marche du 17e corps sur Patay. 85

CHAPITRE HUITIÈME.

Bataille de Loigny. 95

CHAPITRE NEUVIÈME.

Ambulances et funérailles. 113

CHAPITRE DIXIÈME.

Le 3e bataillon au 21e corps d'armée. 125

CHAPITRE ONZIÈME.

Réorganisation. — Évasion du colonel de Charette. . . 133

CHAPITRE DOUZIÈME.

Combat de Saint-Hubert. 141

CHAPITRE TREIZIÈME.

Bataille du Mans. 151

CHAPITRE QUATORZIÈME.

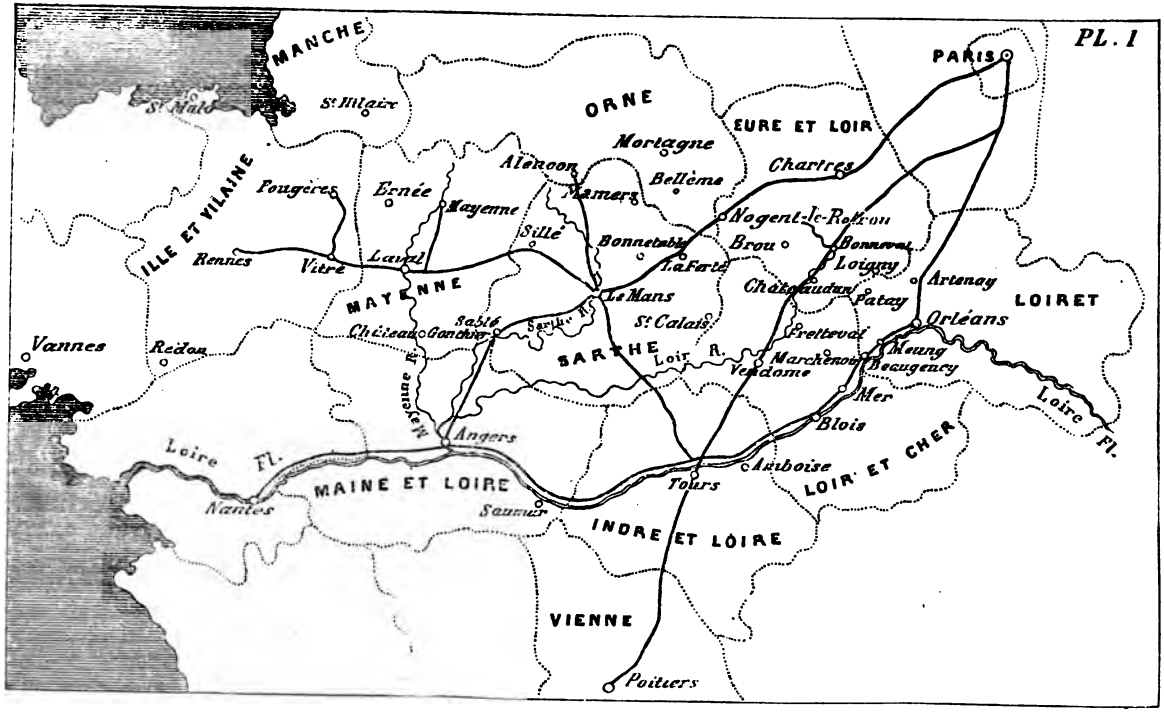
Réunion de la légion. — La division de Charette. . . 165

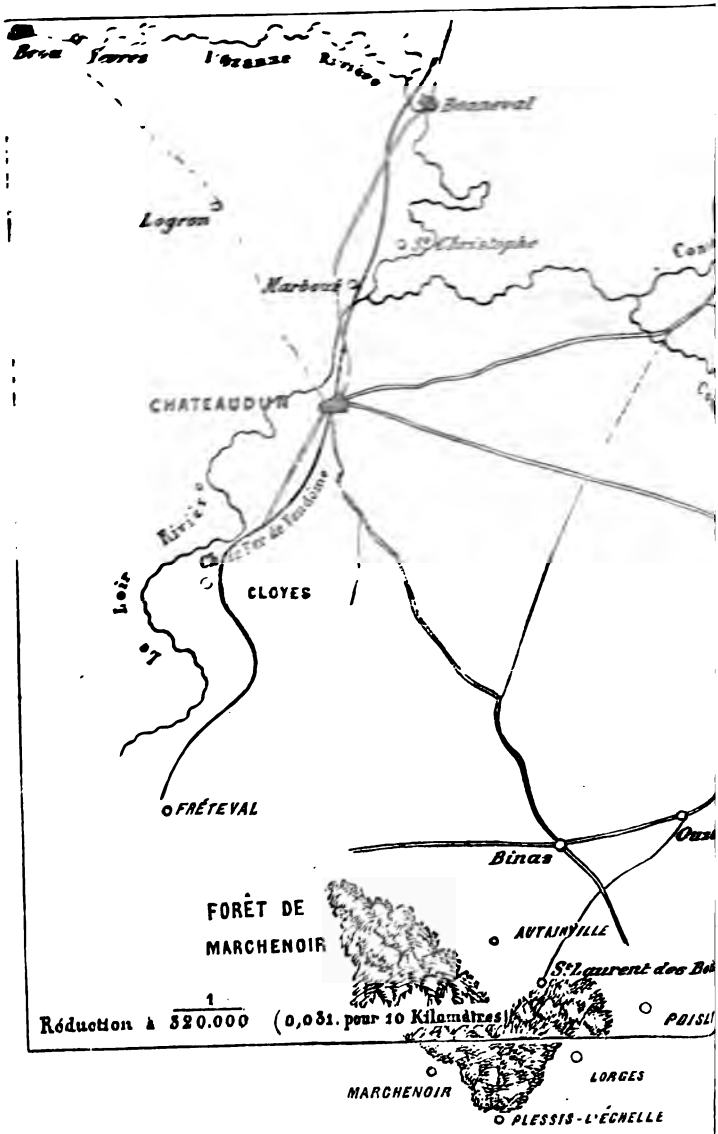
CHAPITRE QUINZIÈME.

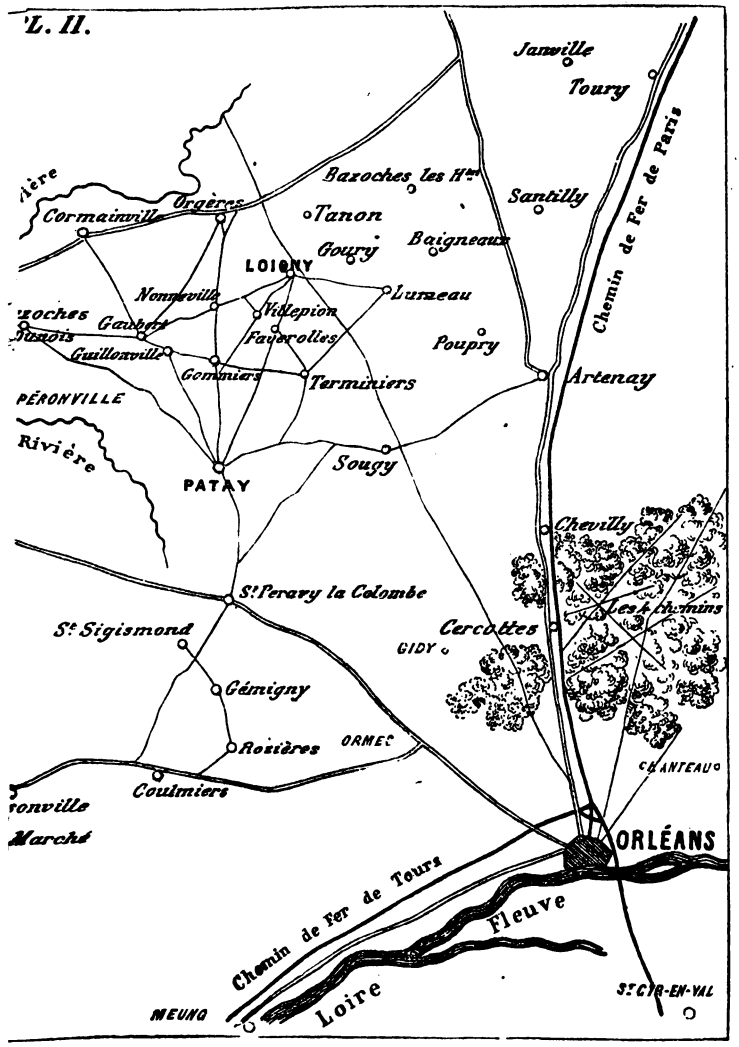
Nouvelle formation et licenciement des Volontaires de l'Ouest. 177

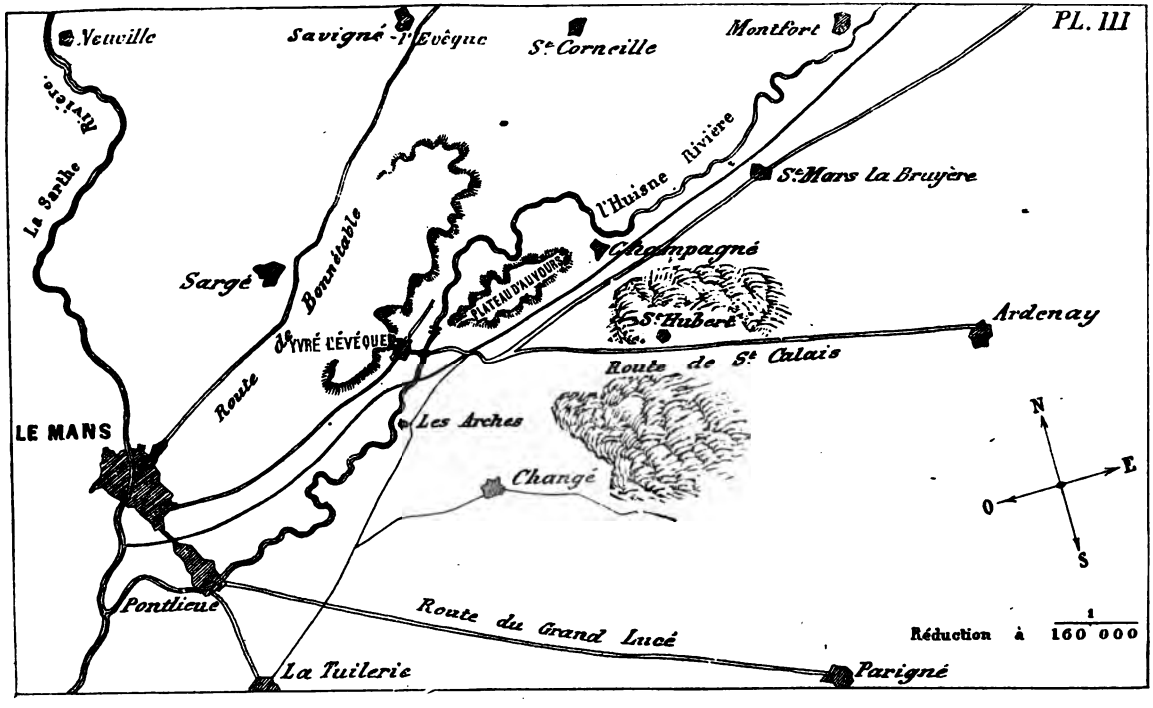
NOTES.

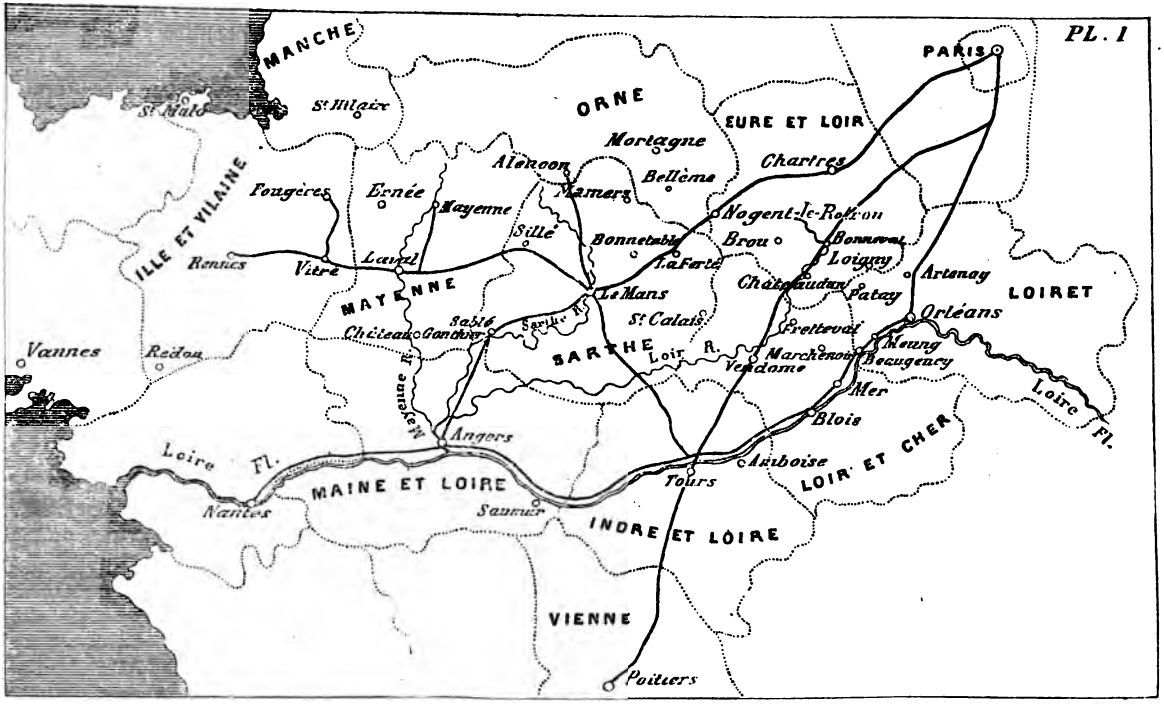
N° 1. — Circulaire du colonel de Charette. 193
N° 2. — Ordre du jour de la légion. 195
N° 3. — Ordre du jour de la légion. 197
N° 4. — Ordre du jour de la légion. 199

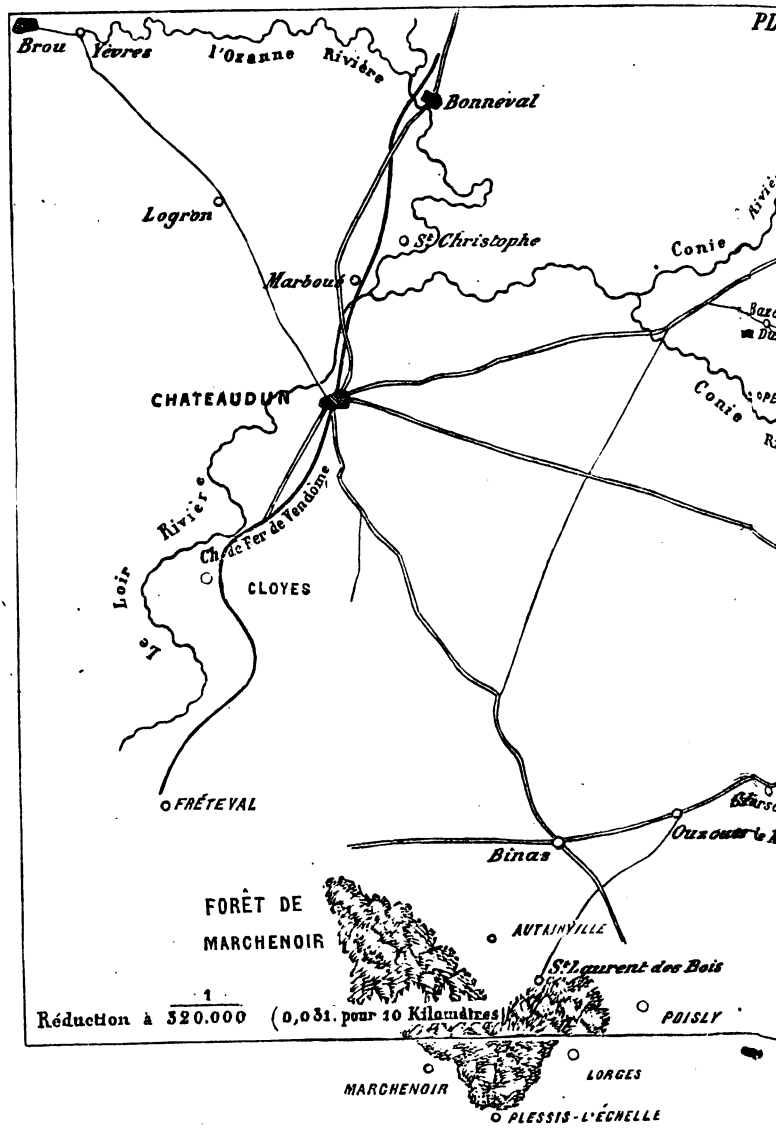

PL. I
MANCHE
St Malo
St Hilaire
ORNE
EURE ET LOIR
PARIS
Mortagne
Alençon
Bellême
Chartres
Fougères
Ernée
Mayenne
Mamers
Nogent-le-Rotrou
ILLE ET VILAINE
Sillé
Bonnetable
Brou
Bonneval
Rennes
Vitré
Laval
La Ferté
Loigny
Châteaudun
Artenay
MAYENNE
Le Mans
Patay
LOIRET
Sablé
St Calais
Orléans
Vannes
Redon
Château Gonthier
Sarthe R.
Fretteval
Meung
SARTHE
Loir R.
Marchenoir
Beaugency
Vendôme
Mer
Mayenne R.
Loire Fl.
Blois
Angers
Loire Fl.
Amboise
LOIR ET CHER
MAINE ET LOIRE
Tours
Nantes
Saumur
INDRE ET LOIRE
VIENNE
Poitiers

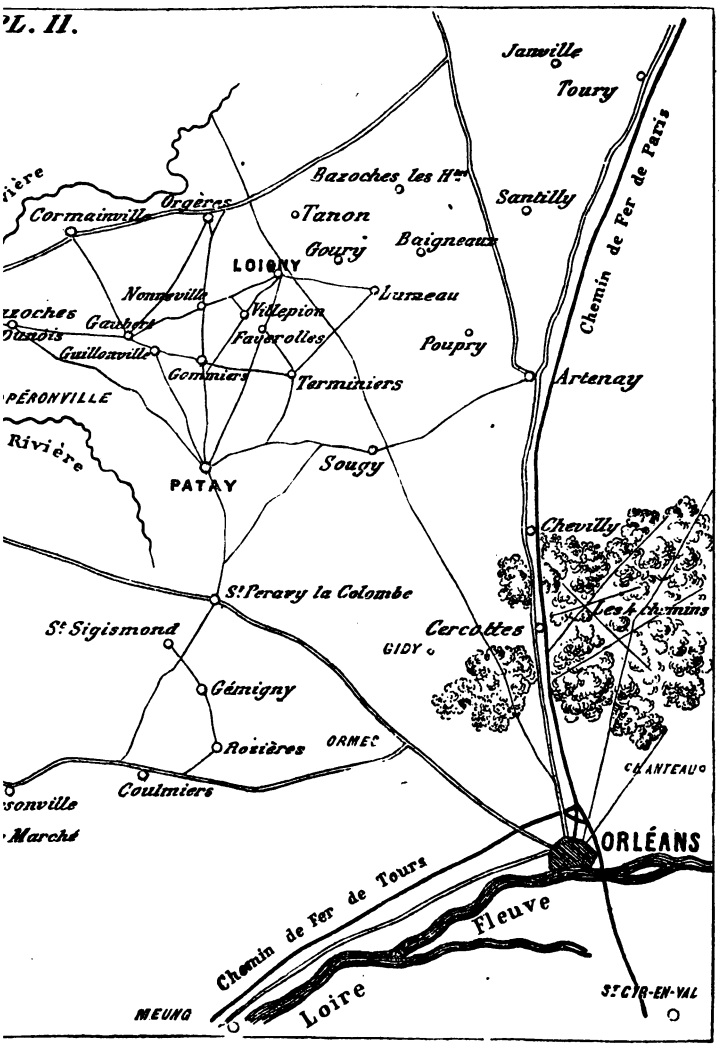

Logron
Marboué
CHATEAUDUN
CLOYES
FRÉTEVAL
Binas
FORÊT DE
MARCHENOIR
AUTAINVILLE
LORGES
MARCHENOIR
PLESSIS-L'ÉCHELLE
Réduction à 1/320.000 (0,031. pour 10 Kilomètres)

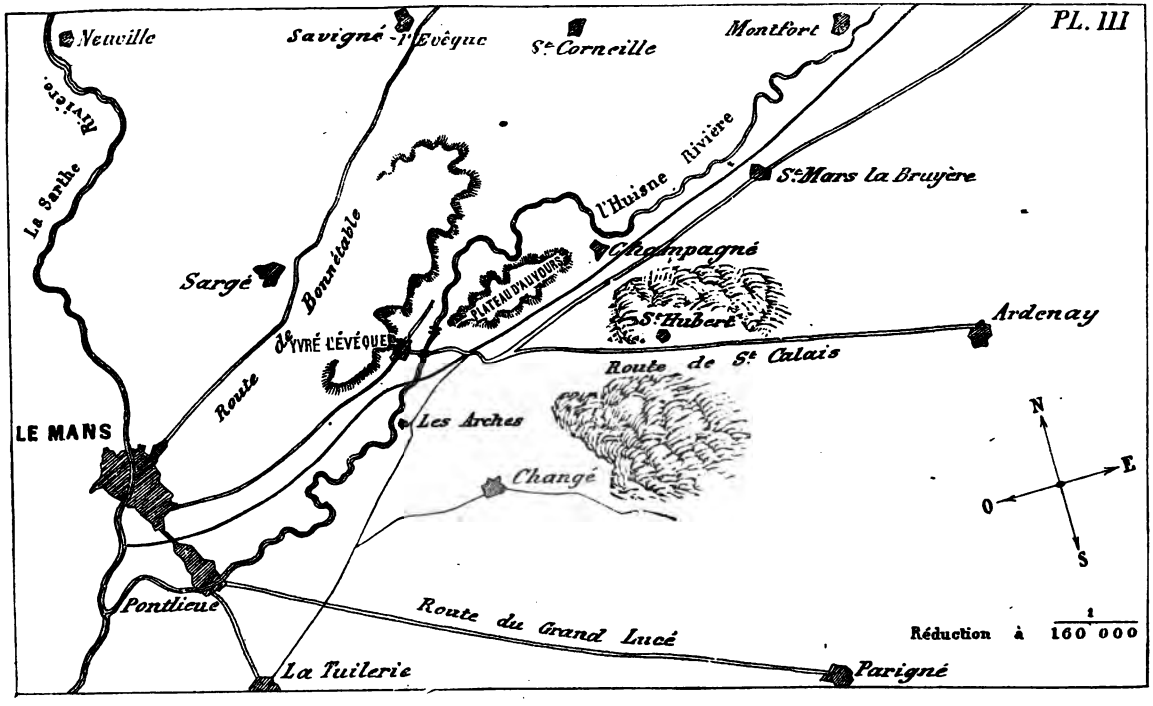

L. II.
Janville
Toury
Chemin de Fer de Paris
Bazoches les Hts
Santilly
Cormainville
Orgères
Tanon
Baigneaux
Goury
LOIGNY
Lumeau
Nonneville
Villepion
Gaubert
Faverolles
Poupry
Guillonville
Gommiers
Terminiers
Artenay
PÉRONVILLE
Rivière
Sougy
PATAY
Chevilly
St Peravy la Colombe
Les 4 chemins
St Sigismond
Cercottes
GIDY
Gémigny
Rozières
ORMES
CHANTEAU
Coulmiers
Marché
ORLÉANS
Chemin de Fer de Tours
Fleuve
Loire
MEUNG
St CYR-EN-VAL


PL. III
Neuville
Savigné l'Evêque
St Corneille
Montfort
Rivière
La Sarthe
l'Huisne
Rivière
St Mars la Bruyère
Champagné
Sargé
Bonnétable
PLATEAU D'AUVOURS
St Hubert
Ardenay
Ivré l'Evêque
Route de St Calais
Route
LE MANS
Les Arches
Changé
N
E
O
S
Pontlieue
Route du Grand Lucé
Réduction à 1/160 000
La Tuilerie
Parigné


PL. I
MANCHE
St Malo
St Hilaire
ORNE
EURE ET LOIR
PARIS
Mortagne
Chartres
Alençon
Bellême
Mamers
Fougères
Ernée
Mayenne
Nogent-le-Rotrou
Sillé
Bonnetable
Brou
Bonneval
ILLE ET VILAINE
Rennes
Vitré
Laval
La Ferté
Loigny
Artenay
Châteaudun
Patay
LOIRET
MAYENNE
Le Mans
Orléans
Sablé
St Calais
Sarthe R.
Château Gonthier
Fretteval
Meung
Vannes
Redon
SARTHE
Loir R.
Marchenoir
Beaugency
Vendôme
Mayenne R.
Mer
Loire Fl.
Blois
Angers
Loire Fl.
Amboise
LOIR ET CHER
MAINE ET LOIRE
Tours
Nantes
Saumur
INDRE ET LOIRE
VIENNE
Poitiers


Brou
Yèvres
l'Ozanne
Rivière
Bonneval
Logron
St Christophe
Conie
Marboué
CHATEAUDUN
Conie
Rivière
Le Loir
Ch. de Fer de Vendôme
CLOYES
FRÉTEVAL
Binas
FORÊT DE
MARCHENOIR
AUTAINVILLE
St Laurent des Bois
POISLY
Réduction à 1/320.000 (0,031 pour 10 Kilomètres)
MARCHENOIR
LORGES
PLESSIS-L'ÉCHELLE


PL. II.
Janville
Toury
Chemin de Fer de Paris
Bazoches les Hm
Santilly
Orgères
Cormainville
Tanon
Baigneaux
Goury
LOIGNY
Nonneville
Lumeau
Villepion
Gaubert
Faverolles
Poupry
Guillonville
Gommiers
Terminiers
Artenay
PÉRONVILLE
Rivière
Sougy
PATAY
Chevilly
St Peravy la Colombe
Les Chemins
St Sigismond
Cercottes
GIDY
Gémigny
Rozières
ORMES
CHANTEAUO
Coulmiers
ORLÉANS
Chemin de Fer de Tours
Fleuve
Loire
MEUNG
St CYR-EN-VAL


PL. III
Neuville
Savigné l'Evêque
Ste Corneille
Montfort
Rivière
La Sarthe
Rivière
l'Huisne
Ste Mars la Bruyère
Champagné
Sargé
Route de Bonnétable
PLATEAU D'AUVOURS
Ste Hubert
Ardenay
IVRÉ L'ÉVÊQUE
Route de Ste Calais
LE MANS
Les Arches
Changé
N
E
O
S
Pontlieue
Route du Grand Lucé
Réduction à 1/160 000
La Tuilerie
Parigné